

A bas le gouvernement anti-chômeurs, raciste et impérialiste de Jospin-Gayssot !

N.Y. SPARTACIST LEAGUE
CHURCH ST. BOX 3361
NEW YORK, NY 10008
212-267-1025



Le gouvernement capitaliste PS-PC casse les grèves, expulse les immigrés, attaque les chômeurs. Il faut un parti bolchévique pour diriger la puissance sociale du prolétariat vers de nouvelles révolutions d'Octobre.

Nous reproduisons ci-dessous l'article à propos de la grève des routiers que nous avons adapté de *Workers Vanguard* n° 678 et publié en tract, le 19 novembre 1997. Depuis, le gouvernement capitaliste de Jospin/Gayssot continue ses attaques et, dans la crise irakienne, marche comme un seul homme avec Chirac pour défendre les intérêts rapaces de l'impérialisme français dans la région. La classe ouvrière et les opprimés doivent rompre avec ce gouvernement de collaboration de classes. S'y accrocher ne peut mener qu'à de nouvelles défaites et paver la voie au fascisme. La clé est la construction d'un parti révolutionnaire multiethnique pour préparer de nouvelles révolutions d'Octobre et en finir avec le capitalisme.

Chômage et capitalisme

Parti de Marseille, début décembre 1997, lorsque des chômeurs organisés par la CGT ont occupé des ASSEDIC et des ANPE pour obtenir le paiement d'une prime de 3 000 F pour pouvoir offrir des cadeaux à leurs enfants à Noël, le mouvement s'est ensuite étendu avec pour principale revendication l'augmentation des minima sociaux. Ce mouvement a été dirigé par des réformistes et des pseudo-trotskystes (APEIS, AC!, ...) qui colportent l'illusion mensongère que ce gouvernement allait et pouvait accepter leurs revendications. Mais, face à la concurrence interimpérialiste exacerbée depuis la destruction de l'URSS, le gouvernement, comme tous les autres gouvernements européens, accentue les programmes d'austérité antiouvrière nécessaires à l'augmentation de la rentabilité et du taux de profit. Sa réponse aux chômeurs a donc été une aumône de quelques centai-

nes de francs - les 70% de soutien donnés dans les sondages aux occupations de bâtiments publics ainsi que les manifestations ont dû inciter Jospin à lâcher quelque chose. Sa réponse a surtout été des coups de matraque. Ainsi, 4 chômeurs risquent de finir en prison pour

tion et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! »

Forgeons un parti ouvrier bolchévique !

avoir voulu dénoncer Cash Converter (entreprise qui joue sur la misère pour s'enrichir sur le dos des pauvres). **Libération immédiate des chômeurs et des précaires incarcérés !** Ces aumônes et ces matraques se sont traduites par une chute momentanée dans les sondages montrant le mécontentement face aux réponses de Jospin/Gayssot.

La propriété privée des moyens de production provoque les crises cycliques qui jettent des millions d'ouvriers dans le chômage et, régulièrement, amènent à la destruction massive de ces mêmes moyens de production dans les guerres. Ces millions de chômeurs constituent pour les capitalistes une armée de réserve qu'ils peuvent brandir contre les ouvriers qui ont un emploi. Le chômage résume parfaitement l'absurdité de ce système. En même temps que les capitalistes font des profits considérables, la misère se répand.

Le prolétariat ne doit pas tolérer qu'une partie de lui-même soit transformée en chômeurs chroniques ou en miséreux, vivant des miettes de cette société en décomposition. Le Programme de transition (sur lequel la IV^e Internationale avait été fondée par Léon Trotsky en 1938) note : « Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisa-

tion et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! »

Ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas doivent s'organiser ensemble (les syndicats doivent syndiquer les non-syndiqués et les sans-emplois) et lutter côte à côte, pour répartir le travail entre toutes les mains ouvrières avec une échelle mobile des heures de travail. Cette répartition doit se faire sans perte de salaires et avec un salaire minimum décidé et contrôlé par la classe ouvrière. Une échelle mobile des salaires, alignée sur l'inflation, est le seul moyen d'empêcher la bourgeoisie de reprendre de la main droite ce qu'elle pourrait donner de la main gauche. Mais les révolutionnaires, tout en avançant un tel programme de revendications pour les besoins urgents des ouvriers, expliquent que le capitalisme ne peut les satisfaire. Un tel programme de mobilisation de la classe ouvrière doit donc être lié à la nécessité d'en finir avec l'esclavage capitaliste, de lutter pour le pouvoir prolétarien et d'instaurer une économie planifiée. Sans lien avec la prise du pouvoir, ces revendications deviennent de simples pressions sur les capitalistes et le gouvernement, comme c'est le cas des « plans d'urgence » prônés par toute l'« extrême gauche ».

Avec la crise économique, le taux de chômage est officiellement de plus de

12%. Si les femmes sont plus affectées par le chômage, ce taux doit être multiplié par deux pour les jeunes et par quatre pour les jeunes de la deuxième génération, la pratique de l'embauche au faciès pour les empêcher de travailler étant monnaie courante dans l'industrie. Ces deuxièmes générations sont les enfants des travailleurs immigrés, une composante clé dans l'industrie de ce pays. Comme nous l'avons souligné auparavant, ces travailleurs (et leurs enfants) ont été ignorés par les directions réformistes et leurs laquais d'« extrême gauche » pendant les grèves de décembre 1995, ceux-ci n'avançant aucune revendication susceptible de les mobiliser aux côtés des travailleurs en grève (cf. *le Bolchévik* n° 136, janvier 1996).

Le gouvernement Jospin/Gayssot : ségrégation raciste et chauvinisme

Aujourd'hui, la bourgeoisie n'a plus besoin d'importer de la main-d'œuvre supplémentaire des pays du tiers-monde et elle cherche à expulser une partie des ouvriers immigrés qu'elle avait fait venir. Elle mène des campagnes racistes pour diviser et détourner la classe ouvrière de la lutte unie contre l'offensive capitaliste actuelle. Les lois racistes ont été renforcées, Chevènement en ayant été chargé dans ce gouvernement. Les expulsions continuent : Jospin a été faire la tournée des régimes néocoloniaux africains en décembre, pour les préparer à accueillir les plus de 100 000 immigrés qu'il s'appête à expulser. **Pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper les expulsions.** Quand quelques milliers de Kurdes fuyant la terreur dont ils sont victimes sont arrivés en Italie, les CRS ont été immédiatement envoyés sur la frontière pour assurer qu'ils ne viennent en France. **Droit d'asile pour les Kurdes !**

Suite page 2



Jospin-Gaysot...

Suite de la page 1

Il est vital de maintenir l'intégrité de la classe ouvrière et d'assurer que le prolétariat immigré soit partie prenante des combats de toute la classe ouvrière. Cette bataille est nécessaire car le réformisme, pour défendre les intérêts impérialistes de sa bourgeoisie, ne peut être que nationaliste et chauvin. Pour que la classe ouvrière rompe avec l'idéologie bourgeoise, le chauvinisme, le protectionnisme ou le racisme et qu'elle atteigne le niveau de conscience nécessaire à la prise du pouvoir, il est crucial que le parti révolutionnaire mette au cœur de ses revendications : **Pour des mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur raciste ! Non aux discriminations racistes : dans l'embauche, dans le logement, dans l'éducation, dans la santé. Pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leurs familles !**

Quand Erignac, représentant de l'Etat français en Corse, a été tué, une « piste maghrébine », complètement bidon à tout de suite été trouvée, *L'Humanité* la relayant dans ses pages. Cette « piste » faisait un parallèle entre les nationalistes corses rebaptisés « terroristes » et les intégristes islamistes algériens. Cette « piste » était un appel à la chasse aux immigrés et aux nationalistes corses. *L'Humanité* a même dénoncé les précédents gouvernements de droite pour avoir « officialisé » les nationalistes en négociant avec eux au lieu de lutter contre eux, le tout au nom de la défense de la « République française une et indivisible », de l'Etat français et autres déclarations plus chauvines les unes que les autres. Au même moment, les troupes d'élite de la gendarmerie (les terroristes d'Etat) arrêtaient des militants nationalistes. **Libération immédiate des nationalistes corses arrêtés !**

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Il n'y a aucun moyen de régler les problèmes de chômage, de vie chère ou de racisme dans le système capitaliste, basé sur la propriété privée des moyens de production, que ce soit en France ou dans la tentative de bloc qu'est l'Union européenne. Notre opposition à Maastricht et à l'Union européenne est basée sur une perspective prolétarienne et internationaliste, à l'opposé du protectionnisme nationaliste colporté par le PCF avec son « Produisons français ». Le nationalisme est un poison qui attise les flammes du racisme en dressant les unes contre les autres différentes couches de la classe ouvrière dans chaque pays et les classes ouvrières des différents pays. Seule une économie planifiée de la production et de la répartition, basée sur la démocratie des conseils ouvriers pourra les résoudre. C'est en chassant la bourgeoisie, cette petite minorité qui détient les moyens de production, en détruisant son Etat - les bandes d'hommes armés (police, armée, matons) qui la protègent -, et en instaurant la dictature du prolétariat, qu'une telle économie pourra être mise en place. C'est la révolution socialiste qu'il faut préparer en construisant un

parti révolutionnaire.

Les cortèges d'ouvriers venant des différents pays européens, des usines des différents groupes automobiles européens et mondiaux, qui se sont retrouvés au printemps dernier dans Bruxelles en manifestation de soutien à la lutte de Renault-Vilvorde, ont laissé entrevoir le besoin d'une telle économie planifiée au niveau international. Ces manifestations ont eu lieu peu de temps avant la signature de l'accord d'Amsterdam entérinant les critères d'austérité antiouvrière que les PS/PC vont mettre en place. **Pour de nouvelles révolutions d'Octobre ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !**

Les réformistes et les centristes derrière le front populaire

Tous les groupes réformistes et centristes bercent la classe ouvrière avec l'illusion que le front populaire - alliance des partis ouvriers-bourgeois avec des partis bourgeois - peut, dans le cadre capitaliste, changer les choses : ces groupes demandent à la classe ouvrière de faire pression sur lui. Cette stratégie est une stratégie de défaite pour le prolétariat. Cette alliance est la garantie des réformistes à la bourgeoisie qu'ils serviront loyalement le système capitaliste, et le prétexte qu'ils invoquent auprès des ouvriers pour leurs propres trahisons. Nous opposons un refus de principe à voter pour les candidats d'un front populaire car cela va à l'encontre du principe fondamental de l'indépendance de la classe ouvrière qui est une condition nécessaire pour balayer la bourgeoisie.

Ces groupes (Voix des travailleurs, LCR, LO, PO, etc.) ont tous voté pour les candidats de cette coalition bourgeoise. Certains (VdT, LO) ont avancé comme prétexte, pour voter, la lutte contre le Front national, faisant croire que le front populaire bourgeois pourrait être une arme ou un moindre mal contre les fascistes. Cela désarme politiquement la classe ouvrière face à ses propres directions. Celles-ci sont parvenues à prolonger l'ordre bourgeois en empêchant de façon répétée des révolutions prolétariennes (comme en Mai 68 en France) et ainsi souvent ouvert la voie aux fascistes.

En servant le système capitaliste et en menant, comme on peut le voir aujourd'hui, les attaques contre la classe ouvrière, les campagnes racistes et chauvines, le front populaire développe le racisme et le chômage qui nourrissent le fascisme. Et les fascistes ont beau jeu de se présenter aux yeux de la petite-bourgeoisie et des ouvriers les plus arriérés comme la seule alternative « radicale » à l'ordre établi. Ce que décrit très bien Trotsky dans *Où va la France* : « *Le petit propriétaire tient à l'ordre tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère qu'elles iront encore mieux le lendemain. Mais quand cet espoir est perdu, il se met facilement en rage, prêt à se livrer aux moyens les plus extrêmes. Sinon, comment aurait-il pu renverser l'Etat démocratique et amener le fascisme en Allemagne ? Les petites gens désespérées voient avant tout dans le fascisme une force qui combat contre le grand capital et croient qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fas-*

cisme, lui, se servira de ses poings pour établir plus de "justice". Le paysan et l'artisan ont à leur manière des réalistes : ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings. »

De plus, toutes les interdictions et autres mesures que l'Etat bourgeois pourrait prendre contre les fascistes, ces bandes armées pour la défense du capital que la bourgeoisie garde en réserve pour les utiliser contre le prolétariat, seront en fin de compte dirigées contre les organisations ouvrières. Au contraire, nous savons que pour écraser les bandes fascistes, il faut mobiliser la puissance sociale du prolétariat organisé, à la tête de tous les opprimés. Notre programme pour lutter contre les fascistes est intrinsèquement lié à notre perspective de révolution socialiste.

Ce qui démoralise la classe ouvrière est de voir ses directions en place mener les attaques contre elle et de voir tous les groupes se réclamant du marxisme ou du trotskysme s'accrocher à ces directions. Après avoir voté pour lui, toutes les organisations centristes et réformistes appellent à des pressions sur le gouvernement. Ainsi, dans leur profession de foi pour les élections régionales en Seine-Maritime, Voix des travailleurs (VdT), la Gauche révolutionnaire (GR), l'Association pour le rassemblement des travailleurs et la LCR-Rouen déclarent : « *Pour mettre un terme au chômage il nous faudra imposer au patronat comme à l'Etat une diminution du temps de travail allant bien au-delà des 35 heures, sans diminution de salaire et sans flexibilité. Pour que tout le monde ait un emploi, il faudra imposer la répartition du travail entre tous, sous le contrôle de l'ensemble des salariés et de leurs organisations* » (VdT n° 31, 26 février).

Pour mieux faire pression sur Jospin, ces organisations proposent un programme à la classe ouvrière pour plus de combativité pour arracher des miettes dans le cadre du capitalisme. Ainsi Pouvoir ouvrier, dans son journal de février-mars, explique que les 35 heures et la retraite à 55 ans « *seront un moyen de combattre fondamentalement le chômage* ». En se plaçant explicitement dans le cadre du capitalisme, ils font croire à la classe ouvrière qu'il est possible, dans ce système, et sans révolution ouvrière, d'empêcher les crises cycliques et d'en finir avec le chômage. Ces opportunistes patentés vont même jusqu'à considérer qu'un mouvement national des chômeurs appuyé par les syndicats « *changerait radicalement la situation* », et ce quelques jours après que tout le monde ait pu voir les réponses apportées par le gouvernement. Ils terminent cet article en déclarant : « *Et si les capitalistes et leur système ne veulent pas ou ne peuvent pas céder. Il n'y aura qu'une solution...* » Les lecteurs réguliers de PO savent très bien qu'ici PO ne sous-entend pas la révolution, mais le vote PS-PC encore la prochaine

fois, comme il le préconise depuis son apparition (tout comme son organisation sœur britannique votait l'année dernière pour le va-t-en-guerre Blair).

Il faut un parti bolchévique pour apporter la conscience communiste à la classe ouvrière

Tous ces groupes nient le rôle du parti révolutionnaire dans la prise de conscience de la classe ouvrière car ils considèrent que celle-ci peut prendre conscience de ses tâches historiques par elle-même. Comme les deux ex-membres de la LTF qui viennent de rejoindre l'Internationalist Group (voir notre article page 4), tous ces centristes et réformistes font une confusion volontaire entre le *niveau de lutte* de la classe ouvrière qui, étant donné les attaques féroces de la bourgeoisie, est effectivement élevé, et le *niveau de conscience* de la classe ouvrière qui, après la destruction de l'URSS, n'identifie même pas de façon déformée ses luttes immédiates avec les idéaux du socialisme, ni avec le programme de la révolution prolétarienne.

Cette confusion leur permet de masquer leur capitulation au niveau de conscience actuel de la classe ouvrière. Et capituler devant cela, c'est capituler devant l'influence de la bourgeoisie sur la conscience de la classe ouvrière, influence qui se fait essentiellement par l'intermédiaire des directions traîtres du prolétariat. On peut parfaitement voir cette confusion avec VdT qui fait grand bruit et appelle à regrouper les ouvriers qui rompent avec le gouvernement ou avec les organisations qui soutiennent ce gouvernement. C'est une vaste blague quand on voit que VdT regroupe ou cherche à regrouper, en fait, toutes les organisations qui ont appelé à voter pour ce gouvernement PS-PC dans les élections de juin 1997 : ceux qui votaient PC au premier tour (la LST, la GR), ceux qui votaient dans tous les cas PS et PC au deuxième tour (tendance R ! de la LCR) voire dès le premier tour (PO), ou « seulement » face au FN (minorité de LO, VdT).

Mais rompre avec le gouvernement qui casse des grèves ne signifie pas en tant que tel une prise de conscience *révolutionnaire*, mais une prise de conscience *syndicaliste, trade-unioniste* pour reprendre le terme de Lénine. Le parti révolutionnaire doit intervenir pour changer cette conscience, en montrant la nécessité d'abattre le capitalisme et de prendre le pouvoir.

C'est cette conception que rejettent toutes ces organisations qui parlent de se regrouper. Et c'est un parti léniniste, un parti d'avant-garde, regroupant les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, que la LTF, section en France de la LCI, construit. Ce parti est nécessaire

Suite page 13

Correction

Dans l'article « Il faut rompre avec le gouvernement capitaliste de Jospin » publié dans le *Bolchévik* n° 144, nous avons utilisé la formulation « [...] les fronts populaires ont toujours mené à des défaites. Le seul s'étant terminé par une victoire de la classe ouvrière a été celui de 1917 en Russie parce que le Parti bolchévique a mené une lutte intransigeante contre la collaboration de classes et pour la conquête du pouvoir par le prolétariat ». Cette formulation est déficiente et téléscopée.

Comme tous les autres front populaires, « le plus grand exemple historique de front populaire », comme disait Trotsky, *menait vers la défaite*. C'est uniquement à cause de l'opposition irrécyclable des bolchéviks de Lénine

au front populaire de Kérensky que celui-ci a pu finalement être renversé par le prolétariat révolutionnaire en octobre 1917, au lieu de se terminer par un coup d'Etat réactionnaire.

Nous avons pu voir encore, lors des élections de l'année dernière, tous les groupes se disant marxistes, léninistes ou trotskystes capituler devant le front populaire de Jospin-Gaysot. Notre lutte sans concession contre les fronts populaires et notre refus de voter pour les candidats des partis ouvriers-bourgeois participant à de telles alliances de collaboration de classes (cf. « La lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique » p.4) sont basés, entre autres, sur l'exemple du Parti bolchévique de Lénine.

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste)

Rédacteur en chef : Xavier Brunoy
Réalisation : Carine Gance
Pages « Spartacus ! » : Cécile Doisneau
Diffusion : Eric Battaglia
Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil
Commission paritaire : n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labor et des industries graphiques.

Haine du trotskysme, haine du spartacisme

Le « front unique » de Workers Power avec la contre-révolution

L'article polémique ci-dessous, centré sur le groupe Workers Power australien - affilié au groupe britannique du même nom et au groupe français Pouvoir ouvrier - est traduit de Australasian Spartacist n° 162 (été 1997-98), publié par nos camarades de la Spartacist League of Australia.

Le groupe centriste Workers Power (WP) est clairement en plein bouleversement. D'après son propre compte-rendu (*Workers Power*, octobre-novembre 1997), l'organisation bidon « Ligue pour une internationale communiste révolutionnaire » (LICR) est sortie de sa conférence d'août profondément divisée sur la nature de classe de l'Etat, le renversement du capitalisme en Europe de l'Est et ailleurs après la Deuxième Guerre mondiale et sur la restauration contre-révolutionnaire du capitalisme en URSS.

Pour les marxistes, ce sont là des questions fondamentales et déterminantes, qui sont au cœur du programme révolutionnaire. Mais pour la LICR ce sont simplement des débats académiques. C'est pourquoi les « changements d'analyse » peuvent être relégués sans problème au prochain numéro de leur journal international, dont la parution n'est pas prévue avant janvier 1998. Cependant, comme le montre clairement un article paru dans le même numéro et marquant le 80^e anniversaire de la Révolution bolchévique de 1917 (« The Left and Capitalist Restoration » [La gauche et la restauration capitaliste]), WP cherche encore et toujours à justifier son passé sordide de soutien aux diverses forces de la contre-révolution capitaliste, spécialement le contre-putsch pro-impérialiste d'Eltsine d'août 1991.

Profitant de la lamentable tentative de « putsch » par les bureaucrates du Kremlin de la « bande des huit », l'ascension d'Eltsine soutenue par les Etats-Unis et toutes les autres puissances impérialistes s'est par la suite avérée être l'événement capital dans la destruction de l'Union soviétique. En l'absence d'une résistance de masse de la classe ouvrière, la période de contre-révolution ouverte, introduite par Eltsine, a culminé dans la création d'un Etat bourgeois. La restauration capitaliste était et est une catastrophe

sans précédent pour la classe ouvrière, non seulement dans l'ancienne Union soviétique mais internationalement, qui a permis aux impérialistes de lancer leurs attaques contre les masses travailleuses des pays industriels avancés et contre les peuples du monde semi-colonial déjà sauvagement opprimés.

partie intégrante de cet appel au front unique il aurait été nécessaire de se battre aux côtés des « démocrates » et des partisans eltsiniens pour défendre tous les centres de résistance au putsch, y compris le parlement de la RSFSR (la « Maison blanche ») » (*Workers Power*, novembre 1991). Un de leurs membres a littéra-

qui s'opposent aux putschistes » ! « Démocratie » contre « totalitarisme stalinien » était précisément le cri de ralliement contre-révolutionnaire des capitalistes et de leurs hommes de paille sociaux-démocrates.

En effet, WP ne voit la contre-révolution d'Eltsine qu'avec les yeux d'un parlementariste travailliste. Contre « les spartacistes politiquement banqueroutiers qui prétendent que l'arrivée au pouvoir d'Eltsine [...] était le tournant décisif dans la restauration d'un Etat capitaliste », WP dépeint le contre-coup d'Etat d'Eltsine comme « un simple changement de gouvernement ». A ce jour, ils nient que le capitalisme a été restauré dans les régions de l'ancienne Union soviétique. La Russie, disent-ils, est un « Etat ouvrier moribond », formulation étrange, sans contenu de classe, inventée par Workers Power pour nier que la contre-révolution capitaliste a eu lieu, et comme couverture à leur soutien aux forces restaurationnistes. Cette position, qui va visiblement à l'encontre de la réalité, a fait passer Workers Power pour des gens pas très malins - ils ont donc commencé à la modifier, déclarant que la plupart des pays d'Europe de l'Est, qu'ils avaient aussi qualifiés d'« Etats ouvriers moribonds », sont maintenant capitalistes.

Pour Workers Power, le critère essentiel qui définit un Etat ouvrier est le degré de nationalisations. En prétendant que la nature de classe d'un Etat est simplement le reflet de l'économie, WP essaie de se faire passer pour un allié de Trotsky, en citant (plus ou moins exactement) un passage où il affirme que « la nationalisation de la terre, des moyens de production industriels, des transports et des moyens d'échanges, avec le monopole du commerce extérieur, constitue la base de la structure sociale soviétique ». La propriété étatique collectivisée des moyens de production, la planification centralisée et le monopole d'Etat sur le commerce extérieur sont en effet les critères déterminants des formes de propriété prolétarienne - les fondements économiques nécessaires au développement d'une société socialiste sans classe à une échelle internationale. Mais des nationalisations de grande ampleur, seules, ne sont pas synonymes de destruction du capitalisme. Et en général, dans les périodes de révolution ou de contre-révolution, les formes économiques peuvent ne pas correspondre, et souvent ne correspondent pas à la nature politique de l'Etat. Trotsky s'est adressé spécifiquement à cette question dans « Un Etat non ouvrier et non bourgeois ? » (novembre 1937) : « En cas de victoire de la contre-révolution bourgeoise en URSS, le gouvernement devrait s'appuyer assez longtemps sur l'économie nationalisée. Mais que signifie une contradiction temporaire de cette nature entre l'Etat et l'économie ? Elle signifie la révolution ou la contre-révolution. La victoire qu'une classe remporte sur une autre vise précisément à reconstruire l'économie dans le sens des intérêts de celle qui a gagné. »

Même d'après les propres critères erronés de WP, ils ont un problème, et ils sont obligés d'admettre que « le monopole sur les finances et le commerce extérieur, les ministères de la planification et beaucoup d'industries d'Etat ont tous été



A Londres en 1990, WP soutient les contre-révolutionnaires baltes (en haut). Ces centristes ont rejoint le SWP antisoviétique, en écho au chœur des impérialistes en faveur des nationalistes lituaniens infestés de fascistes (ci-dessus).

En 1991 Workers Power appela à un « front unique avec les forces d'Eltsine » en déclamant : « Il était nécessaire de former un front commun de résistance, un bloc militaire et de lutte de classe avec ces forces et leurs dirigeants [...]. Comme

lement pris position sur les barricades d'Eltsine devant la Maison blanche. Ils ont agi ainsi « quelle qu'ait été la nature socialement contre-révolutionnaire du programme d'Eltsine, quel que soit le nombre de profiteurs et de racketeurs présents sur les barricades. »

Nous, spartacistes de la Ligue communiste internationale avons dénoncé WP et les groupes de même accabit comme « des traîtres, non des trotskystes » pour cette trahison criminelle. Ce n'est donc pas une surprise qu'en cherchant à « justifier » ses actes, WP dirige pour une grande part le feu de sa polémique contre les spartacistes.

WP nie farouchement qu'il avait « soutenu Eltsine » ou eu « des illusions dans la démocratie bourgeoise » comme aiment tant le clamer les spartacistes. Mais pourquoi WP était-il pour « un bloc avec toutes les forces qui s'opposent aux putschistes (CSE) » ? « C'était parce que le CSE représentait la menace immédiate la plus sérieuse contre les maigres acquis démocratiques que les ouvriers avaient arrachés à la bureaucratie au cours des années précédentes. » Ainsi, au nom de la défense d'« acquis démocratiques », WP fait bloc avec... George Bush, le chef impérialiste des Etats-Unis, qui était certainement parmi « toutes ces forces

Spartacist
(Edition française)

N° 31
Automne 1997

(64 pages)

10 francs

Spartacist est inclus dans
l'abonnement au Bolchévik

Ecrire au Bolchévik, BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10

SPARTACIST
UMERO 31 EDITION FRANÇAISE AUTOMNE 1997

Pour un parti léniniste-trotskyste !

La Chine à un tournant : révolution politique ouvrière ou esclavage capitaliste ?
PAGE 2

Révolution permanente contre « front unique anti-impérialiste »

Les origines du trotskysme chinois
PAGE 23

Publication d'inédits tirés des archives soviétiques
Le combat de Trotsky contre la trahison stalinienne de la Révolution bolchévique
PAGE 40

Regroupement révolutionnaire ou alchimie centriste ?
PAGE 64

LOTHÉ 104 BEL 218 578 CANADA C212 FRANCE 1017 MAROC 1017 TUNISIE 1017 USA 1031

FRP/IG : Une désertion pabliste de la LTF

La lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique

Le 26 janvier, le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) a exclu deux de ses membres pour rupture de notre discipline léniniste de parti. Ces deux ex-membres, qui s'étaient déclarés en « Fraction révolution permanente » (FRP) six semaines plus tôt, avaient refusé de parler à une commission de contrôle établie pour enquêter sur leur collaboration flagrante avec une organisation politique opposante hostile, l'« In-

Ils se sont opposés à ce que nous vendions des abonnements à notre journal aux grévistes et, incroyable mais vrai, ont accusé le secrétariat international (SI) d'inculquer le « routinisme » et l'« abstentionnisme » ! Au lieu de cela, ils proposaient de sortir un tract complètement économiste qui appelait les ouvriers, alors que nous n'avions aucun militant parmi les routiers, à adopter des tactiques grévistes plus combatives, et cela sans dire un mot sur la nécessité de forger une direction révolutionnaire contre les directions réformistes traîtres des syndicats et du PCF et PS dans le gouvernement de front populaire. Sans dire un mot non plus sur nos opposants centristes dont la plupart ont sorti des tracts qualitativement identiques à ce que la FRP voulait que la LTF publie.

Pendant ce temps, le SI et d'autres membres de la LCI et de la jeunesse de la LTF en particulier, se battaient contre un bloc centriste de droite dans la direction de la LTF qui voulait s'abstenir de toute intervention active dans cette grève importante. La future FRP « centriste de gauche » voulait intervenir dans la grève des routiers sur une base purement syndicale, avec des tactiques de grève, alors que les centristes de droite voulaient tout simplement ignorer la grève. Les deux ailes capitulaient devant la gauche opportuniste qui essayait de camoufler le fait que le gouvernement de front populaire est tout autant déterminé que les gaulistes à mettre en place des mesures d'austérité contre la classe ouvrière française. Le dénominateur commun entre ces deux expressions du centrisme est que toutes deux considéraient que notre programme trotskyste n'a pas de portée.

Quelques semaines plus tard, le 19 décembre, D. et Z. se déclaraient en « Fraction révolution permanente ». La longueur de leur déclaration de fraction, 35 pages, portait l'empreinte indubitable de Norden, spécialiste des grands discours creux. Ce document fractionnel, manifestement écrit de loin, et qui défendait sans réserve absolument toutes les positions de l'IG, ne faisait pas la moindre tentative d'expliquer comment et pourquoi ils s'étaient totalement convertis. Pourtant peu de temps auparavant, Z. avait donné plusieurs rapports contre l'IG dans la LTF, y compris un rapport qui dénonçait l'organisation brésilienne avec laquelle l'IG a des relations fraternelles, la LQB (Liga Quartinternacionalista do Brasil) anciennement Luta Metalúrgica (LM).

La LCI avait rompu les relations fraternelles avec LM/LQB en juin 1996, après des mois de discussion et de travail en commun intenses, sur place, au Brésil. Bien que la LQB prétende formellement au trotskysme révolutionnaire, son opportunisme syndical invétéré faisait d'elle un obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire (voir « Rupture des relations fraternelles avec Luta Metalúrgica », *le Bolchévik* n° 140). La LQB avait cherché à contrôler par le haut un syndicat bourré de flics, sans avoir de fraction communiste à la base. Quand la LCI l'a appris, et a su qu'il y avait des flics dans ce syndicat, elle a poussé LM/LQB à se battre sur le principe que les flics ne font pas partie du mouvement ouvrier et qu'ils n'ont pas de place dans le syndicat. Cela a fait éclater le bloc sans principe à la tête du syndicat qui avait été arrangé par LM. Artur Fernandes, leur ancien allié et nervi pro-flic a poursuivi en justice un ex-flic, membre de la LQB et président du syndicat, Geraldo Ribeiro. Tous aussi sordides les uns que les autres, LM/LQB comme leurs concurrents ont traîné le syndicat devant la justice bourgeoise tandis que l'IG lançait une campagne internationale de « solidarité », pour couvrir leur trahison de classe au Brésil.

Etant donné que la LTF prend au sérieux la mise en garde de Lénine comme quoi quiconque croit quelqu'un sur parole est un imbécile, nous allons publier rapidement la documentation de cette lutte fractionnelle pour l'édification et l'hygiène du mouvement ouvrier. En attendant que toute la documentation soit publiée, nous invitons nos lecteurs à commander notre collection d'articles « La vérité sur l'Internationalist Group » (voir page 5) qui montrent que ces déserteurs honteux du trotskysme ne sont que des apologistes des bureaucrates staliens qui ont bradé les Etats ouvriers dégénéré et déformés d'Union soviétique et d'Europe de l'Est, ainsi que de l'opportunisme syndical de leurs camarades du Brésil.

Bien qu'il fût évident que la FRP dans la LTF était contrôlée par l'IG de Norden, nous avons choisi de ne pas prendre tout de suite de mesures organisationnelles contre la FRP pour nos propres raisons : nous voulions discuter à fond et éclaircir les questions politiques en débat pour renforcer le parti. Notre parti n'est pas immunisé contre les pressions qui pèsent sur toute la gauche dans cette période, en particulier depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Les batailles politiques internes sont le moyen qu'un parti révolutionnaire a de maintenir son intégrité programmatique face aux pressions désintégratrices de la société bourgeoise. Nous avons donc saisi l'occasion de ce défi interne pour renforcer programmatiquement la section française de la LCI face aux pressions du front populisme et de l'étroitesse nationale que la « Fraction révolution permanente » représentait avec tant de zèle.

Mais le droit de fraction, auquel notre organisation internationale tient énormément, est un droit destiné aux membres qui respectent la discipline. Comme nous n'avons cessé de mettre en garde la FRP, elle pouvait se battre contre le programme de la LCI soit de l'intérieur du parti, soit de l'extérieur, mais pas les

deux à la fois. Les statuts de la LTF stipulent formellement : « La collaboration politique avec des non-membres doit être formellement autorisée par les instances de la LTF ayant compétence ». Après des dizaines de documents, plusieurs réunions plénières et une conférence nationale de la LTF les 17 et 18 janvier, la politique antitrotskyste de la FRP était pleinement démasquée : ils n'avaient pas réussi à gagner un seul partisan dans la LTF ou internationalement, et notre organisation est sortie considérablement renforcée de cette bataille.

La troisième conférence internationale de la LCI qui a eu lieu récemment a voté une motion soutenant l'exclusion de la Fraction révolution permanente par la LTF : « Nous constatons que la protestation postée instantanément sur Internet par des partisans de l'Internationalist Group confirme la collaboration organisationnelle entre l'ex-minorité française et l'IG. Les documents de la majorité de la LTF et les motions majoritaires adoptés à la 17^e conférence de la LTF documentent comment la Fraction révolution permanente s'est éloignée du trotskysme révolutionnaire, la déloyauté organisationnelle en étant le corollaire. La Fraction révolution permanente confondait à tort la combativité de la classe ouvrière avec la conscience révolutionnaire, et niait ainsi la nécessité d'un parti révolutionnaire. C'était, pour la Fraction révolution permanente, un pont vers le front populaire de Jospin et vers l'Internationalist Group. La Fraction, caricature des impulsions les plus pourries de la LTF et de l'adaptation de celle-ci à des forces politiques hostiles, a permis de mettre en lumière la désorientation de longue date de la LTF et son adaptation à l'aile PCF du front populaire. Cette glorification de traditions nationales chauvines françaises est l'héritage pourri de la liquidation pabliste du mouvement trotskyste français et de sa capitulation au front populaire - histoire à laquelle la section française de la LCI s'oppose. La lutte fractionnelle a été un instrument utile pour forger politiquement et organisationnellement la section française. Le test pour la LTF est maintenant de se tourner vers l'extérieur, d'intervenir contre nos opposants avec notre programme révolutionnaire et de recruter. »

Des pablistes de la seconde mobilisation

Trotsky faisait remarquer dans les *Leçons d'Octobre* (1924) que les changements soudains dans la situation mondiale provoquent toujours de la désorientation et de la confusion dans le parti révolutionnaire, et particulièrement dans sa direction. Au début de la deuxième guerre froide, menée par la bourgeoisie américaine, l'opinion publique prédominante était de considérer l'Union soviétique comme « l'empire du mal ». On aurait pu s'attendre à ce qu'apparaisse alors une opposition politique dans la LCI. Au lieu de cela, ceux qui constituèrent le groupe « International Bolshevik Tendency » (IBT), actuellement en désintégration, ont quitté le parti un par un ou s'en sont faits exclure pour des délits mesquins contre le parti ou contre le prolétariat, tout en proclamant bien sûr qu'ils continuaient à défendre le pro-

Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

internationalist Group » (IG). L'IG est un groupe d'une poignée de renégats du trotskysme qui ont déserté nos rangs en 1996. Jan Norden, leur *líder máximo*, fut pendant de nombreuses années le rédacteur en chef de *Workers Vanguard*, le journal de notre section américaine.

Sous les pressions de cette période de réaction post-soviétique, Norden et sa petite coterie ont déserté notre internationale à la recherche de forces sociales autres que le prolétariat auxquelles s'adapter et à des moyens autres que le parti d'avant-garde léniniste pour faire avancer la cause de la lutte pour l'émancipation de l'humanité. Et c'est précisément sur la question du parti, la question de la direction révolutionnaire, que les nouveaux adhérents à l'IG dans notre section française sont entrés en opposition politique. L'élection du gouvernement de front populaire de Jospin est ce qui les a conduits du trotskysme révolutionnaire à l'adaptation centriste à l'ordre capitaliste.

Cette fuite politique a commencé en pleine lutte de classe contre le gouvernement de front populaire de Jospin-Gaysot, pendant la grève des routiers de novembre dernier. La future fraction « Révolution permanente » s'était opposée au secrétariat international de la LCI qui recommandait de mobiliser toute la LTF et son organisation de jeunesse, d'aller sur les barrages des routiers et de nous présenter aux grévistes avec notre journal marxiste, comme le seul groupe en France qui n'avait pas voté pour ce front populaire raciste et briseur de grève.

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an)
(incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F) - Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

gramme et l'héritage révolutionnaires de la Spartacist League. Ensuite, il y a eu la contre-révolution capitaliste en Union soviétique en 1990-1991, la défaite finale de la seule révolution prolétarienne qui ait jamais réussi, une formidable poussée de triomphalisme bourgeois proclamant la soi-disant « mort du communisme », ainsi que d'énormes scissions et regroupements dans la gauche. On aurait pu s'attendre à ce qu'une opposition politique apparaisse dans la LCI à ce moment-là aussi. Mais au lieu de cela, quatre individus qui devaient devenir l'Internationalist Group provoquaient leur propre exclusion... tout en proclamant qu'ils continuaient à défendre les traditions et l'héritage révolutionnaires de la LCI.

Ni l'un ni l'autre de ces groupes ne se sont battus ouvertement à l'intérieur de la LCI en tant que fraction déclarée sur une question politique ou programmatique quelconque. Maintenant, l'IBT de Logan fait des propositions de mariage à l'Internationalist Group de Norden (cf. « Willful Blindness » [Aveuglement volontaire], 1917 n° 20) sur la base qu'ils racontent les mêmes mensonges sur les « abus bureaucratiques » de la LCI. Cela met leurs visions du monde prétendument divergentes, la stalinophilie de l'IBT et la stalinophilie de l'IG, au niveau d'une bataille de cliques dans une faculté. Mais après tout, quelle importance peuvent avoir des principes dans les rosaires du milieu universitaire ? De plus, la question russe est considérée comme de la « vieille histoire » dans le marais réformiste et centriste dans lequel patauge l'IG. A tel point que de dire que la question russe n'a soi-disant plus d'importance est devenu un des « principes » de basé pour être délégué à une conférence de « regroupement » trotskysante récente en Afrique du Sud, à laquelle a participé... Bill Logan de l'IBT.

Michel Pablo, avant eux, avait abandonné la raison d'être même de la Quatrième Internationale en niant la nécessité d'une direction révolutionnaire trotskyste et en prétendant que les partis staliniens pouvaient « adopter une orientation approximativement révolutionnaire ». Tout comme lui, Norden s'est accommodé aux forces mêmes qui avaient dirigé la contre-révolution dans les ex-Etats ouvriers déformés. Maintenant qu'il a jeté au rebut le programme révolutionnaire et sa boussole prolétarienne, il est capable de conduire ses pathétiques disciples n'importe où, y compris jusqu'à leur faire franchir la ligne de classe en poursuivant

en justice des syndicats, comme au Brésil... tout comme l'IBT de Logan traverse les piquets de grève à New York.

Comme la majorité de la LTF l'a écrit dans son document de tâches et perspectives, « on peut qualifier l'IG de BT [IBT] de l'ère post-soviétique. Il faut noter leur silence dans un document de 35 pages sur la question russe, et en particulier la tâche centrale pour les trotskystes de lutter pour la défense révolutionnaire de l'Etat ouvrier déformé chinois. Si ça n'a pas d'importance, pourquoi le mentionner, et pourquoi lutter ? En d'autres termes, ce document représente le visa de sortie du trotskysme de D. et Z. »

Avec la FRP, dans la LTF, nous avons finalement eu l'occasion d'aller au fond des questions politiques sur lesquelles Norden avait refusé de se battre dans la LCI et nous avons pu discuter à fond de toute la panoplie du pablisme post-soviétique, ce que nous avons appelé le « pablisme de la seconde mobilisation ». La FRP, montrant ainsi son mépris de l'internationalisme, s'est plainte de ce que plus de 15 réponses à sa déclaration de fraction lui étaient parvenues de camarades partout dans le monde alors que cela ne faisait que 24 heures que le secrétariat international l'avait traduite et mise à la disposition de tous les membres de notre internationale. Comme Trotsky l'écrivait : « De par sa nature, l'opportunisme est nationaliste, puisqu'il repose sur les besoins locaux et temporaires du prolétariat et non sur ses tâches historiques [...]. L'unité internationale n'est pas pour nous une façade décorative, mais l'axe même de nos positions théoriques et de notre politique. »

Toute l'œuvre de Trotsky témoigne de sa lutte sans répit pour construire une Quatrième Internationale et forger, contre les adaptations centristes à l'ordre bourgeois, le facteur subjectif nécessaire dans l'histoire : un parti d'avant-garde léniniste, internationaliste et révolutionnaire. Qu'il faille constamment lutter contre les pressions de la société bourgeoise est une idée incompréhensible pour des mégalomanes comme Norden qui croient avant tout à leur propre infailibilité. Quand il était membre de la LCI, Norden a essayé à plusieurs reprises de se saisir du pouvoir absolu (dans un journal censé être l'organisateur collectif du parti !) Il a même exigé, une fois, d'avoir des « pouvoirs plénipotentiaires » pour une mission internationale, afin de ne pas avoir à rendre de comptes à la direction collective que Norden percevait,

à juste titre, comme un frein à ses appétits impressionnistes. « Pouvoir absolu », « pouvoirs plénipotentiaires », ce genre de politique de prestige personnel est typique des organisations pablistes et staliniennes, mais complètement étranger à la pratique de léninistes authentiques. Parmi les dizaines de textes écrits par les camarades de toutes les sections de l'internationale contre la minorité de la section française, celui du camarade Peter M. d'Australie est peut-être celui qui a le mieux saisi la pathologie politique de la FRP et de l'IG : « La commission Islam à la conférence internationale de la LCI qui approche (et notre travail en direction de la Chine et de l'Asie du Sud-Est) fait partie de notre lutte et de notre détermination pour construire des sections dans le "tiers-monde", une lutte pour reforger la Quatrième Internationale. Les "IGlets" ont lâchement quitté notre parti centralement à cause de leur opposition à notre lutte pour le trotskysme au Brésil (faisant suite à leurs ouvertures pathétiques et nécrophiles envers les has-been staliniens reconvertis en sociaux-démocrates en Allemagne). Ce n'est pas nous qui "nous détournons" des luttes de la classe ouvrière, mais les nordistes qui veulent y substituer la chasse aux ex-staliniens qui ont été le fer de lance de la lutte contre la révolution politique prolétarienne en Allemagne de l'Est, la "lutte" pour des sinécures syndicales au Brésil, et la voie de l'économisme pour "attiser" les grèves des ouvriers français tout en enterrant la lutte pour la direction révolutionnaire au bénéfice du gouvernement de front populaire. [...] L'opposition au soi-disant "nouveau" SI exprime une hostilité aux batailles menées par notre direction internationale dans les diverses sections pour tremper nos rangs contre les pressions de cette période. C'est aussi une opération de ratissage large visant des éléments faibles, usés ou petits-bourgeois qui, un jour, se sont fait marcher sur les orteils, ou ont eu leur vanité froissée par ces batailles politiques nécessaires. La bataille contre cette fraction anti-trotskyste va renforcer notre section française. Notre section australienne a aussi besoin d'une lutte politique soutenue pour bâtir une organisation léniniste à la hauteur de nos tâches grandioses. »

Lutte fractionnelle et direction du parti

Les statuts de la LCI codifient, ce qui est unique dans les organisations de gauche, le droit à la lutte fractionnelle déclarée. C'est le résultat de notre expérience en tant que minorité bureaucratiquement maltraitée dans le SWP américain devenu centriste de droite dans les années 1961-1964. N'ayant pas été du côté du manche, en tant que minorité révolutionnaire dans une organisation très vache, nous étions très sensibles aux questions de l'aspect démocratique du centralisme démocratique, qui au bout du compte signifie la démocratie fractionnelle, le droit de se regrouper d'une façon organisationnelle pour s'opposer à la direction existante du parti, sur la base de la présomption que le programme actuel est incorrect, que le parti s'est écarté du programme révolutionnaire et donc a besoin d'un nouveau programme et d'une nouvelle direction lui correspondant.

La FRP a joui de ses pleins droits de fraction dans la LTF. On lui a accordé des temps de parole pour faire ses débuts dans une réunion du groupe de jeunesse de la LTF, la Jeunesse spartaciste (JS). (Notre groupe de jeunesse n'est pas un groupe paravent mais une organisation de jeunesse politiquement subordonnée au parti quoiqu'organisationnellement indépendante. Les débats dans le parti sont aussi ouverts à la jeunesse pour qu'elle en discute.) Tous les membres de la LTF et de la JS ont dû lire les documents de la minorité, et avaient le droit de les rencontrer et de discuter avec eux pour se faire leur propre opinion. Une fraction majoritaire s'est constituée en opposition à la minorité. Tous les membres de la

LTF et de la jeunesse, après avoir lu les textes sur lesquels se basait la fraction majoritaire, l'ont rejointe. La minorité qui s'était déclarée, ainsi que la majorité, avaient toutes deux droit à avoir leurs réunions et leur correspondance privées (pour la FRP cela signifiait que ses deux membres pouvaient s'écrire des lettres l'un l'autre ou se mettre à deux dans une pièce puisqu'ils n'ont trouvé de partisans nulle part dans la LCI).

Les réunions de la LTF étaient des discussions organisées suivant nos normes centralistes-démocratiques : temps de parole égal pour faire un rapport sur les questions en jeu pour la fraction majoritaire comme pour la fraction minoritaire. Le but de tout ceci était de s'assurer que ce qui sortirait de cette bataille serait un maximum de clarté politique et que les eaux ne seraient en aucune manière troublées par des récriminations organisationnelles secondaires. En même temps, la minorité avait des comptes à rendre sur le plan politique. A plusieurs reprises la majorité a été obligée de codifier par des motions le fait que la minorité affichait impudemment son refus de respecter nos statuts en ce qui concerne le contact avec des organisations politiques opposantes hostiles. Nous en avons pris note plusieurs fois tout en poursuivant la clarification des questions politiques en débat.

En plus de respecter scrupuleusement les droits démocratiques de la minorité, la fraction majoritaire a réagi avec beaucoup de zèle fractionnel et d'humour. Cela a rendu folle la minorité qui ne voyait rien de drôle dans son tournant politique à 180 degrés inexplicable. Elle ne trouvait pas drôle non plus notre suggestion qu'un membre de la FRP polémique contre lui-même : nous avons plusieurs cassettes avec des rapports que ce renégat avait faits à des réunions de la LTF contre l'IG ! Mais surtout, la FRP répugnait à se battre. Ainsi, la secrétaire du SI a écrit une lettre à la FRP lui proposant de faire la tournée des sections de notre internationale pour essayer de gagner des partisans, et la FRP a décliné l'offre.

De même, quand la FRP a déclaré qu'elle était totalement en accord avec le tristement célèbre discours de Norden à l'Université de Humboldt à Berlin, dans lequel Norden a bazaré le trotskysme, rampé devant les bureaucrates staliniens et fait disparaître le rôle de la LCI en tant que direction révolutionnaire pour la révolution politique prolétarienne potentielle contre la contre-révolution dirigée par les staliniens en RDA en 1989-90, les camarades de la fraction majoritaire ont lancé le défi à la FRP d'essayer de gagner la majorité sur cette question centrale. Les camarades ont proposé d'élever une tribune et d'inviter quelques personnes âgées du coin pour tenir la place de la « jeunesse » du SED, pendant que nos propres camarades écouterait la FRP lire tout haut le « discours de Humboldt » et ensuite auraient un débat dé-

Suite page 6

Commandez la collection :

La vérité sur l'Internationalist Group

Une collection d'articles du *Bolchévik* et d'articles traduits de *Workers Vanguard* qui documente la défection du trotskysme de l'IG et la trahison de classe au Brésil de la LQB.

20 FF

« Mémoire sur les perspectives et les tâches » de la LCI, janvier 1996

« Rupture des relations fraternelles avec Luta Metalúrgica »

le *Bolchévik* n° 140, automne 1996

« Pablisme de la deuxième mobilisation - Une défection inavouée du trotskysme »

Traduit de *Workers Vanguard* n° 649, 5 juillet 1996

« Un nouveau journal pour Norden & Cie - Stupidité et village Potemkine »

le *Bolchévik* n° 142, printemps 1997

« Des mensonges, de foutus mensonges et des poursuites en justice contre le syndicat - La fraude de l'IG au Brésil dévoilée »

Traduit de *Workers Vanguard* n° 669, 30 mai 1997

« Des documents judiciaires prouvent qu'ils ont poursuivi le syndicat en justice - L'IG couvre des trahisons au Brésil : mains sales, mensonges cyniques »

Traduit de *Workers Vanguard* n° 671, 11 juillet 1997

« Mexique : pour la révolution ouvrière ! - La "gauche" sème des illusions dans le PRD nationaliste-bourgeois »

Traduit de *Espartaco* n° 10, automne-hiver 1997

« L'IG joue les avocats de la trahison de classe au Brésil - Pris dans un tissu de mensonges »

Traduit de *Workers Vanguard* n° 672, 8 août 1997

Commande au *Bolchévik*, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

**Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47

FRP/IG...

Suite de la page 5

mocratique dessus. La FRP a refusé disant qu'ils ne pourraient pas nous convaincre ! On se demande pourquoi ils ont formé une fraction s'ils ne pensaient pas qu'ils pouvaient convaincre quiconque dans le parti de la justesse de leurs positions ?

Mais ce qui a rendu la FRP folle-furieuse, ce sont les petits changements dans la décoration que nous avons faits au local à Paris. Les camarades de la majorité, en honneur à Trotsky, ont accroché au mur un portrait de Trotsky chef de l'Armée rouge. Nous avons aussi fait honneur à la mémoire du général cubain Ochoa, qui a vaincu les troupes racistes de l'apartheid en Angola et qui s'est pourtant fait exécuter par le stalinien Castro à Cuba - Norden avait essayé de défendre cette exécution. Mais la majorité avait aussi consacré un des murs du local à l'illustration des méprisables « héros » de la fraction minoritaire. Sur ce mur, il y avait entre autres un portrait de Staline, le fossoyeur de la révolution d'Octobre, que Norden, le grand chef des IG, avait gratuitement qualifié de « commandant en chef de l'Armée rouge » (oui, l'Armée rouge a écrasé le fascisme hitlérien, mais c'est malgré Staline) ; un portrait d'Erich Honecker dont le SED avait dirigé la contre-révolution en RDA. Et des astres moins illustres orbitant dans le firmament stalinien, comme Norden et Negrete eux-mêmes. La minorité, apoplectique, s'exclama : « Et la prochaine fois ce sera quoi, des bonnets d'ânes ? » Et hop, un jeune camarade s'empressa de fabriquer un bonnet d'âne et d'en coiffer Staline, le « commandant en chef » de la FRP.

L'IG et la FRP n'apprécient pas l'humour - il est vrai que cela demande un sens de la contradiction, un sens dont ils sont complètement dépourvus - mais le vrai manque de sérieux venait de cet ersatz de fraction dans la LTF qui ne se battait pas pour changer le programme de la direction du parti et cela fut mis en relief par le fait que ces marionnettes, tout comme leur marionnettiste Norden, ne se sont même pas donné le mal de faire appel de leur exclusion. Ils savaient parfaitement qu'ils en avaient le droit non seulement dans la section française mais

à la conférence internationale de la LCI qui était imminente. Cela montre ce qu'était leur fraction : non pas une lutte pour changer le programme du parti ou sa direction, mais une opposition camouflant sa défection honteuse du trotskysme (ou, pour emprunter une expression chère à l'IG, la FRP n'était qu'un gant isolant pour deux renégats pressés de « retirer leurs mains de l'eau bouillante ».) La FRP était contente d'être débarrassée du programme et de l'organisation qui l'empêchaient de se vautrer dans les milieux front-populistes auxquels elle aspire tant.

Comme l'écrivait James P. Cannon, fondateur du trotskysme américain (voir *Spartacist* édition française n° 30, page 17) : « Trotsky écrivait qu'un révolutionnaire est testé dans toutes sortes de circonstances, et toutes sortes d'actions, depuis les grèves et les affrontements dans la rue jusqu'à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, mais que le plus important de tous les tests est son attitude par rapport aux conflits à l'intérieur du parti. »

La crise de la direction révolutionnaire

Comme l'écrivait Trotsky : « Les époques réactionnaires comme la nôtre, non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais aussi abaissent le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes dépassées depuis longtemps. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par le reflux général : il faut aller contre le courant. Si le rapport défavorable des forces ne permet pas de conserver les positions politiques précédemment occupées, il faut se maintenir au moins sur les positions idéologiques, car c'est en elles qu'est concentrée l'expérience chèrement acquise du passé. Une telle politique apparaît aux yeux des sots pour du "sectarisme". En réalité elle ne fait que préparer un nouveau bond gigantesque en avant, avec la vague de la prochaine montée historique » (*Bolchévisme ou stalinisme*).

En assimilant à tort et systématiquement la volonté de lutte des ouvriers à la conscience révolutionnaire nécessaire qui doit être apportée aux ouvriers de l'extérieur pour qu'ils triomphent de la domination capitaliste, l'IG et la FRP s'adaptent

à l'abaissement du niveau de conscience engendré par la destruction de l'Union soviétique et par le triomphalisme bourgeois qui s'en est suivi. A l'opposé, la LCI lutte pour gagner les ouvriers combattifs à la compréhension du contexte plus large de ces luttes, à savoir que le monde post-soviétique est très semblable au monde d'avant 1914, avec des conflits interimpérialistes qui font poindre la menace d'une nouvelle guerre mondiale, ce qui crée encore une fois des tâches révolutionnaires urgentes pour le prolétariat internationalement.

Trotsky n'a jamais prétendu que les masses ouvrières (par opposition à leur direction) désiraient partout et en même temps, « spontanément », une « révolution rouge », et que le problème se « réduisait », pour cette raison, à la direction. Le mouvement trotskyste ne s'est jamais servi du concept de la crise de la direction prolétarienne pour se débarrasser de sa responsabilité de combattre la conscience arriérée des ouvriers, que ce soit sous la forme du réformisme parlementaire ou du chauvinisme national et du racisme. C'est précisément là que le caractère opportuniste de Norden et de ses supporters de la FRP, ainsi que leur abandon du léninisme, sont les plus criants.

La Révolution bolchévique et la formation de l'Internationale communiste avaient qualitativement élevé le niveau de conscience politique de la classe ouvrière et de l'intelligentsia de gauche partout à travers le monde. Mais dans aucun pays aujourd'hui on ne peut dire, comme Trotsky le disait à propos des ouvriers d'Espagne des années 30, que le niveau politique du prolétariat est supérieur à celui du prolétariat russe à l'aube de la Révolution de février. En effet, il n'y a plus de courant significatif d'ouvriers avancés et d'intellectuels de gauche qui se considèrent communistes au sens léniniste du terme. Cette situation n'exclut pas du tout des luttes de masse combattives de la part des ouvriers ou d'autres couches opprimées ou même des soulèvements révolutionnaires dans les pays où l'ordre politique bourgeois est actuellement fragile et le régime en place haï par la population (par exemple le Mexique et l'Indonésie). Mais, dans les centres impérialistes ou dans les pays instables du tiers-monde, nous devons combattre la

régression historique de la conscience politique du prolétariat et de la gauche. Nier cela, comme le fait la FRP/IG, c'est y capituler, et liquider le rôle du parti.

Comme nous l'avons déclaré dans la « Déclaration internationale de principes et quelques éléments de programme » adoptée par la LCI à sa troisième conférence internationale : « L'affirmation de Trotsky dans le Programme de Transition de 1938, suivant laquelle "la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat", est antérieure à la profonde régression actuelle de la conscience prolétarienne. La réalité de cette période post-soviétique ajoute une nouvelle dimension à l'observation de Trotsky. La seule manière de surmonter cette régression et de faire en sorte que la classe ouvrière puisse devenir une classe pour soi, c'est-à-dire qu'elle lutte pour la révolution socialiste, c'est de forger un parti léniniste-trotskyste international qui soit la direction de la classe ouvrière. »

Le front populaire : pas une tactique, mais le plus grand crime

Durant la vague de grèves de décembre 1995, quand le gouvernement de droite de Juppé était au pouvoir, les camarades de la FRP avaient joué un rôle important dans la lutte contre un obstacle centriste dans le comité central de la LTF, qui voulait alors s'abstenir ou être à la traîne de nos opposants pseudo-trotskystes dans la vague de grèves. Sous la direction du SI, une bataille avait été menée dans la LTF en 1995 pour que nous intervenions en tant que groupe de propagande de combat, en nous concentrant sur la question de la direction révolutionnaire. Mais en 1997, avec le front populaire de Jospin au pouvoir, le programme maximum de D. c'était l'économisme combatif, que son partenaire de bloc Z. a essayé de camoufler à retardement en y ajoutant des points plus programmatiques. Ceci, ainsi que leur insistance, lorsque Jospin a pris le pouvoir, que c'était maintenant le moment de concentrer les Nord-Africains en France - alors que le front populaire raciste est en train de déporter des milliers d'étrangers - indique leur profonde désorientation sur le front populaire. Au fond, ils ont la position qu'il faut faire pression sur

La FRP a trouvé sa terre d'asile: la France. Internationalisme contre étroitesse nationale

[Extraits d'un document de la fraction majoritaire]

Notre chant n'est pas *la Marseillaise* mais *l'Internationale*. De la France dont ils vantent les mérites, ils ont oublié l'empire colonial. Le « pays classique de la révolution », comme ils [la FRP] l'appellent, a massacré les Algériens à Sétif le 8 mai 1945, pendant qu'il fêtait la soi-disant Libération ; il a mis à feu et à sang l'Afrique, continue de piller ce continent par le biais du FMI ; terrorise les immigrés et leurs enfants, a fermé ses frontières à l'Algérie (entre autres) avec le plan Vigipirate ; réprime ses colonies actuelles, les DOM-TOM (la dernière répression connue s'étant abattue contre les lycéens qui se battaient pour de meilleures conditions d'études). Dans le pays des « droits de l'homme », mythe de la bourgeoisie, les réfugiés politiques n'ont pas le droit de faire de la politique sous peine de perdre leur carte de résidence ; les parents immigrés dont les enfants se font assassiner n'ont pas le droit de manifester sous peine de perdre leur carte de résidence sous le coup de trouble à l'ordre public. C'est cela la démocratie bourgeoise.

Ils croient que le front populaire est une chance pour les immigrés, que les Algériens vont pouvoir venir en grand nombre. L'appel fait par Jospin, pour la régularisation des « sans-papiers », lui a permis de fichier les « sans-papiers » pour mieux les expulser. Jospin a même fait le tour des pays africains pour s'assurer du bon déroulement des déportations. Ou comme le dit un camarade, Chevènement a trouvé un moyen plus économique de régler la question : en assassinant les jeunes dans les commissariats. Sur la question coloniale, le PCF était toujours du côté de sa propre bourgeoisie (Algérie, Indochine...). C'était un dirigeant du PCF qui était ministre de l'aviation lorsque l'armée coloniale française bombardait Sétif le 8 mai 1945. C'est le PCF qui a fermé ses portes lors de la répression sanglante, par les flics français, le 17 octobre 1961, laissant ainsi les Algériens se faire massacrer par centaines. C'est le PCF qui a envoyé des bulldozers contre un foyer immigré à Vitry en 1981. C'est le PCF, la direction du prolétariat dans ce pays, qui amène l'idéologie bourgeoise, c'est-à-dire le social-patriotisme, à l'intérieur du mouvement ouvrier et que nous devons combattre.

Ils parlent du plus gros PCF, du prolétariat français le plus prosoviétique, mais ne disent rien sur le brisage des grèves par le PCF en 1968. La défense de l'URSS version PCF c'est la théorie du socialisme dans un seul pays et la défense nationale. Cette ligne chauvine a accéléré la destruction de l'URSS. Nous avons toujours combattu

le stalinisme. Nous appelions à une révolution politique en URSS et non pas à l'apologie du stalinisme. Ceci est très bien expliqué dans le *Spartacist* sur comment le stalinisme a noyé dans le sang la Révolution bolchévique et les écrits de Trotsky quand il se battait dans l'Opposition de gauche. Leurs prosternements devant le PCF, le prolétariat le plus prosoviétique les a menés directement dans les bras de Norden. La ligne de défense militaire de l'URSS contre les impérialistes a fait place à leur capitulation devant Staline commandant en chef de l'Armée rouge.

Lors de la réunion du 9 novembre 1997 ils se sont abstenus sur la motion concernant la question basque. Ce n'est pas un hasard. Leur adaptation au chauvinisme du PCF les amène à penser que la France a réglé la question de l'oppression nationale pour les Basques. Nous en revenons toujours à leur croyance en la France terre des droits de l'homme. Cette même France qui terrorise les Basques français sous le coup de la loi contre le terrorisme quand ils hébergent leurs compatriotes espagnols et travaillent main dans la main avec la bourgeoisie espagnole pour renvoyer dans les geôles les militants basques. Cette même France qui apprenait aux Algériens et qui apprend encore aujourd'hui aux habitants des DOM-TOM : nos ancêtres les Gaulois. [...]

A l'heure où le front populaire de Jospin continue sa sale guerre raciste contre les immigrés et leurs enfants, où Vigipirate continue son sale boulot, ils pensent que la France est une terre d'asile ! Tellement préoccupés qu'ils sont de faire l'apologie du grand PC français, du plus gros prolétariat français prosoviétique, de la France terre de la révolution, des trotskystes français héroïques... Quelle vision d'internationalisme ? Ils ne parlent là que de l'exceptionnalisme français, c'est la marque de leur adaptation aux valeurs de la bourgeoisie française distillées dans le mouvement ouvrier de France par le PCF et reprises par leurs suivistes d'« extrême gauche ».

La LTF, section française de la LCI, se bat et continuera à se battre, avec toutes les autres sections de la LCI, pour les démoraliser et les humilier. Car leur texte mensonger ne mérite rien d'autre que l'humiliation. Comme le disait Trotsky dans la *Révolution permanente* au sujet de Radek et consorts : « De pareils prêchers sont des traîtres. Ouvriers d'Orient, apprenez à ne pas les croire, apprenez à les mépriser, apprenez à les chasser de vos rangs ! » [...].

le front populaire plutôt que de mobiliser le prolétariat pour le renverser de façon révolutionnaire.

Ainsi, même avant la déclaration formelle de fraction par la minorité, le 19 décembre, les contours politiques étaient clairs : une lutte pour un parti léniniste-trotskyiste contre le suivisme centriste. Ainsi, une motion adoptée le 9 novembre 1997 par la LTF disait : « Les documents de D. et Z. définissent notre programme révolutionnaire comme des appels à étendre la grève, des comités de grève élus, c'est-à-dire d'abord des tactiques syndicales. Ceci est en contradiction avec Que faire ? de Lénine qui fait le point que d'approcher la classe ouvrière purement sur la base de la combativité syndicale (c'est-à-dire "donner à la lutte économique elle-même un caractère politique") a pour effet, quelle que soit l'intention, de renforcer l'autorité de la direction réformiste existante. Le rôle des marxistes est d'apporter la conscience révolutionnaire à la classe ouvrière en complète opposition à la direction réformiste existante de la classe ouvrière et à ses suivistes centristes. Notre travail est de motiver politiquement la nécessité d'une rupture consciente avec la direction réformiste. La conception que cette rupture surgira automatiquement à

travers une lutte syndicale plus combative est du "spontanéisme", ce qui est une adaptation à la conscience existante de la classe ouvrière, qui est une conscience bourgeoise - dont la bureaucratie réformiste est la courroie de transmission.

« Le tract ébauché par D. et Z. serait simplement une version plus combative du tract de VdT qui "critiquait" la direction existante de la grève et même pose la question d'une grève générale. D. et Z. cherchent un raccourci pour atteindre les ouvriers et jeter le programme révolutionnaire aux orties comme si c'était un supplément de bagages. C'est pourquoi le tract proposé par D. ne fait mention d'aucune polémique contre nos opposants, et en particulier nos opposants centristes qui sont extrêmement vulnérables et dangereux maintenant que nous sommes dans le creuset de la lutte des classes avec le front populaire au pouvoir.

« Vouloir intervenir dans la grève des routiers avec une ligne économiste de combat aurait été une adaptation à nos opposants centristes qui ont voté pour ce gouvernement de front populaire.

« Les politiques jumelles de centrisme "de gauche" et "de droite" sont dans la continuité de la politique qui a paralysé la section au début de la vague de grèves de

décembre 95. La direction a d'abord ignoré les grèves, puis est intervenue avec la ligne "Pour un mai 68 qui aille jusqu'au bout", une version d'économisme de combat, et la LTF a été incapable d'écrire la moindre propagande sur la nécessité d'une direction révolutionnaire. Il y a ensuite eu obstruction dans la diffusion de la propagande produite par le SI qui était intitulée : "Abas Vigipirate! Unité des 'immigrés', des femmes, des jeunes derrière la puissance sociale de la classe ouvrière! Pour une nouvelle direction révolutionnaire! Pour un gouvernement ouvrier qui balaie ce système capitaliste pourri!" »

On juge un parti révolutionnaire à son attitude vis-à-vis de ses opposants centristes et réformistes. La nécessité de combattre les opposants découle de la prémisses marxiste que la fausse conscience du prolétariat peut et doit être transformée en une conscience de classe plus élevée de ses tâches révolutionnaires. Cela signifie combattre les illusions réformistes qui lient la classe ouvrière à sa propre bourgeoisie. Les centristes sont plus dangereux parce qu'ils enrobent leur accommodation aux réformistes et, par là, à l'ordre capitaliste existant, de phraséologie pseudo-révolutionnaire. C'est pourquoi, éviter le combat politique avec nos

opposants centristes est dans la logique de l'abandon d'une perspective révolutionnaire. Cela signifie devenir l'appendice gauche du réformisme électoraliste parlementaire.

Comme nous en avons discuté lors de la troisième conférence internationale de la LCI, les pressions sur nos diverses sections internationales sont différentes : en Australie c'est la pression du parti travailliste dans l'opposition ; tous les problèmes de notre section britannique se réduisent essentiellement à une difficulté à traiter avec le parti travailliste ; au Mexique c'est la pression du nationalisme bourgeois ; en Allemagne les camarades sentent la pression du SPD, du PDS et des autonomes ; aux USA les pressions sont l'arriération du prolétariat et l'arrogance de la puissance militaire la plus brutale du monde. Quant au trotskysme français, il est depuis le début de son histoire sous la pression de l'accommodation et de la capitulation au front-populisme. Toutes ces pressions sont déformantes de différentes manières dans nos différentes sections. Notre tâche consiste à faire prendre conscience par nos cadres des pressions politiques, de façon à pouvoir les combattre et que le parti puisse inter-

Suite page 12

Nous sommes encore et toujours le parti de la Révolution russe

[Extraits d'un document de la fraction majoritaire]

Pour la fraction minoritaire, le SI, notre direction internationale, a avalé la campagne de la bourgeoisie sur la mort du communisme. Il en découlerait que la direction de la LCI « est entrée dans un cours centriste qui risque de creuser la tombe du programme révolutionnaire que la Tendence spartaciste a défendu pendant trois décennies ». C'est à coups de « régression historique du mouvement ouvrier et de la gauche au niveau universel », de « période réactionnaire universelle » que le SI justifierait sa ligne défaitiste, « sa tendance à se détourner des luttes de classe », à entraver « par son caractère imprévisible la pensée marxiste des directions nationales » et ses batailles aux effets profondément destructeurs.

Nulle part la LCI n'a développé une telle ligne politique et cette falsification malhonnête de la minorité est un aveu d'incapacité à polémiquer contre notre vraie ligne politique. [...]

La FRP explique que nous exagérons l'importance de la défaite en URSS, et compare la situation actuelle avec la période qui a suivi la défaite que représentait la prise du pouvoir par les nazis. Effectivement, après cette terrible défaite, il y a eu les crises révolutionnaires en France ou en Espagne où une période de double pouvoir s'est développée entre les ouvriers révolutionnaires et les forces procapitalistes. [...]

La différence avec aujourd'hui est qu'à cette époque ces centaines de milliers d'ouvriers conservaient leur enthousiasme pour la révolution d'Octobre, même si, pour la plupart, ils identifiaient la Révolution russe avec le stalinisme.

Pour comprendre l'impact, sur la conscience, de la contre-révolution en URSS, il faut être conscient qu'un des points clés dans la destruction de l'URSS c'est que les ouvriers ou les militants les plus conscients (ceux qui y voyaient de façon souvent confuse et partielle leur Etat de classe) ont ressenti cela comme une trahison de l'intérieur, et ce qui est ressenti comme une trahison a un impact beaucoup plus démoralisateur qu'une défaite dans une confrontation de face avec l'ennemi de classe. [...]

La fraction minoritaire est bien obligée de lâcher vers la fin de son document que « la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique était une défaite historique qui a beaucoup affecté la conscience des ouvriers, des jeunes et des militants de gauche à travers le monde », mais tout de suite elle cherche à tempérer cette observation en écrivant que « ce qui s'est effondré ce n'est pas la volonté de lutter des ouvriers, ceux qui sont profondément démoralisés c'est toute la variété de militants, de staliniens et pseudo-trotskyistes qui croient à la propagande de la bourgeoisie "que le communisme est mort" ». Pour eux il y a une équation entre la volonté de lutter des travailleurs et le niveau de conscience des luttes et c'est comme cela qu'ils minimisent l'impact. Cette volonté de minimiser l'impact de la contre-révolution qu'on retrouve chez tous nos opposants pseudo-trotskyistes comme Pouvoir ouvrier, VdT etc. vise à nier leur propre responsabilité (d'avoir été partie prenante des campagnes stalinophobes de la bourgeoisie) et va de pair avec l'économisme combatif sur lequel ils essaient de se regrouper pour être la gauche du front populaire et [ils] cherchent donc à utiliser la classe ouvrière comme une masse de manœuvre pour appuyer leurs appétits. Tout comme eux, la fraction minoritaire ne voit pas cette question de comprendre où en est la conscience des ouvriers comme une question centrale car cette question pour la fraction minoritaire est maintenant superflue.

Pour notre part, nous accordons une grande attention aux modifications de conscience de notre classe car nous voulons comprendre les questions qu'elle se pose afin de mieux pouvoir écrire de la propagande pour y répondre et l'amener ainsi à la compréhension de ses tâches historiques. Par exemple, nous comprenons que la bourgeoisie est parfaitement consciente que le communisme n'est pas mort et qu'elle cherche à renforcer, notamment avec sa campagne autour du « Livre noir du communisme », la désorientation dans le prolétariat en lui faisant croire que ce qu'il voyait comme son idéal d'émancipation a sécrété le « fascisme rouge » dont les quelque soi-disant 80 millions de morts n'ont pas d'égal dans le siècle. C'est une question à laquelle nous voulons nous adresser pour défaire ce qui vise à faire accepter aux ouvriers le système dans lequel ils sont exploités comme étant le meilleur des systèmes. [...]

Mais si nous exagérons l'impact de la destruction de l'URSS sur la conscience de la classe ouvrière, les camarades de la FRP devraient, assez rapidement, arriver à la conclusion que nous avons aussi exagéré l'importance de la défense de notre Etat ouvrier contre les impérialistes et la restauration interne. Ils devraient fortement être contre le point de la déclaration de principes comme quoi « la question russe » a été la

question politique déterminante du 20^e siècle et la pierre de touche pour les révolutionnaires ».

Comme le disait James P. Cannon, « qui touche à la question russe touche une révolution ». Pour nous la question russe n'était pas seulement la question de la défense de l'URSS contre les impérialistes et la contre-révolution interne sur la base de notre programme de révolution politique, c'est la nécessité, dans la continuité du Parti bolchévique, de construire un parti mondial de la révolution, une IV^e Internationale reforgée, dont les sections cherchent à élever le niveau de conscience du prolétariat à ses tâches historiques. Pour nous la question russe c'est la question du parti. Un parti qui se bat pour l'indépendance du prolétariat, pour le mobiliser sur ses intérêts historiques pour la prise du pouvoir. Tout comme la question russe était une question centrale pour nous démarquer et nous différencier de nos opposants politiques, l'URSS détruite, cette différenciation s'opère plus particulièrement aujourd'hui autour de ce qui est le cœur même du capitalisme : c'est-à-dire l'Etat. Pour cela, comme nous l'avons toujours fait, il est essentiel pour nous de démasquer tous ceux qui cherchent à affaiblir le mouvement ouvrier en prônant comme Militant que « les flics sont des ouvriers en uniforme », ceux comme LM et leurs avocats de l'Internationalist, qui ont recours aux tribunaux bourgeois contre leurs opposants politiques et tous ceux comme le SU (Secrétariat unifié), LO etc. qui reçoivent ou dont les sections reçoivent des subsides de l'Etat. [...]

Aujourd'hui celui qui veut faire avancer la révolution mondiale doit s'adresser à la question de la défense révolutionnaire des Etats ouvriers déformés (Chine, Cuba, Vietnam et Corée du Nord). La Chine (qui a plus d'un milliard d'habitants!) est aujourd'hui tout particulièrement sous le feu de la réaction et c'est très certainement pour cela qu'en 35 pages il est particulièrement remarquable que la fraction minoritaire qui est prête à s'enthousiasmer pour « l'Amérique Latine qui bouillonne » délaisse totalement la question de la défense de notre Etat ouvrier déformé chinois et son prolétariat. Il y a une seule phrase sur le « prolétariat inquiet en Chine » ! (La fraction minoritaire - dans les couloirs - argumente que la LCI est défaitiste partout, mais qu'en Chine elle fait du bon travail ! Nous avons bien envie d'entendre Z. et D. nous expliquer cette contradiction. [...])

Le prolétariat chinois a impulsé en 89 un début de révolution politique mais il n'a pas été écrasé. Il est aujourd'hui debout face à l'intensification des pressions des impérialistes qui ont gagné sur le front russe et dirigent toutes leurs forces vers la Chine et il fait face aux bureaucrates qui cherchent à restaurer le capitalisme. Depuis 91, le nombre de grèves et de manifestations ouvrières dans l'industrie d'Etat comme dans l'industrie privée ne fait qu'augmenter chaque année. Ce qui manque cruellement au prolétariat chinois c'est un parti léniniste d'avant-garde qui réintroduise la conscience de classe internationaliste qui animait les fondateurs du communisme chinois au début des années 20.

C'est pour cela que dans le Mémo. du CEI de janvier 96 - et contrairement à ce que raconte la fraction minoritaire selon laquelle il n'offrait aucune perspective - nous insistions que nous « pouvons nous attendre à des batailles de classes monumentales, conduisant soit à la révolution politique prolétarienne, soit à la contre-révolution capitaliste dans le pays le plus peuplé de la terre. La traduction (en chinois) de documents clés comme notre "déclaration de principes" est une préparation essentielle pour fournir à la LCI l'arme nécessaire pour intervenir dans les batailles de classe à venir ». Ceci a été non seulement fait, mais un Spartacist pour lutter contre la fausse conscience induite dans le prolétariat chinois par la bureaucratie a été produit et aujourd'hui toutes nos sections internationales cherchent à organiser une intervention autour, pour recruter et doter le prolétariat chinois d'une direction révolutionnaire.

La fraction minoritaire comme toutes les autres organisations (PO, etc.) a déserté le terrain de la lutte en Chine et cela va de pair avec sa volonté de minimiser l'impact de la contre-révolution en URSS. Comme le disait Cannon, le défaitisme en URSS va de pair avec le défaitisme chez soi. C'est exactement la même chose pour la Chine.

Aujourd'hui c'est centralement au travers de la défense révolutionnaire de l'Etat ouvrier déformé chinois que se pose la question russe. Nous, trotskystes, loin d'être défaitistes à la Workers Power - comme voudrait le faire croire la fraction minoritaire - et loin de ne pas voir que la période ouverte par la destruction de l'URSS est inégale et nous offre des opportunités pour intervenir, nous sommes à notre poste. ■



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Nous reproduisons ci-dessous la deuxième partie de l'article paru dans le Bolchévik n° 144 (automne 1997), transcription, revue pour publication, d'un exposé présenté par George Foster, membre du comité central de la Spartacist League/US, à l'occasion d'un cours de formation de la SL à New York au début de l'année 1997. Cet article est traduit des pages de la jeunesse de la SL, dans Workers Vanguard n° 672, 8 août 1997.

Tirer les leçons des défaites de 1848

Au début de l'année 1850, la direction centrale de la Ligue communiste - Marx, Engels, Schapper, Willich et Wolff - se rassemblèrent à Londres en exil. Malgré le triomphe de la contre-révolution, ils continuaient de croire que la vague révolutionnaire n'avait pas reflué et espéraient un nouveau sursaut de lutte révolutionnaire. Pour le préparer, des tentatives furent faites pour réorganiser et revitaliser la Ligue communiste, particulièrement en Allemagne.

Un bilan des activités de la Ligue communiste pendant la révolution allemande de 1848 fut tracé en mars 1850 à Londres, dans deux circulaires de Marx et Engels, titrées « Adresse du comité central à la Ligue communiste ». Ce sont des documents extrêmement importants et intéressants dans l'histoire du communisme. D'après Ryazanov, Lénine aimait beaucoup ces documents, les connaissait par cœur et avait l'habitude de les citer avec délectation.

Le premier, daté du 5 mars 1850, soulevait l'idée de révolution permanente. Le terme « révolution en permanence » était né dans les cercles blanquistes français des années 1840 - signifiant la radicalisation successive de la révolution depuis le renversement du régime monarchique jusqu'à l'établissement du communisme - même si le concept sous-jacent remontait à Buonarroti. C'est cependant la circulaire de 1850 qui inspira Trotsky pour étendre et développer la théorie de la révolution permanente. La circulaire critiquait clairement les erreurs de Marx et Engels en 1848 et notait : « Une grande partie des membres qui ont participé directement au mouvement révolutionnaire ont cru que le temps des sociétés secrètes était passé et que les activités publiques suffisaient. Les cercles individuels et les communautés ont laissé leurs relations avec le comité central se relâcher et devenir graduellement endormies. En conséquence de quoi, alors que le parti démocratique, le parti de la petite-bourgeoisie, s'est organisé de plus en plus en Allemagne, le parti ouvrier a perdu son seul ancrage solide, est resté tout au plus organisé dans des localités séparées pour des buts locaux et est donc tombé complètement, dans le mouvement général, sous la domination et la direction des démocrates petits-bourgeois. Cet état de choses doit être arrêté, l'indépendance des ouvriers doit être restaurée. »

Le document soulignait que le « rôle traître joué par la bourgeoisie libérale allemande en 1848 contre le peuple, allait être repris, durant la prochaine révolution, par les démocrates petits-bourgeois, qui à présent occupent la même position dans l'opposition que la bourgeoisie libérale avant 1848. » Il en concluait que « la relation du parti ouvrier révolutionnaire envers les démocrates petits-bourgeois est la suivante : il marche avec eux contre la faction qu'il veut renverser, il s'oppose à



eux dans tout ce qu'ils entreprennent pour consolider leur position dans leurs propres intérêts. »

Se référant à l'appel de la petite-bourgeoisie pour améliorer le sort des ouvriers par des mesures d'assistance et l'extension de l'emploi d'Etat, Marx et Engels écrivaient : « Alors que les petits-bourgeois démocrates souhaitent amener la révolution à une conclusion aussi rapide-

ment que possible, et avec au plus la réalisation des revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et c'est notre tâche de faire que la révolution soit permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées de leur position de domination, jusqu'à ce que le prolétariat ait conquis le pouvoir d'Etat, et que l'association des prolétaires, non seulement dans ce pays mais dans



1848, l'année de parution du « Manifeste », le document de fondation du mouvement communiste. Ici, barricades à Vienne.

tous les pays dominants du monde, ait progressé si loin que la concurrence entre les prolétaires de ces pays ait cessé et qu'au moins les forces productives décisives soient concentrées dans les mains des prolétaires. »

Marx et Engels dénonçaient les appels incessants à l'unité faits par les démocrates petits-bourgeois qui « s'efforcent d'embrigader les ouvriers dans une organisation de parti dans laquelle la phraséologie social-démocrate générale prédomine, derrière laquelle leurs intérêts spécifiques sont dissimulés et dans laquelle les revendications particulières du prolétariat ne peuvent pas être avancées au nom de la paix bien-aimée. » Plus de 80 ans après, dans les années 1930, les staliniens ont employé les mêmes artifices sous le thème de « front populaire » pour saboter les révolutions ouvrières en France et en Espagne. Ce que Marx et Engels avaient dit sur l'unité avec les démocrates petits-bourgeois de leur temps s'appliquait avec la même force aux trahisons ultérieures du front populaire des staliniens : « Une telle union tournerait à leur seul avantage et au désavantage du prolétariat. Le prolétariat perdrait sa position fondamentalement indépendante laborieusement réalisée et retomberait une fois de plus à l'état d'appendice de la démocratie officielle bourgeoise. »

Marx et Engels appelaient, au contraire, à la création d'organisations ouvrières indépendantes - tant secrètes qu'ouvertes - à côté des démocrates officiels, en ajoutant : « Dans le cas d'une lutte contre un adversaire commun aucune union spéciale n'est nécessaire. Aussitôt qu'un tel adversaire doit être combattu directement, les intérêts des deux parties, pour le moment, coïncident et, comme avant, cette relation, calculée pour durer seulement pour ce moment, surgira d'elle-même aussi à l'avenir. »

C'est un document qui fait école. La prédilection de Lénine pour les circulaires de 1850 n'est pas surprenante, imprégnées comme elles le sont d'esprit et d'intransigeance révolutionnaires. Dans ce sens, elles me rappellent les propres écrits de Lénine sur les leçons du soulèvement de Moscou en 1905, qui sont trop peu connus. Il y argumente que le point culminant de la Révolution russe de 1905 n'était ni les soviets ni les grèves générales, mais les ouvriers de Moscou gagnés à l'insurrection contre l'autocratie tsariste. C'était cela la vraie répétition générale pour 1917.

Dans leur document du 5 mars 1850, Marx et Engels soulignaient la nécessité d'armer les ouvriers. En changeant clairement la position qu'ils avaient un an plus tôt, ils soulignaient aussi la nécessité pour les ouvriers de mettre en avant leurs propres candidats dans les élections - même quand ils n'avaient aucune chance de gagner - dans le but de préserver l'indépendance de classe du prolétariat, pour évaluer leurs propres forces et pour porter leur position et le point de vue révolutionnaire du parti à l'attention publique. « Si les ouvriers allemands ne sont pas capables d'atteindre le pouvoir et de réaliser leurs propres intérêts de classe sans complètement passer par un développement révolutionnaire », écrivaient Marx et Engels, « ils savent au moins avec certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire qui approche coïncidera avec la victoire directe de leur propre classe en France et sera très accéléré par celle-ci. » Le document conclut : « Leur cri

de bataille doit être : la Révolution en Permanence.»

Il est révélateur qu'il y ait deux tendances politiques qui n'aiment vraiment pas ces deux documents. Les menchéviks, qui n'ont jamais dépassé les premières tactiques de Marx en 1848 – de fonctionner comme l'aile d'extrême gauche de la révolution démocratique bourgeoise – ce qui s'accordait très bien avec leur schéma ultérieur de révolution par étapes. L'autre tendance est les staliniens, les menchéviks de seconde mobilisation, qui considèrent l'exposé de Marx sur la révolution permanente comme un anathème à leur doctrine anti-internationaliste du « socialisme dans un seul pays ».

Ainsi, dans un commentaire de la première circulaire de 1850, le fameux archiviste menchévique Boris Nikolaevsky écrit dans *Karl Marx: l'homme et le militant* : « Il est difficile de dire si le document dans tous ses détails représente vraiment les idées de Marx. » Fondamentalement, Nikolaevsky voit le document comme une aberration découlant d'une estimation irréaliste des possibilités révolutionnaires en Allemagne en 1850, en notant que les projections optimistes de Marx quant à la résurgence de la révolution l'ont conduit vers un bloc politique avec les communistes de « gauche » tels que August Willich. Pour étayer son argument, Nikolaevsky remarque qu'à la même époque Marx fondait la Société universelle des communistes révolutionnaires, qui incluait non seulement la Ligue communiste et les Chartistes britanniques, mais aussi les partisans de l'insurrectionnel français Auguste Blanqui. D'après Nikolaevsky, pour qui le blanquisme était presque synonyme de bolchévisme : « Le fait que Marx ait accepté ce genre de révolutionnisme qu'il avait condamné si violemment avant et après, et qui était si clairement et dans tous ses aspects étranger à la nature fondamentale de la révolution prolétarienne, le fait qu'il ait fait alliance avec les blanquistes, prouve mieux que tout à quel point son jugement avait été affecté par le brisage de ses espoirs démesurés. » En fait, ce que ce commentaire démontre de façon graphique c'est le fossé entre le révolutionnaire Marx et Nikolaevsky, le réformiste menchévique.

De 1848 à la Commune de Paris

Il est important que les camarades apprécient les circonstances historiques dans lesquelles *le Manifeste communiste* a été écrit, et que, sur la base des expériences ultérieures et du développement de la lutte des classes, ses auteurs ont étendu leur analyse. Ainsi, en se débattant avec les événements qui ont suivi la Révolution française de 1848, Marx est parvenu à une compréhension plus précise de l'Etat bourgeois que celle contenue dans *le Manifeste*. Dans *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, terminé en 1852, Marx écrit : « Ce pouvoir exécutif avec son immense organisation bureaucratique complexe et artificielle, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée de cinq cent mille soldats, effroyable corps parasite qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité qu'il aida à renverser [...]. La première révolution française dont la tâche était de briser tous les pouvoirs séparés dans les localités, les territoires, les villes et les provinces pour créer l'unité civile de la nation, ne pouvait que développer ce que la monarchie absolue avait commencé : la centralisation [...]. La république parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine au lieu de la briser. »

En se référant à ce passage, Lénine a écrit : « Avec ce remarquable argument le

marxisme a fait un énorme pas en avant comparé au Manifeste communiste. Dans ce dernier la question de l'Etat reste traitée de façon extrêmement abstraite, dans les termes et les expressions les plus généraux. Dans le passage ci-dessus, la question est traitée de façon concrète, et la conclusion est extrêmement précise, définie, pratique et palpable : toutes les révolutions précédentes ont perfectionné l'appareil d'Etat, alors qu'il doit être détruit, écrasé. » Marx avait fait le même point en 1871 : « Si vous regardez le dernier chapitre de mon Dix-huit Brumaire, vous verrez que je déclare que la prochaine tentative de la révolution française ne sera plus, comme auparavant, de transférer la machine bureaucratique militaire d'une main à une autre, mais de l'écraser, et c'est la condition préliminaire pour toute réelle révolution populaire sur le continent. Et c'est ce que tentent de faire nos héroïques camarades du parti à Paris. » Mais même alors, Marx n'avait pas une idée claire de ce qui allait remplacer l'Etat bourgeois qui devait être écrasé. Cette question a trouvé sa réponse avec l'expérience de la Commune de Paris de 1871.

En 1870, la bourgeoisie française, dirigée par le Louis Bonaparte du 18 Brumaire fut provoquée en guerre par la Prusse. Aux appels plutôt atténués à la liberté, l'égalité et la fraternité des bonapartistes français de seconde mobilisation répondaient l'artillerie, la cavalerie et l'infanterie prussiennes. Après la défaite française décisive à la bataille de Sedan, un gouvernement républicain faible négocia avec les Prussiens. Marx déconseilla aux masses parisiennes de se lancer dans un soulèvement révolutionnaire en réaction à cette défaite, prévenant que cela ne pourrait être qu'une aventure téméraire.

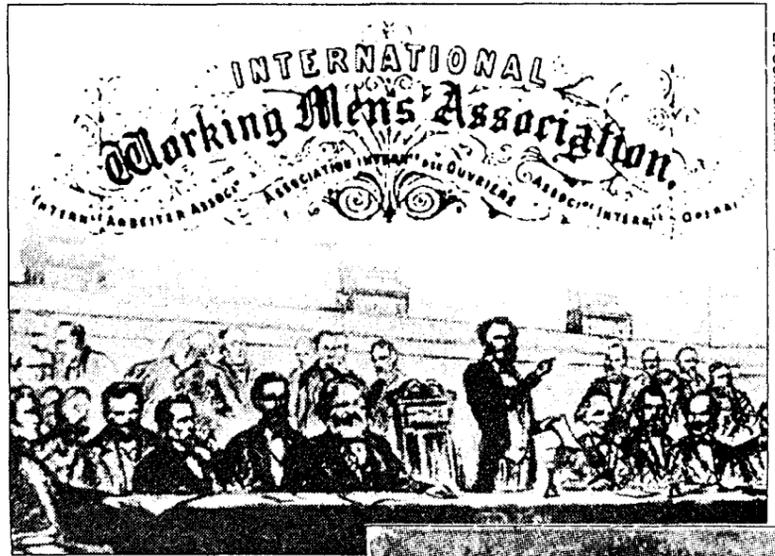
Mais le prolétariat parisien – les armées allemandes aux portes de la ville et le gouvernement ayant capitulé – se souleva en un acte héroïque, jeta dehors les très faibles vestiges de la bourgeoisie, et institua le premier gouvernement ouvrier de l'histoire. La Commune de Paris ne tint que quelques mois, mais suffisamment longtemps pour établir que les ouvriers ne pouvaient pas mettre les mains sur l'appareil d'Etat existant et le faire tourner à leur avantage, mais devaient plutôt l'écraser et le remplacer par un nouveau type de gouvernement, un gouvernement du peuple travailleur organisé collectivement.

Ainsi *le Manifeste* nous donne un résumé général de l'histoire, qui nous apprend à considérer l'Etat comme un organe de domination de classe, et nous conduit à la conclusion incontournable que le prolétariat ne peut pas renverser la bourgeoisie sans gagner d'abord le pouvoir politique. Mais beaucoup de vides devaient être comblés par les expériences concrètes de la lutte prolétarienne.

Le marxisme : un guide pour l'action

Dans son article « Quatre-vingt-dix années de Manifeste communiste » (30 octobre 1937), Trotsky fait remarquer : « Ce manifeste surprend aujourd'hui encore par sa fraîcheur ». Il énumère un bon nombre de questions clés « qui ont intégralement conservé leurs forces jusqu'à nos jours » : la conception matérialiste de l'histoire, la théorie de la lutte de classe, la compréhension du capitalisme comme étape particulière du développement économique de la société, la tendance à la paupérisation du prolétariat, les crises du capital (ce qui comprend non seulement les déchirements économiques cycliques mais aussi les crises politiques et les guerres interimpérialistes).

C'est *le Manifeste* qui a enseigné pour la première fois aux ouvriers que l'Etat capitaliste n'est rien d'autre qu'« une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise ». Il a enseigné que toute lutte de classe est une lutte politique, par opposition aux conceptions des anarchistes et des syndicalistes. Il a

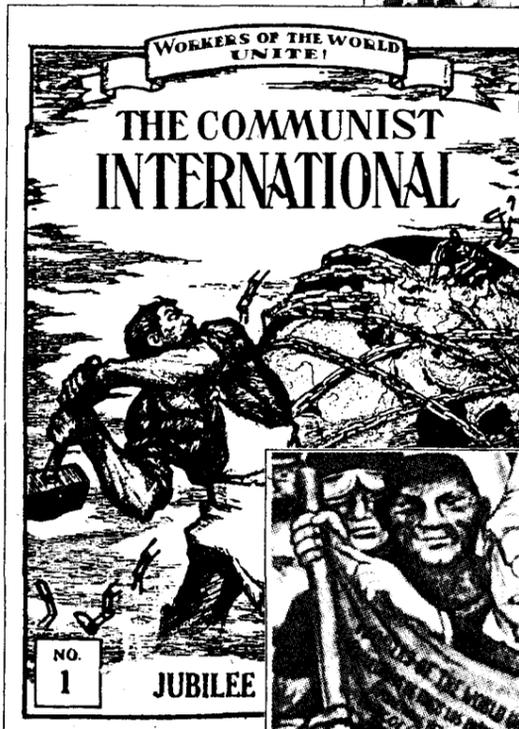


E. Schumann

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Les communistes luttent pour forger le parti mondial de la révolution socialiste. De haut en bas : fondation de la I^e Internationale, 1864 ; congrès de la II^e Internationale, 1875 ; publication de la III^e Internationale, 1919 ; Trotsky a fondé la IV^e Internationale en 1938.



Verlag Kurt Desch



Diego Rivera

affirmé, contre les arguments des réformistes, que le prolétariat ne pouvait pas conquérir le pouvoir dans le cadre légal établi par la bourgeoisie. Il a proclamé haut et fort que les ouvriers n'ont pas de patrie et que les communistes prennent position pour le renversement par la force de tout l'ordre établi, pour la transformation socialiste de la société, pour l'internationalisme et pour l'extinction de l'Etat. Quel contraste saisissant entre l'appel retentissant du *Manifeste*, « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » et la doctrine stalinienne du « Socialisme dans un seul pays ».

Pour les révolutionnaires, le marxisme est une science vivante et un guide pour l'action, pas une série de dogmes ossifiés qu'on répète par cœur. Aussi, Trotsky a-t-il également parlé de ce qui dans *le Manifeste* avait dû être modifié à la lumière de l'expérience, de même qu'il a signalé certaines omissions. Contrairement à ce qu'avait prédit Marx à l'époque, l'entrave capitaliste au développement des forces productives n'a été que relative. La Révolution de 1848 a achevé la consolidation de la domination économique de la bourgeoisie, bien que de façon inégale et combinée. Mais il y a eu un accroissement énorme des forces productives jusqu'à la période qui a précédé la Première Guerre mondiale. Dans *le Manifeste*, le développement historique du

capitalisme était donc télescopé.

L'expérience de la Commune de Paris a aussi clairement montré que sans avoir à sa tête un parti révolutionnaire, la classe ouvrière ne peut en fin de compte pas arracher le pouvoir à la bourgeoisie. (Une des critiques que Marx faisait de la Commune était qu'elle n'a pas pris immédiatement des mesures énergiques pour briser et réprimer le pouvoir bourgeois.)

Le Manifeste ne traite pas des questions interdépendantes du développement capitaliste et de la dégénérescence de couches de la classe ouvrière en une aristocratie ouvrière. Il est certain que Marx a, plus tard, pris conscience de ce phénomène dans le cas de la classe ouvrière anglaise. Mais il fallut l'expérience du mouvement ouvrier jusqu'à la révolution d'Octobre pour élaborer une conception des rapports entre le parti révolutionnaire et les syndicats et leur place respective dans la lutte pour la révolution.

Le Manifeste présuppose un capitalisme de libre concurrence. Plus tard, lorsque Marx écrivit *le Capital*, il constata la tendance du capitalisme de libre concurrence à se transformer en son opposé, à savoir le capitalisme monopoliste, qui trouve son expression actuelle dans le capital financier impérialiste.

Manifeste...

Suite de la page 9

Trotsky note plus loin que la liquidation des classes intermédiaires projetée dans le *Manifeste* ne s'est pas produite. Il fait remarquer que le capitalisme a ruiné plus de petits-bourgeois que ne pouvait en absorber le prolétariat. Et l'Etat capitaliste, lui-même une excoissance bureaucratique, a eu pour politique consciente de conserver artificiellement une couche petite-bourgeoise considérable. En plus des couches étendues de petits fonctionnaires de l'Etat et de techniciens, d'autres exemples sont à mentionner. La bourgeoisie japonaise conserve artificiellement depuis des décennies une paysannerie importante. Aux USA, le grand programme d'irrigation de l'Ouest a été entrepris par la bourgeoisie dans le but d'attirer des fermiers dans la région, pour consciemment en faire une alternative à la création d'une population urbaine prolétarienne.

Trotsky explique comment l'armée des techniciens, des administrateurs, et des employés de commerce, en un mot de tout ce qu'on appelle « la nouvelle classe moyenne » a grandi dans une situation où l'existence du capitalisme avait été prolongée. Il a mis en garde que cela créait de profondes contradictions sociales qui sont les plus aiguës lorsque cette couche, faisant face à la ruine causée par l'impasse économique du capitalisme, devient une base toute prête pour le fascisme.

Ceux d'entre vous qui ont lu le *Manifeste* savent qu'il contient un passage comprenant dix revendications, des revendications que Marx et Engels critiqueront un quart de siècle plus tard comme étant « vieillies » et ayant besoin d'être révisées. Mais comme le signale Trotsky, ces revendications constituent un « programme de transition » révolutionnaire pour leur époque, à l'opposé de la conception social-démocrate de « programme minimum » qui allait suivre. De même que pour le *Programme de transition* de Trotsky en 1938, le but était d'avancer une série de revendications basées sur les besoins objectifs du prolétariat, pour le mobiliser dans la lutte et lui enseigner une conclusion unique : que le triomphe de ces revendications et l'espoir même d'une véritable vie pour la classe ouvrière reposent dans la révolution ouvrière.

Trotsky parle aussi de la révolution permanente. Depuis 1848, la bourgeoisie a fait la preuve qu'elle était incapable de répéter l'expérience de la Révolution française de 1789. L'élimination complète de toutes les vieilles défroques féodales et l'accomplissement des tâches historiques de la révolution bourgeoise dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, c'est aujourd'hui la tâche de la classe ouvrière. C'est la conclusion à laquelle est arrivé Trotsky dans la Russie tsariste, où la bourgeoisie était faible et servile et où la population paysanne était prépondérante. Alors que les menchéviks argumentaient pour la subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie, Trotsky reconnaissait qu'il fallait mobiliser l'immense paysannerie derrière le prolétariat. Celui-ci bien qu'ayant peu d'importance numérique était socialement concentré et avait une forte cohésion. Il était la seule force capable de mener ne serait-ce qu'une révolution agraire. Marx était arrivé à une conclusion similaire en Allemagne au milieu du XIX^e siècle, une époque où le prolétariat n'était qu'une minorité de la population, argumentant que la révolution socialiste devrait être soutenue par une sorte de ré-édition de la Guerre des Paysans.

Un autre point faible du *Manifeste*, c'est la question nationale, remarquable par son absence, particulièrement dans son application aux pays coloniaux et semi-coloniaux. Au début, Marx et Engels pensaient, et il s'est avéré qu'ils avaient tort, que les pays capitalistes les plus avancés pourraient jouer un rôle progressiste dans des endroits comme le Mexique ou l'Algérie. Ils ont commencé à

changer de vision sur la question de l'Irlande, lorsqu'ils ont reconnu que la révolution ouvrière en Grande-Bretagne ne pourrait se produire tant que l'Irlande demeurerait enchaînée.

La troisième partie du *Manifeste*, intitulée « Littérature socialiste et communiste » est certainement exotique pour le lecteur contemporain puisqu'elle fait référence à des organisations qui ont quitté la scène de l'histoire depuis bien, bien longtemps. Mais il est utile de faire un retour en arrière et de passer en revue ces documents. Après l'effondrement final de la révolution d'Octobre, nous sommes à présent dans une période de recul important pour le prolétariat mondial. En conséquence, il y a une tendance à ce que le prolétariat se retrouve rejeté vers des conceptions plus primitives de la lutte sociale. Il est clair que certaines couches de la jeunesse, bien que dégoutées par les abus les plus flagrants de la société capitaliste, n'ont aucune compréhension du marxisme. Ils penchent plutôt vers des vagues et utopiques sentiments anarchisants qui ne sont pas fondamentalement différents de ceux qui étaient avancés par les précurseurs du marxisme ainsi que ses adversaires des débuts.

Luttons pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

C'est la révolution d'Octobre 1917 qui en quelque sorte a mis les dernières finitions aux conceptions du *Manifeste* communiste et les a mises en pratique. Et ce n'est pas sans raison. Le parti bolchévique de Lénine s'est développé dans le cadre de circonstances très inhabituelles. C'était un parti qui a été confronté à une série de défis très variés et qui changeaient rapidement : de la lutte syndicale à la lutte contre l'autocratie, ainsi que la question nationale dans un immense empire multinational. Il y a eu des périodes de lutte révolutionnaire ouverte, des périodes d'exil, de travail clandestin, et de travail parlementaire qui ont donné au parti bolchévique une variété d'expériences beaucoup plus riche que celle des partis d'Europe de l'Ouest.

Tout comme Marx n'est pas né marxiste, Lénine n'est pas devenu léniniste en un jour. Le parti bolchévique n'est pas non plus apparu sur la scène de l'histoire totalement développé et testé. Si l'on étudie l'histoire du parti bolchévique on peut voir son développement. Lénine a trouvé son chemin à partir des conceptions héritées de Karl Kautsky et de la social-démocratie allemande pour en arriver à sa conception de parti de combat léniniste. Et à chaque étape cela a été accompagné d'âpres luttes, internes et externes, en défense du programme du marxisme.

Ce processus a culminé avec la révolution d'Octobre 1917, qui s'est produite dans le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste mondiale, vers la fin de la Première Guerre mondiale. Les leçons de cette révolution ont été codifiées dans les premiers congrès de l'Internationale communiste. Nous sommes vraiment le parti de la Révolution russe mais nous sommes plus que cela, parce que le camarade Trotsky et les forces qui l'entouraient ont continué la lutte contre un nouveau phénomène : la dégénérescence de la Révolution russe. L'Opposition de gauche s'est forgée dans la lutte contre la consolidation d'une bureaucratie stalinienne, qui était, elle, une conséquence directe de l'arriération de la Russie et du fait que la Révolution russe n'ait pas pu s'étendre internationalement.

Alors nous sommes à la fois le parti de la Révolution russe et celui de ceux qui se sont battus pour défendre cette révolution contre sa dégénérescence stalinienne. Les batailles de Trotsky à partir de ce moment là, sa généralisation de la théorie de la révolution permanente tirant les leçons de la défaite de la Révolution chinoise dans les années 1920, l'élucidation de la tactique de front unique dans la lutte contre le fascisme en Allemagne, sa

lutte contre le Front populaire en France et en Espagne dans les années 1930, tout ceci représente un développement théorique et programmatique supplémentaire. Le marxisme est une science vivante. Ce qui est tellement remarquable dans le *Manifeste* c'est qu'il est encore tellement actuel aujourd'hui. Et ça, c'est vraiment remarquable étant donné qu'il a été écrit à l'aube de l'âge du capitalisme industriel moderne.

Aujourd'hui, il n'y a plus d'Union soviétique et je crois que la Chine est en danger. La question qui se pose là-bas c'est : qui va l'emporter, le prolétariat renversant la bureaucratie stalinienne qui va de plus en plus vers la restauration du capitalisme, ou la contre-révolution soutenue par les impérialistes ? Trotsky dans *L'Internationale communiste après Lénine* traite de quelque chose qu'il pensait n'être qu'une possibilité théorique peu probable, mais dont malheureusement on voit percer de nombreux aspects aujourd'hui. Il écrit : « *Théoriquement, on ne peut pas dire qu'il ne saurait y avoir un nouveau chapitre de progression capitaliste générale dans les pays les plus avancés, dominateurs et animateurs. Mais pour cela, le capitalisme devrait au préalable sauter par-dessus de hautes barrières dans le domaine des classes et des relations entre Etats : écraser pour longtemps la révolution prolétarienne, réduire définitivement la Chine en esclavage, renverser la République des soviets, etc. On en est encore bien loin.* » Aujourd'hui, nous n'en sommes plus loin. Et cela augmente encore les dangers de guerre interimpérialiste.

Mais la bourgeoisie peut toujours seriner sa « mort du communisme » je n'y crois pas un instant, parce que les plus perspicaces d'entre eux n'y croient pas un instant. Leur ligne c'est « Octobre 1917, plus jamais ça ! » et la nôtre c'est « Encore, encore, encore - Une, deux, beaucoup de révolutions d'Octobre ». En tant que marxistes révolutionnaires notre objet n'est pas seulement de comprendre le monde mais de le changer. Mais pour pouvoir le changer, il faut avoir un véritable levier pour faire une révolution, pour mettre en pièces ce système social pourri qui menace de plus en plus de faire d'énormes ravages et même de détruire carrément l'humanité. Ce levier, c'est un parti ouvrier révolutionnaire de type léniniste, organisé dans une Quatrième Internationale démocratiquement centralisée. On ne peut pas simplement proclamer de tels partis, il faut les forger dans la lutte.

Et pour cela il faut lutter aussi contre ceux qui se disent marxistes ou trotskystes tout en renonçant dans la pratique aux principes fondamentaux du mouvement marxiste. Prenez par exemple le groupe britannique Militant, qui s'appelle maintenant Parti socialiste. Leur résolution internationale d'il y a quelques années contenait trois petites propositions qui montraient de leur part une touchante confiance dans l'ordre bourgeois. La première c'est qu'il n'y avait pas be-

soin d'un parti révolutionnaire parce que les ouvriers trouvent leur chemin d'une manière ou d'une autre, en faisant des erreurs et en les corrigeant. Ensuite ils disent qu'il n'y aura pas de guerre nucléaire parce que la bourgeoisie est rationnelle. Ils disent aussi qu'il n'y aura plus de fascisme parce que la bourgeoisie en a fait l'expérience avec Hitler. Et tout cela est présenté dans un cadre très « orthodoxe », et c'est pourtant une révision totale de la compréhension marxiste de l'Etat, de l'impérialisme et du fascisme.

Puis il y a la bande de David North, qui s'appelle ces jours-ci « Socialist Equality Party » [Parti de l'égalité socialiste]. Les northistes en sont maintenant à rejeter les syndicats en disant que ce sont des agents totalement corrompus des patrons et pas du tout des organisations de la classe ouvrière. Pourtant la bourgeoisie américaine dépense plus d'un milliard de dollars par an pour démolir les syndicats, empêcher les campagnes de recrutement syndical, casser les grèves, décortiquer les syndicats. Manifestement, ils n'ont pas la même appréciation de la question.

En plus de promouvoir leur version « jaune » [de brisage de grève] et économiciste de la lutte des classes, les northistes crachent sur la lutte contre l'oppression des Noirs. C'est précisément à cause de la question noire que les Etats-Unis, exceptionnellement par rapport aux autres pays capitalistes avancés, n'ont pas de parti de classe indépendant du prolétariat, même pas du type réformiste-travailliste. En général les capitalistes américains ont bien réussi à jouer la carte du racisme ; c'est le legs de la guerre civile [dite « de sécession »] pour la libération des Noirs qui n'a pas été jusqu'au bout ; cela pèse beaucoup et contribue à l'arriération politique en quelque sorte de ce pays. Nous savons que la lutte pour la libération des Noirs est une question stratégique pour la révolution prolétarienne dans ce pays.

Cela fait un siècle et demi que le *Manifeste* communiste est apparu, et c'est une période qui a été marquée par beaucoup de luttes ouvrières. Notre but quand nous discutons du *Manifeste* aujourd'hui est le même que celui de ses auteurs. Tout comme Marx et Engels, notre but est de renverser la vieille société et de la remplacer par une société qui ouvrira la voie à l'abolition de toute oppression de classe.

Le capitalisme ne tombera pas de son plein gré, ça c'est quelque chose qui est clair depuis la Révolution russe de 1917. Si les conciliateurs menchéviks et bolchéviques comme Staline avaient gagné en 1917, il n'y aurait pas eu de Révolution russe. Et des intellectuels très sophistiqués du haut de leur chaire universitaire seraient en train de vous expliquer comment c'était impossible qu'il y ait une révolution en Russie en 1917. C'est ça la question du facteur objectif. Il n'y a pas de crise terminale pour la bourgeoisie, si ce n'est la révolution (ou alors la guerre nucléaire peut-être). Camarades, il faut les virer, c'est notre boulot. ■

De 1848 à la Révolution bolchévique

Marxisme contre anarchisme

Commandez la série complète

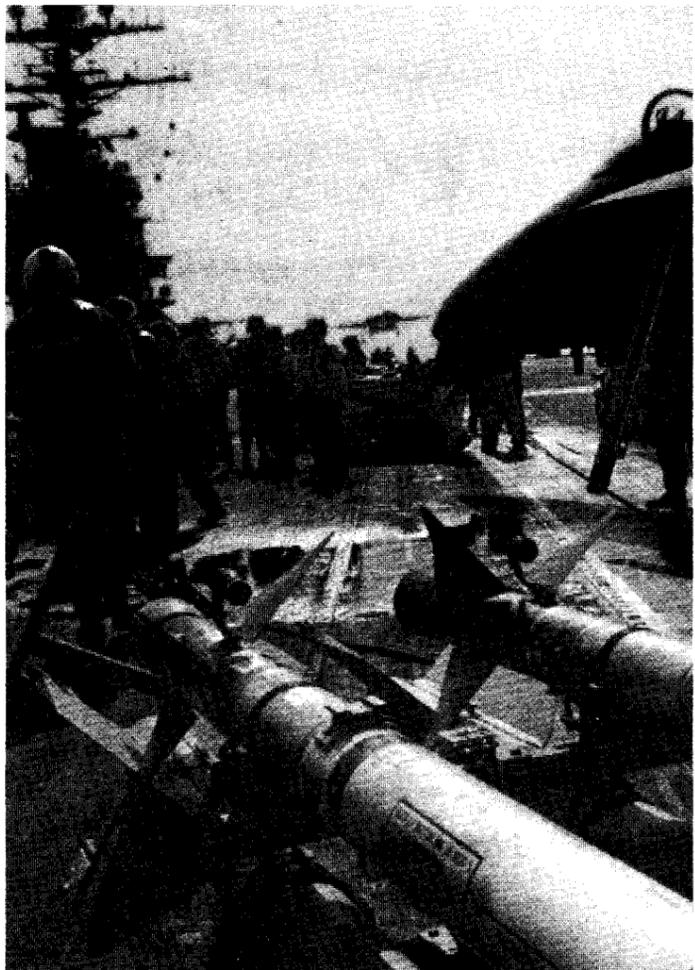
(20 F.)

- Les origines de l'anarchisme
- Mikhail Bakounine : le fondateur de l'anarchisme
- La bataille dans la Première Internationale
- Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale
- Les syndicalistes
- 1914-1918 : la guerre impérialiste et le réalignment de la gauche
- L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste

Ecrire au Bolchévique, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Déclaration de la Ligue trotskyste

Défense de l'Irak contre l'attaque imperialiste !



L'accumulation massive de la présence militaire des impérialistes dans le Golfe persique est une démonstration de force et de terreur.

24 février – La Ligue communiste internationale (LCI) et sa section française, la Ligue trotskyste de France appellent à la défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste. Après l'accord signé hier à Bagdad, les USA se réservent le droit de perpétrer cette attaque à tout moment. Nous dénonçons l'embargo économique, un acte de guerre dévastateur, imposé sous les auspices de l'ONU (et mis en place avec l'impérialisme français) depuis plus de sept ans. Cet embargo a causé la mort de plus d'un million de personnes – principalement parmi les couches les plus pauvres et vulnérables – y compris plus de 600 000 jeunes enfants, beaucoup plus que tous les bombardements de la guerre de 1991. Nous disons : **A bas l'embargo contre l'Irak ! Impérialistes, bas les pattes devant l'Irak !**

Derrière l'intervention américaine dans le Golfe se trouvent d'intenses rivalités interimpérialistes à propos des champs pétrolifères et des lignes de pipelines au Moyen-Orient et en Asie centrale. La Guerre du Golfe en 1991 était une tentative des Etats-Unis pour s'assurer le contrôle de la région en y projetant leur puissance militaire et pour envoyer ce message clairement à leurs rivaux impérialistes allemands et japonais.

Après l'écroulement de l'URSS, les conflits d'intérêts entre les « alliés » impérialistes, qui avaient été subordonnés au consensus de Guerre froide antisoviétique, sont apparus au grand jour de plus en plus ouvertement. L'impérialisme français se pose comme l'un des plus réticents à suivre les Etats-Unis. Dans un cynisme sans borne Chirac a ainsi déclaré le 12 février : « Il faut tout faire pour éviter de tuer des femmes et des enfants » ! Quelle hypocrisie ! L'impérialisme français repose littéralement sur des mon-

ceaux de femmes et d'enfants tués dans ses sales guerres coloniales depuis l'Indochine, l'Algérie, Madagascar et ailleurs. Nous savons que ces mêmes rivalités ont mené l'impérialisme français à soutenir le régime génocidaire rwandais en 1994 puis le régime de Mobutu avant de se faire évincer par l'impérialisme américain. Mais l'alliance fondamentale entre les impérialismes français et américain est manifeste notamment dans les Balkans. **Troupes françaises/de l'ONU hors des Balkans !**

Avec le prétexte officiel à cette croisade anti-irakienne de rechercher et éliminer les soi-disant stocks d'armes

chimiques et biologiques de Saddam et la capacité de les produire, les impérialistes auraient à bombardier l'Irak jusqu'à le réduire à l'âge de pierre pour arriver à leurs fins, la technologie étant similaire à celle utilisée pour fabriquer les produits alimentaires et autres produits de première nécessité. De plus toute cette frénésie autour des soi-disant armes de destruction « massive » possédées par Saddam Hussein camoufle le fait que l'impérialisme français possède un arsenal nucléaire de plusieurs centaines de têtes que Chirac testait il y a encore quelques mois.

La France est le principal partenaire commercial de l'Irak en Europe (*International Herald Tribune*, 17 février) et ses menées économiques dans la région sont manifestes : la compagnie pétrolière Total vient de signer, en dépit des restrictions de la loi américaine, un accord d'exploration de gaz naturel en Iran pour une valeur de plus de 10 milliards de francs. De gros bonnets du gouvernement viennent de faire la tournée du Moyen-Orient, de Bagdad au Caire, en passant par Riyad et Damas pour s'assurer des positions stratégiques économiques en prévision de l'issue de la crise ; et Elf s'apprêterait à obtenir la première concession sur les champs pétroliers d'Irak après l'embargo (*Herald Tribune* du 16 février). Les demi-tons de la France dans la crise irakienne n'ont donc rien à voir avec un quelconque souci de « la dignité » de l'Irak ou du sort des femmes et des enfants. Ils sont calculés en vue de s'aménager une position stratégique dans la région en cas d'arrêt du blocus et marquer des points contre ses rivaux impérialistes. Nous disons : **A bas l'impérialisme français !**

On peut signaler qu'en signant les traités de Maastricht et d'Amsterdam l'impérialisme français, avec le gouvernement du PS et du PC à sa tête, s'est décidé en faveur d'une Europe qui va être dominée par son rival, l'impérialisme allemand. Et pour respecter les conditions de ces traités imposés par la Bundesbank, ce gouvernement continue la

mise en place de l'austérité dirigée contre la classe ouvrière, avec la flexibilité, les attaques contre l'« Etat providence », les licenciements qui renforcent le chômage de masse. L'objectif affiché est de rendre le capitalisme français plus compétitif. Et les premières victimes de cette compétition à la rentabilité sont les immigrés, la couche de la classe ouvrière la plus vulnérable et la plus isolée : Jospin vient d'aller dans les néo-colonies françaises pour préparer l'expulsion de plus de 100 000 immigrés. Et maintenant, le gouvernement raciste de Jospin/Gayssot/Chevènement s'apprête, autour des événements du Golfe, à raviver Vigipirate comme vient de le déclarer le ministre de l'intérieur Jean-Pierre Chevènement : « *Bien évidemment, le danger d'attentats intégristes islamistes n'est pas quelque chose que j'ai perdu de vue* » (*L'Humanité*, 18 février). En 1991, le gouvernement PS avait mis en place, comme pendant interne à la guerre du Golfe, l'infâme opération « Vigipirate » dans le but de terroriser la population d'origine immigrée, qui était devenue l'ennemi de l'intérieur, avec la complicité du PCF et le silence de l'extrême gauche. C'est à nouveau les travailleurs immigrés en France ainsi que les jeunes de deuxième génération qui se retrouvent au centre de la cible.

L'anti-impérialisme à l'étranger signifie la lutte de classe ici. Il faut des actions ouvrières contre la guerre et contre le gouvernement. Lors de la Guerre du Golfe de 90/91, les marins de Toulon avaient refusé, en septembre 1990, d'embarquer sur des navires réquisitionnés et, le 12 janvier 1991, des cheminots à Chambéry avaient arrêté des trains transportant des armes pour le Golfe. Ces actions, limitées mais réelles, ont laissé entrevoir la puissance de la classe ouvrière et étaient des exemples d'internationalisme révolutionnaire prolétarien.

En ce moment, face aux enjeux cruciaux pour la classe ouvrière internationale les directions des organisations de gauche en France refusent d'appeler à la défense de l'Irak contre les attaques

Suite page 15



Sur l'université de Paris-St-Denis, le 24 février, le piquet pour la « défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste » de la Ligue trotskyste et de la Jeunesse spartaciste (à droite). Le 20 février, à Paris, dans le rassemblement de protestation appelé par le « Forum irakien en France » (à gauche), les staliniens du PCF se sont attaqués au panneau « A bas le gouvernement raciste Jospin/Gayssot/Chevènement ! Asile pour les Kurdes ! ». Depuis le début de la crise irakienne, le PCF s'est fait le champion de l'impérialisme français rapace.

FRP/IG...

Suite de la page 7

venir de façon efficace dans la lutte pour construire le parti qui dirigera le prolétariat dans la lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde.

La lutte fractionnelle avec la FRP a mis en lumière les problèmes historiques de la LTF et a ainsi permis au parti de comprendre et de commencer à rompre avec une politique de longue date et presque continue qui consiste à émousser le tranchant de notre programme pour s'adapter aux opposants centristes et réformistes. Pendant la « deuxième guerre froide » – une croisade impérialiste contre l'Union soviétique qui a été très virulente dans la France de Mitterrand –, tous les pseudo-trotskyistes, de Mandel et Krivine à Lambert et Laguiller, se sont joints à fond à l'antisoviétisme de leurs propres dirigeants capitalistes. La LTF est restée à son poste en tant que défenseuse soviétique à toute épreuve, s'opposant à l'impérialisme et à la restauration capitaliste. Cependant, il y avait une tendance persistante à capituler devant l'aile PCF du front populaire à cause du soi-disant « prosoviétisme » des stalinien.

Soyons clairs : quand nous parlons de capitulation à l'aile PCF du front populaire français, nous parlons d'une capitulation à la social-démocratie. Avec la déclaration au VII^e congrès de l'IC sur les « fronts populaires » en août 1935, la politique de tous les partis dans l'Internationale communiste stalinisée est devenue officiellement le réformisme – c'est-à-dire le menchévisme, la social-démocratie. Le qualificatif prosoviétique est un mythe stalinien. Ils étaient pro-Staline. Le prosoviétisme affiché du Parti communiste français avait pour seul but de tromper le prolétariat, alors que la pratique véritable du PCF liait le prolétariat au capitalisme.

Par contre, la FRP et l'IG glorifient la conscience existante de la classe ouvrière française et sa direction traître actuelle dans ce que l'IG appelle « le pays européen classique de la révolution » mais ne mentionnent jamais dans tous leurs écrits volumineux sur la France la nécessité de scissionner les partis réformistes. En fait, la FRP offrait dans son document de fraction un alibi au rôle du PCF et du PS dans le front populaire, en affirmant : « Les organisations ouvrières de masse sont subordonnées au programme de la collaboration de classes à travers le front populaire. »

La déclaration de la FRP est tout simplement fautive. Le PCF et le PS ne sont pas les victimes d'une chose appelée « front populaire », qui les « subordonne » à un programme de collaboration de classes. La collaboration de classes, c'est le programme et la pratique de tous les partis ouvriers bourgeois. Un gouvernement parlementaire basé sur les partis ouvriers réformistes, tel que le gouvernement travailliste de Tony Blair en Grande-Bretagne aujourd'hui, est aussi un gouvernement capitaliste.

Un front populaire, c'est une coalition entre des partis ouvriers réformistes et des formations bourgeois. L'importance d'inclure ne serait-ce que la formation non prolétarienne la plus modeste (ce que Trotsky appelait l'« ombre de la bourgeoisie »), c'est que celle-ci agit comme garant du programme du front populaire, qui est un gouvernement capitaliste. C'est l'alibi que les partis « travailleurs », « socialistes » ou « communistes » utilisent pour expliquer à leurs membres pourquoi ils refusent d'appliquer le programme censé être le leur. La contradiction, implicite dans ces partis, entre leur subordination aux intérêts du système capitaliste et le fait qu'ils prétendent exprimer les intérêts des travailleurs est donc supprimée. Le PCF et le PS doivent être scissionnés politiquement, dans le processus de la construction d'un parti léniniste-trotskyiste en France.

Le camarade Petersen, de la section allemande de la LCI, a bien saisi la capi-

tulation symbiotique de l'IG aux bureaucraties stalinien, qui ont bradé les Etats ouvriers déformés, et aux dirigeants de syndicats et de partis stalinien et sociaux-démocrates, qui bradent les luttes syndicales : « Norden prétend aujourd'hui que les stalinien n'auraient pas dirigé la contre-révolution. On se demande quelle est la différence entre "avoir liquidé la RDA" et "avoir dirigé la contre-révolution" ? Prenons par exemple la bureaucratie du syndicat de la métallurgie (IG Metall) lors de la grève des ouvriers de la métallurgie de 1984. La grève dure six semaines. Ils ne mobilisent que 35 000 ouvriers pour la grève. Des millions veulent y participer. Et ensuite ils concluent un accord qui dit que la semaine de 35 heures sera réalisée dans sept ou huit ans. C'est ce qu'on appelle un bradage. Car enfin, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Qu'a fait la bureaucratie de l'IG Metall avec la grève ? Elle l'a trahie. La bureaucratie de l'IG Metall était-elle également une "victime à moitié consentante" [comme Norden voit les ex-bureaucrates stalinien dirigeants] ? Ou a-t-elle trahi la grève ? »

L'« Etat providence » actuellement attaqué en Europe a longtemps représenté une espèce de « tribut » que la classe capitaliste payait à l'Union soviétique. En d'autres termes, les capitalistes reconnaissaient qu'ils devaient tailler dans leurs propres profits et fournir à la classe ouvrière un « filet de sécurité » de peur qu'une nouvelle révolution d'Octobre les frappe eux-mêmes. Les partis réformistes, qui pendant des décennies étaient censés fournir des réformes et basaient leur autorité sur leur capacité à les fournir, ont maintenant été appelés au gouvernement dans de nombreux pays d'Europe pour procéder eux-mêmes au démantèlement des acquis ouvriers. C'est pourquoi, malgré le renforcement apparent (au niveau électoral) du réformisme, il entre en réalité en crise. Ceci implique une ouverture pour miner l'influence du réformisme parlementaire et de ses apologistes centristes parmi les ouvriers les plus conscients et les intellectuels radicalisés, à condition que nous intervenions comme léninistes sur la base de notre programme révolutionnaire.

Mais, au lieu de cela, dans son document de fondation de 35 pages, la FRP ne parvenait même pas à caractériser le gouvernement de front populaire de raciste ! En fait, la FRP a commencé à germer à partir de la victoire du front populaire, qui a suscité de véritables illusions même parmi les immigrés maghrébins. Une provocation contre nos camarades maghrébins dans le parti nous avait amenés peu avant à particulièrement protéger ces camarades, avec leur accord. Et la FRP a transformé ces mesures de protection en « abandon de la perspective de regroupement de cadres maghrébins en exil pour forger le noyau d'un parti trotskyste autour d'un journal publié en exil » ! Leur malhonnêteté est ici flagrante. La FRP se définit comme « des militants trotskystes venant d'ex-colonies », qui de ce fait même ne pourraient en aucun cas capituler au chauvinisme français. Ils se voyaient non pas comme des communistes internationalistes, mais comme des « experts » sur leur propre pays d'origine et, avec leur esprit de clocher, ils s'orientaient particulièrement en direction des éléments démoralisés du milieu exilé, et montraient peu ou pas d'intérêt à gagner la jeunesse « immigrée » de la seconde génération.

En opposition à ce sectoralisme qui reflète les divisions cultivées au sein de la classe ouvrière par les capitalistes, nous, marxistes révolutionnaires, comprenons que la nécessité de lutter contre le racisme et le chauvinisme national, et de défendre les droits des immigrés, qui sont la couche la plus vulnérable du prolétariat, est une question de classe. Le capitalisme moderne, c'est-à-dire l'impérialisme, qui s'étend dans tous les recoins de la planète, importe dans le prolétariat, au plus bas de l'échelle, au cours de la lutte de classe et en fonction du besoin

économique, de nouvelles sources de main d'œuvre moins chères, essentiellement des immigrés venant de régions plus pauvres et moins développées du monde – des ouvriers avec peu de droits dont on considère qu'on peut davantage se passer en période de récession économique. Ainsi, le capitalisme crée continuellement de nouveaux clivages entre les ouvriers, tout en réunissant les ouvriers de nombreux pays différents. Partout les capitalistes, avec la complicité d'une aristocratie d'opportunistes syndicaux, essaient d'empoisonner la conscience de classe et la solidarité entre les ouvriers en fomentant les divisions religieuses, nationales et ethniques. L'avant-garde prolétarienne se trouve donc confrontée à la tâche nécessaire de lutter pour l'unité et l'intégrité de la classe ouvrière contre le chauvinisme et le racisme.

Comme le déclare le document de tâches et perspectives de la fraction majoritaire adopté lors de la 17^e conférence nationale de la LTF : « La LTF, section de la LCI, réaffirme son engagement internationaliste à lutter pour la révolution des deux côtés de la Méditerranée, dont les destins sont intimement liés. Nous cherchons à recruter parmi la jeunesse issue de l'immigration, y compris parmi ceux qui sont partis d'Algérie en exil ces dernières années. »

La FRP contre la révolution permanente

L'IG et la FRP parlent (un peu) de la théorie de la révolution permanente, c'est-à-dire de la nécessité d'une révolution ouvrière dans les pays économiquement arriérés et opprimés par l'impérialisme, et de l'extension de celle-ci, afin de résoudre la question agraire et de libérer ces pays du joug impérialiste. Mais leur trahison de classe au Brésil montre que ce ne sont là que des mots pour eux.

C'est la même chose au Mexique, où ils liquident le prolétariat dans une masse de secteurs petits-bourgeois dans le sillage du PRD (Parti de la révolution démocratique) bourgeois, et rebaptisent pompeusement le tout de « front populaire ». En fait, le prolétariat mexicain a été historiquement – et il l'est encore – assujéti directement à sa propre bourgeoisie grâce au nationalisme bourgeois « anti-yankee », et sans l'intermédiaire d'un parti ouvrier à la différence de la plupart des pays d'Europe. C'est cette vérité que l'IG veut dissimuler, du fait de son orientation en direction du nationalisme anti-yankee.

Pour se couvrir, l'IG/FRP a fait toute une histoire sur une caractérisation erronée à propos des régions rurales au Mexique. Pour décrire l'arriération et l'oppression, nous avons parlé de vestiges « féodaux », ce qui est inexact. Il aurait

été plus exact de décrire la terrible arriération des masses paysannes au Mexique comme étant l'héritage du capitalisme mercantile espagnol, plutôt que comme des « vestiges féodaux ». Dans la *Révolution permanente* Trotsky utilisait le terme de « féodalisme moderne », par exemple, pour décrire la Chine à la fin des années 1920. Mais la réalité, c'est qu'il existe vraiment des vestiges du début du capitalisme, qu'on ne trouve plus dans des pays comme les Etats-Unis ou la France, parallèlement aux formes les plus modernes d'exploitation capitaliste industrielle concentrée.

C'est cette réalité multiforme de l'oppression capitaliste que l'IG/FRP nie en qualifiant tout, du Mexique à la France de Jospin-Gayssot, avec la caractérisation de « front populaire ». Mais si on veut sérieusement lutter pour prendre le pouvoir il faut s'attacher à étudier les formes particulières que prend l'oppression capitaliste. Comme le disait Trotsky : « En réalité les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années » (Préface à l'édition française de la *Révolution permanente*).

Dans les pays à développement capitaliste retardataire, la bourgeoisie nationale est trop faible et trop subordonnée à l'impérialisme pour diriger ou soutenir une lutte pour accomplir des tâches démocratiques élémentaires comme de mener à bien une révolution agraire ou gagner une indépendance nationale authentique. Au contraire, des formes d'oppression et d'exploitation antérieures sont maintenues et renforcées par les capitalistes et leurs maîtres impérialistes. C'est seulement quand le prolétariat émerge à la tête de la nation, ralliant derrière lui les couches les plus opprimées de la paysannerie dans la lutte pour la révolution socialiste, que les tâches auparavant associées à des révolutions démocratiques-bourgeoises victorieuses dans les pays capitalistes avancés, peuvent être résolues. L'instrument indispensable à la victoire est un parti prolétarien révolutionnaire forgé dans une lutte intransigeante pour faire rompre la classe ouvrière et les masses travailleuses avec les illusions dans le nationalisme bourgeois.

L'essence de la révolution permanente c'est la lutte pour la révolution socialiste prolétarienne contre le nationalisme bourgeois dans les pays à développement inégal et combiné. En enjolivant le PRD nationaliste bourgeois et en le faisant passer pour un « front populaire », sous-entendant ainsi qu'il aurait une composante prolétarienne devant laquelle l'IG pourrait capituler, l'IG montre quel est son réel programme qui est de mettre au rebut l'application du programme trotskyste de la révolution permanente. ■

Disponible en anglais

« International Bulletin » n° 38 (deuxième édition) :

Norden's « Group » : Shamefaced Defectors From Trotskyism
30 FF. (149 pages)

« International Bulletin » n° 41 (édition trilingue) :

The fight for a Trotskyist Party in Brazil / A luta por um partido trotskista no Brasil / La lucha por un partido trotskista en Brasil
35 FF. (184 pages)

« Hate Trotskyism, Hate the Spartacist League » :

Une série de brochures où la LCI reproduit les polémiques de ses opposants dans la gauche

N° 9 : The Norden « Group » : Polymorphous Opportunism
25 FF. (96 pages)

N° 10 : More on the Norden Group – from the Bolshevik Tendency and the Workers League/Socialist Equality Party
8 FF. (10 pages)

Ecrire au Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Jospin-Gayssot...

Suite de la page 2

pour amener le prolétariat à la compréhension de la nécessité du renversement de la bourgeoisie par la révolution socialiste et de l'instauration de la dictature du prolétariat. Rejoignez-nous !

Les routiers, qui viennent de bloquer les routes dans tout le pays pendant près d'une semaine, ont commencé à démonter leurs barrages vendredi. Les bureaucrates de la CFDT ont bradé la grève en signant un accord minable avec les patrons routiers. Cette grève, qui rencontrait beaucoup de soutien dans la population, était le premier défi lancé au gouvernement de coalition de Lionel Jospin en place depuis mai dernier. Jospin, malgré ses belles paroles sur le droit des camionneurs à la « dignité », a prouvé à la bourgeoisie que son gouvernement capitaliste, dirigé par des partis ouvriers réformistes, fait tout ce qui est en son pouvoir pour enrayer et réprimer la montée des luttes ouvrières qui dure depuis presque deux ans. Le président Jacques Chirac a d'ailleurs félicité Jospin pour la façon dont il s'est comporté dans cette situation.

Cette grève, qui était la deuxième grève des routiers en moins d'un an, a montré à la fois la puissance et la combativité du prolétariat français et la trahison abjecte des dirigeants réformistes. Près de deux cents barrages ont été élevés dans tout le pays, la plupart des raffineries et dépôts d'essence ont été bloqués, le gouvernement a dû commencer à réquisitionner et rationner l'essence, tandis que certaines usines automobiles qui manquaient de pièces commençaient à fermer. L'impact de la grève s'est étendu à toute l'Europe de l'Ouest, affectant les transports routiers en Angleterre, en Allemagne et en Espagne. Les alliés de la France dans l'Union européenne ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il fasse preuve de fermeté ; Tony Blair, le premier ministre travailliste de Grande-Bretagne, a même appelé personnellement Jospin pour lui faire la leçon et lui dire que la situation était « inacceptable ».

Après l'effondrement de l'Union soviétique, les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest se sont lancées à l'attaque contre le niveau de vie et les acquis sociaux des ouvriers, pour démolir les programmes sociaux qu'elles avaient dû mettre en place pour parer aux menaces de révolution après la Deuxième Guerre mondiale. Ces attaques ont rencontré de la résistance de la part des ouvriers. Et aujourd'hui dans presque toute l'Europe de l'Ouest, et surtout en France, en Italie et en Grande-Bretagne, c'est donc aux partis ouvriers réformistes, les sociaux-démocrates et les « communistes », qu'il est fait appel pour être le fer de lance des attaques contre les travailleurs, les immigrés, les femmes, les jeunes et les minorités. Ainsi lorsque Juppé, le prédécesseur gaulliste de Jospin, a essayé d'imposer des coupes sombres dans les retraites et autres acquis il y a deux ans, il a provoqué la vague de grèves massives du secteur public de décembre 1995. C'est cette vague de lutte qui a débouché sur la victoire électorale du front populaire, coalition de collaboration de classes entre le Parti socialiste et le Parti communiste et des formations bourgeoises plus petites. Cela a créé des illusions que les choses allaient changer, mais Jospin et Cie sont tout aussi décidés à mettre en place l'austérité antiouvrière que ne l'étaient leurs prédécesseurs de droite.

Beaucoup de grévistes ont cru au mensonge, colporté par les directions syndicales et la « gauche », que le gouvernement Jospin est leur allié dans la lutte contre la droite et les patrons. Mais c'est précisément le rôle d'un front populaire, dans lequel les partis ouvriers s'engagent à défendre la propriété et les intérêts capitalistes, que de démoraliser et désar-

mer politiquement le prolétariat et de préparer le terrain à de cuisantes défaites infligées à la classe ouvrière. Un gouvernement de front populaire, c'est un gouvernement capitaliste ! Nous avons insisté sur ce point dans nos discussions avec les grévistes sur les piquets de grève. Comme le dit la première page du *Bolchévik* (n° 144, automne 1997) : « Il faut rompre avec le gouvernement capitaliste de Jospin ! Pour un gouvernement ouvrier ! »

Il était clair depuis le début que ce gouvernement était un briseur de grève. Le gouvernement avait beau prétendre agir en tant qu'arbitre entre les ouvriers et la bourgeoisie, Jospin ne s'en est pas moins précipité pour faire disperser les barrages dans les points stratégiques, en particulier aux frontières, par ses CRS et gardes mobiles. Encouragés par le casage de la grève par le gouvernement, une bande de nervis masqués a attaqué un barrage près de Vitrolles, un des bastions du Front national, à coups de barre de fer et de batte de base-ball pour ouvrir la voie à un convoi de camions « jaunes ». Lors d'une grève des routiers en 1992, Mitterrand avait envoyé des flics contre les routiers et avait fait démolir leurs barrages par les chars de l'armée.

Evidemment, étant donné la popularité de la grève (beaucoup de travailleurs venaient aux barrages apporter de la nourriture et un soutien financier aux grévistes), Jospin n'a pas pu se permettre d'avoir trop recours à la force. Comme l'expliquait le rédacteur en chef du *Figaro* : « Il pourrait y avoir une explosion sociale. C'est pourquoi le gouvernement est très prudent. On peut intervenir et envoyer les chars quand les gens en ont marre de la grève, mais ça n'est pas le cas ici » (*ITN World News*, 6 novembre). Ça n'était pas non plus le cas pour Juppé en décembre 1995.

Mais à la différence de Juppé et de la droite, Jospin et Cie ont pu user de leur influence dans la classe ouvrière, en particulier à travers leurs lieutenants dans la bureaucratie syndicale, en semant l'illusion que ce gouvernement est différent et ainsi lier les mains de la classe ouvrière à sa propre bourgeoisie pour mieux casser la grève. C'est le ministre PC des transports Gayssot qui fait revenir l'UFT à la table de négociations et qui se rend sur un barrage au Mans pour assurer aux grévistes : « Vous pouvez compter sur nous », et cela quelques heures après que son gouvernement ait envoyé ses flics disperser des barrages, en particulier aux frontières. Ces illusions se sont illustrées sur les piquets de grève quand un gréviste nous a dit que ce n'était pas Gayssot qui a envoyé les flics mais Chevènement, d'autres portant la responsabilité sur les préfets. Une dichotomie était ainsi faite entre Jospin-Gayssot et le reste du gouvernement.

Les directions syndicales réformistes qui avaient annoncé la grève plus d'un mois à l'avance, ont eu cette grève bien en main du début à la fin. Les bureaucrates se sont assurés que les points stratégiques n'étaient pas bloqués par des barrages. Quand des piquets sauvages se sont organisés dans la région parisienne, les flics sont arrivés immédiatement. Les routiers avaient confiance en leur direction pour que leur lutte gagne. Ceux-ci, d'ailleurs pour mieux semer l'illusion, disaient qu'ils demanderaient l'avis de la base avant de signer les accords. Ce qui a permis de démobiliser les routiers en grève. Ainsi les directions ont pu les trahir et les démoraliser. Nous avons vu dans les faits le rôle destructeur du front populaire en faisant le tour des piquets au Havre, le dernier jour de la grève. Tous les barrages se levaient un par un et les grévistes étaient pleins d'amertume et disaient qu'ils s'étaient fait avoir par les directions syndicales. Ils avaient pensé qu'avec un gouvernement de « gauche » ils obtiendraient satisfaction à leurs revendications et que celui-ci serait leur garant pour l'application des accords. Les grévistes que nous avons vus au Havre ne voulaient pas aller à l'Union locale, l'un

d'entre eux nous a dit qu'il ne ferait plus grève car il n'avait plus confiance. Face à ces trahisons des directions réformistes et centristes de la classe ouvrière, l'alternative est de construire le parti révolutionnaire.

Lorsque la CFDT, syndicat majoritaire parmi les routiers, a annoncé qu'elle avait signé un accord, beaucoup de routiers ont été dégoûtés, certains ont même déchiré leur carte, mais ils se sont résignés et ont défait leurs barrages. La CGT et FO ont critiqué ces accords, mais ils n'en sont pas moins liés au gouvernement que ne l'est la CFDT. C'est le gouvernement Jospin qui a manigancé ces accords en promettant une législation pour « garantir » que les patrons les appliqueraient.

Les grévistes demandaient une augmentation de salaire pour obtenir 10 000 F brut pour 200 heures travaillées mensuelles. L'accord promet d'accorder cela dans trois ans, et seulement pour une petite partie des routiers. Pour l'instant, les routiers n'ont obtenu qu'une augmentation de salaire de 4 à 6%. Quant à la question centrale de la réduction du temps de travail (une semaine étant en moyenne de 60 heures), elle a été mise de côté pour des négociations qui doivent se poursuivre en septembre 1998 ! Après une grève de 12 jours l'an dernier, les routiers avaient obtenu la retraite à 55 ans et une prime, mais les patrons n'ont pas respecté les accords, tout simplement.

Comme on pouvait s'y attendre, la réaction à cette grève de la part des réformistes et des centristes de l'« extrême gauche » a été de faire pression sur le gouvernement « socialiste » pour qu'il agisse dans l'intérêt des ouvriers. Dans *Rouge*, le journal de la LCR, un article sur les routiers qui donne son aval aux vagues promesses de semaine de 35 heures pour l'an 2000 que fait Jospin, est illustré par un grand « 35 » bien en évidence. Mais ce que les socialistes et leurs maîtres capitalistes ont l'intention d'imposer avec leur réduction du temps de travail, c'est l'augmentation des cadences, la « flexibilité », et le travail intérimaire précaire. Les travailleurs devront faire en 35 heures le travail qu'ils font aujourd'hui en 40 ou 50 heures. Dans un autre article, *Rouge* blanchit totalement le rôle du gouvernement qui a envoyé les flics contre les barrages des routiers, mettant tout le blâme sur l'Union européenne et Chirac, tout en implorant le gouvernement Jospin de « se positionner dans un conflit de grande envergure ».

Un tract du 4 novembre, signé par Voix des Travailleurs (scission de LO), la Gauche révolutionnaire (liée au groupe britannique Militant) et ART était dans la même veine. Ce bloc de propagande qui cache les divergences que ces groupes ont entre eux pour n'avancer que de l'économisme pur et simple, se limitait à réclamer 1 500 F d'augmentation et une « réduction massive du temps de travail », le tout assaisonné d'allusions à la « grève générale ». Ce tract critique certes le gouvernement de Jospin pour être au service des patrons, mais en fait sa combativité économe ne fait que renforcer l'autorité des directions syndicales existantes et l'illusion que les ouvriers doivent s'atten-

dre à de meilleurs résultats avec le PS et le PCF au gouvernement.

Le groupe centriste Pouvoir ouvrier, affilié à Workers Power en Grande-Bretagne, a ouvertement appelé à voter pour le PS et le PCF aux dernières élections législatives. LO présentait ses propres candidats au premier tour, mais ils ont proposé leur soutien au PS de Jospin et au PCF de Hue au second tour, là où leurs candidatures étaient menacées par le FN. Et après les élections, dans son « éditorial pour les boîtes » du 15 juillet, LO recommandait aux ouvriers de discuter sur « comment faire pression ou comment aider les ministres communistes » pour éviter d'être déçus par le nouveau gouvernement capitaliste.

La LTF, par contre, a refusé d'appeler à voter pour aucun des partis de la coalition bourgeoise de Jospin, sous aucune condition. Dans un tract distribué avant les élections, la LTF déclarait : « L'alternative que propose Jospin et Hue, c'est une nouvelle alliance de collaboration de classes réunissant le PS et le PCF et des formations bourgeoises (radicaux, écologistes, et chevènementistes). En bons défenseurs du capitalisme qu'ils sont, ils ne présentent rien d'autre qu'une façade de « gauche » de l'austérité et du racisme et se proposent de maintenir le système capitaliste avec un « visage humain » (*le Bolchévik* n°143, été 1997). Un bon exemple de la loyauté des réformistes vis-à-vis de l'impérialisme français, c'est l'appel à « Produisons français » et leur soutien à la campagne de terreur raciste de « Vigipirate » dans laquelle le gouvernement utilise l'armée pour terroriser les immigrés et leurs enfants. La LTF se bat pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les ouvriers immigrés qui sont une importante composante du prolétariat français, surtout dans l'automobile, industrie stratégique.

La grève des camionneurs a montré l'énorme puissance sociale de la classe ouvrière organisée. Le casage de la grève par le PS et le PCF devrait servir de mise en garde pour ces ouvriers combattifs et ces jeunes qui ont cru aux mensonges des réformistes et de leurs agents publicitaires centristes selon lesquels ce gouvernement allait agir dans l'intérêt des ouvriers et stopper la montée du Front national fasciste. C'est la tâche de la LTF, qui s'est opposée au front populaire depuis le début, que de faire comprendre que, comme l'a dit Léon Trotsky dans le *Programme de transition* de 1938, « le front populaire condamne la classe ouvrière à l'impuissance et ouvre la voie au fascisme ». La LTF se bat pour forger un parti internationaliste authentiquement bolchévique pour conduire le prolétariat au pouvoir. On ne peut construire un tel parti que dans un combat politique sans répit contre les directions chauvines traîtres et collaborationnistes de classes, ainsi que leurs appendices centristes. Comme nous l'écrivons dans le numéro actuel du *Bolchévik* : « le rôle du parti est d'introduire dans la classe ouvrière la conscience de ses intérêts et de ses tâches historiques. Nous nous battons pour de nouvelles révolutions d'Octobre, dirigées par une Quatrième Internationale reforcée. »

Spartacist

(Edition française)

N° 30

Printemps 1997

(64 pages)

10 francs

La toute première publication en français d'une sélection de documents cruciaux du dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, centrés sur le combat pour construire un parti révolutionnaire prolétarien.

Ecrire au *Bolchévik*, BP 135-10, 75483 Paris Cedex 10



Workers Power...

Suite de la page 3

démantelés.» Donc à ce stade ils sont forcés d'avoir recours à une absurdité : « Les difficultés dans la construction et le renforcement des mécanismes capitalistes de crédit signifient que des milliers d'entreprises continuent à fonctionner alors que le règne de la loi de la valeur devrait imposer leur fermeture. La production à perte à une si grande échelle ne serait tolérée dans aucun pays capitaliste.» N'ont-ils jamais entendu parler des sauvetages de grandes entreprises en difficulté financière ?

La question russe à brûle-pourpoint

WP se moque et ricane à propos de ce qu'il appelle « une des plus belles perles de la pensée spartaciste » : à savoir notre affirmation que les événements d'août 1991 « semblent avoir joué un rôle décisif quant à l'évolution en Union soviétique, mais seuls des gens sous l'emprise de l'idéologie capitaliste pouvaient s'empresser de tirer cette conclusion à cette époque » (*Spartacist*, édition française, n° 27, été 1993).

Selon WP, cela signifie que nous disons que « le putsch d'Eltsine en août était décisif mais cela aurait été erroné de le reconnaître à l'époque ! » Seuls ceux qui tiennent le prolétariat pour une classe incapable de se mobiliser pour défendre ses intérêts propres grâce à l'outil du parti léniniste auraient pu immédiatement tenir l'Etat ouvrier dégénéré pour mort.

Pour WP, le triomphe d'Eltsine était couru d'avance. Nous, au contraire, nous tenons aux côtés du trotskyste américain James P. Cannon qui a écrit : « Nous n'examinons pas la Révolution russe et ce qui reste de ses grandes conquêtes comme si c'était un insecte dans un verre. Nous avons un intérêt ! Nous prenons part à la lutte ! » (« Speech on the Russian Question », *Struggle for a Proletarian Party*, 1943) [traduit dans « Nous sommes le parti de la Révolution russe », *Pour la révolution politique ! Les Etats ouvriers déformés et la théorie marxiste*, brochure de la LTF].

La LCI a distribué des dizaines de milliers de tracts proclamant : « Ouvriers soviétiques, repoussez la contre-révolution de Bush-Eltsine ! » Notre tract était la première déclaration largement diffusée en Union soviétique en opposition au cours restaurationniste d'Eltsine. Nous avons affirmé que ce qu'il fallait en août 1991 c'était un appel aux ouvriers de Moscou pour qu'ils balayent la racaille contre-révolutionnaire présente sur les barricades d'Eltsine. Une telle mobilisation indépendante des ouvriers aurait pu ouvrir la route à une révolution politique passant par une confrontation avec les forces de la restauration capitaliste soutenues par les impérialistes. Tout en reconnaissant que le pouvoir d'Etat avait été sérieusement fracturé, nous avons cherché à déclencher des actions de la

classe ouvrière en défense de la propriété collectivisée.

Incapable de concevoir une politique prolétarienne indépendante, Workers Power prétend que si « la prise du pouvoir par Eltsine était décisive pour la restauration du capitalisme, alors les spartacistes ont sûrement fait une erreur. Ils auraient dû faire bloc avec les staliniens qui s'opposaient à lui ». Pimentant sa polémique d'un mensonge, WP affirme que nous n'avons jamais expliqué pourquoi nous ne l'avons pas fait.

Il s'agissait d'une affaire sordide sous tous les aspects, dans laquelle aucun camp ne s'opposait aux « réformes de marché » capitalistes, c'est-à-dire à la contre-révolution. Les « instigateurs du complot » voulaient seulement une introduction du capitalisme plus graduelle et contrôlée, sans les fioritures démocratiques de la *glasnost* (transparence). Comme nous l'avons dit dans une polémique contre les pseudo-trotskyistes, apologistes d'Eltsine : « Les "putschistes" non seulement manquaient de détermination, mais ils ne voulaient pas libérer les forces qui auraient pu vaincre les contre-révolutionnaires les plus extrêmes, car cela aurait pu conduire à une guerre civile si les eltsiniens avaient vraiment résisté. Et dans une lutte armée entre des restauracionnistes déclarés et des éléments récalcitrants de la bureaucratie, la défense de l'économie collectivisée aurait été mise à l'ordre du jour, quelles que soient les intentions des staliniens » (*Spartacist* édition française n° 27, été 1993).

WP rappelle qu'« après trois jours seulement nous avons appelé immédiatement à rompre le front unique avec les forces d'Eltsine et à mobiliser en opposition à leur "prise" du pouvoir ». Ils se plaignent et disent que cela « contredit les déclarations des spartacistes que nous avons politiquement soutenu Eltsine ». En fait, cela prouve exactement ce que nous avons dit d'eux : pendant les moments les plus critiques d'août 1991, ils ont consciemment soutenu les troupes d'Eltsine de la contre-révolution capitaliste soutenue par les impérialistes. Aujourd'hui, avec un cynisme sans borne, ils essaient de prétendre qu'ils s'y sont politiquement opposés.

La « solidarité » de WP avec la « contre-révolution de Solidarność »

Le chemin de WP jusqu'aux barricades d'Eltsine avait été bien balisé. Comme nous l'avions dit : « Tout en adoptant formellement une position de défensisme soviétique en 1980 sur la question de l'Afghanistan, WP condamna l'intervention soviétique contre la réaction féodale soutenue par les impérialistes en la qualifiant de "contre-révolutionnaire" (plus tard ils dénoncèrent également le retrait des troupes soviétiques comme étant "contre-révolutionnaire"). En 1981, ils prirent fait et cause "de façon critique" pour Solidarność, tout en admettant que l'arrivée au pouvoir de

Solidarność serait synonyme de restauration capitaliste. En 1989, tout en se prétendant opposé à l'annexion de l'ancienne RDA par le Quatrième Reich de l'impérialisme allemand, Workers Power s'est mis du côté de la contre-révolution à chaque moment crucial. L'année suivante, il soutint le mouvement nationaliste antisoviétique, infesté de fascistes, en Lituanie, et fut pris en flagrant délit de collaboration avec des fascistes russes dans le sponsoring d'une tournée de meetings "syndicaux" par un certain Iouri Boutchenko » (« Chickens Come Home to Roost Over Balkan Betrayal » [Retour de manivelle après la trahison dans les Balkans], *Australasian Spartacist* n° 157, été 1995-96).

Aujourd'hui, WP est particulièrement susceptible sur la question de Solidarność en Pologne. Usant d'un mensonge anti-communiste qui aurait pu tout aussi bien émaner de la bande des « syndicats libres » en service à l'ASIS [Services secrets australiens] ou d'un des syndicats-maison de la CIA, WP affirme que nous « soutenions le meurtre des ouvriers polonais par les staliniens en 1981. » D'après l'éclairage de WP, l'opposition à ce « syndicat » restaurationniste capitaliste (le préféré de la CIA, du pape, de Ronald Reagan, de Margaret Thatcher et du ministre travailliste australien de l'époque, Bob Hawke) ne pouvait être que stalinienne. Reconnaisant que tous les « courants dominants » dans Solidarność cherchaient la restauration du capitalisme, WP concluait que cela ne voulait pas dire que « nous ne sommes pas en solidarité avec Solidarność. »

A son congrès de 1981, il était clair que Solidarność s'était consolidé autour d'un programme de réaction cléricale et de restauration capitaliste. Il reprenait les mots d'ordres inspirés par la CIA revendiquant des « élections libres » et des « syndicats libres ». Nous, spartacistes, avons dit que ce syndicat-maison au service du Vatican, de la CIA et des banquiers occidentaux se mettait désormais en concurrence ouverte pour le pouvoir basé sur un programme de restauration capitaliste. Nous disions franchement : « Si les staliniens du Kremlin, à leur manière nécessairement brutale et stupide, interviennent militairement pour l'arrêter, nous soutiendrons cette action. Et nous en prenons à l'avance la responsabilité ; quelles que soient les stupidités et atrocités qu'ils commettront, nous ne flancherons pas devant la nécessité de défendre l'écrasement de la contre-révolution de Solidarité » (*Le Bolchévik*, n° 28, octobre 1981).

Tout en étant militairement aux côtés du gouvernement polonais pour contre-carrer les visées de Solidarność pour le pouvoir, nous avons dit que la répression stalinienne ne ferait que retarder le jour du jugement, car Solidarność aurait à être écrasé politiquement au sein de la classe ouvrière. Ainsi notre appel à stopper la contre-révolution de Solidarność était indissolublement lié à la nécessité de forger un parti trotskyste qui pouvait

diriger une révolution politique prolétarienne qui balaierait la bureaucratie stalinienne polonaise. WP est tellement déformé par les pressions qu'exerce la société bourgeoise qu'il crie au meurtre devant notre défense des tanks soviétiques qui n'ont jamais été envoyés en Pologne, alors qu'il a acclamé la contre-révolution d'Eltsine qui a fait de la vie des ouvriers et spécialement des femmes dans l'ancienne Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est un enfer réel - chute dramatique de l'espérance de vie, augmentation des pogroms et des guerres fratricides intercommunautaires, remise en cause du droit à l'avortement.

Le confusionnisme centriste et le récidivisme cliffiste

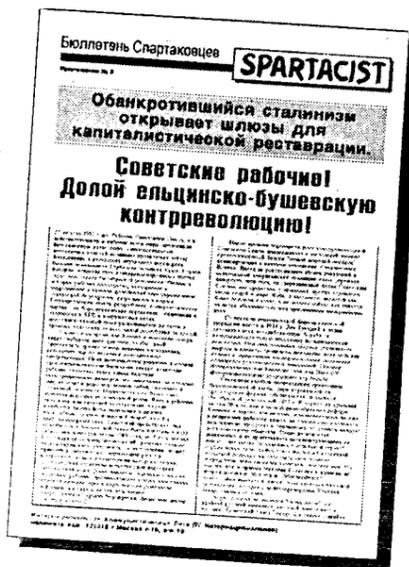
WP est né en Grande-Bretagne d'une scission, intervenue en 1975, de l'organisation violemment antisoviétique de Tony Cliff appelée International Socialists (l'actuel Socialist Workers Party). Nés de la capitulation devant la guerre génocidaire des impérialistes contre la Corée du Nord, les Cliffistes donnaient à l'Union soviétique l'étiquette de « capitaliste d'Etat » pour nier toute base pour la défendre. En 1980, un mois après l'intervention soviétique en Afghanistan, WP rejeta le « capitalisme d'Etat » et caractérisa l'URSS d'Etat ouvrier dégénéré, ce qui était un pas à gauche. WP a donné un exemple classique de ce que Trotsky a appelé « la confusion cristallisée » du centrisme, en écrivant que « nous nous opposons à l'invasion de l'Afghanistan » tout en opinant que ce serait « tactiquement erroné pour les révolutionnaires [...] d'exiger le retrait immédiat des troupes soviétiques. »

Après une décennie d'anti-communisme de Guerre froide, et particulièrement dans la période actuelle de triomphalisme bourgeois à propos de la « mort du communisme », WP s'est déplacé de plus en plus vers la droite. En saluant « la fin de décennies de dictature stalinienne », leur déclaration affirmant que « tous les révolutionnaires authentiques se réjouissent de la chute de ces monstruosité bureaucratiques et totalitaires » va de pair avec l'exultation obscène du SWP selon lequel « Le communisme s'est effondré [...]. C'est un fait qui devrait réjouir tout socialiste » (*Socialist Worker* [Grande-Bretagne], 31 août 1991).

Dans l'esprit de son héritage cliffiste, le congrès de la LICR en août a examiné la question de « la nature de la forme d'Etat dans les Etats ouvriers dégénérés » y compris « la question de savoir si la machine étatique a été écrasée, dans le sens marxiste du terme, au cours du renversement du capitalisme en Europe de l'Est, en Chine, en Indochine et à Cuba après la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que la question liée à celle-là de savoir s'il était nécessaire que la machine étatique soit écrasée pour que le capitalisme soit restauré dans la période post-1989. » En un mot, leur réponse est « Non. »



Eltsine sur les barricades de la contre-révolution, en août 1991 (à gauche). Le tract de la LCI proclamait : « Ouvriers soviétiques, repoussez la contre-révolution de Bush-Eltsine ! » Les partisans de la LCI ont porté le drapeau de la IV^e Internationale trotskyste dans la manifestation pour la Journée de la Révolution à Moscou en novembre 1991.



WP reconnaît que Cuba, la Chine et la Yougoslavie sont devenus des Etats ouvriers. Néanmoins la position que WP défend depuis longtemps est que « Castro et Cie, comme Mao et Tito avant eux, ont réalisé un renversement contre-révolutionnaire du capitalisme » (*Trotskyist International*, été 1988). WP est si imbu de l'horreur social-démocrate de sa propre bourgeoisie clamant à cor et à cri le « totalitarisme » communiste qu'il prétend risiblement que tous les renversements de capitalisme effectués depuis la Révolution russe ont été « contre-révolutionnaires ». Mais que peut signifier un renversement contre-révolutionnaire du capitalisme – si ce n'est peut-être un retour vers le féodalisme.

Il y a deux ans, le refus de WP de prendre position pour la défense militaire des Serbes bosniaques soumis à un bombardement massif par l'OTAN, a fait voler en éclats la LICR et la majorité de son groupe néo-zélandais alors que l'entière de leurs membres latino-américains faisaient scission et la quittaient. Révélant un schisme politique continuels Workers Power rapporte qu'« au quatrième congrès, la position anciennement minoritaire a acquis une étroite majorité. Le congrès a adopté la position que les renversements bureaucratiques stalinien ont eu lieu sans l'écrasement de la forme bourgeoise d'appareil d'Etat. » Cela signifie-t-il que le capitalisme n'a pas réellement été détruit en Europe de l'Est, à Cuba, etc. (position de Cliff) ? Ou bien cela signifie-t-il que le capitalisme peut être renversé sans écraser « la forme bourgeoise de l'Etat » – renonciation ouverte au léninisme (position de Karl Kautsky) ?

S'adressant spécifiquement au social-démocrate allemand Kautsky, qui s'opposait à la révolution prolétarienne, Lénine a dit que « le prolétariat ne peut pas se contenter de conquérir le pouvoir d'Etat (en ce sens que le vieil appareil d'Etat ne doit pas passer simplement en d'autres mains), mais qu'il doit briser, démolir cet appareil et le remplacer par un nouveau » (*l'Etat et la Révolution*). En affirmant que les Etats ouvriers pourraient être instaurés sans briser « la forme bourgeoise de l'appareil d'Etat », les kautskystes modernes qui sont dans Workers Power révèlent leur vrai programme – pousser les partis sociaux-démocrates comme le Parti travailliste australien (ALP) à se débarrasser du capitalisme.

En effet, le soutien stalinophobe de WP à toutes sortes de rebuts contre-révolutionnaires dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est est le reflet et la

Qui paie les violons choisit la musique

L'article suivant est traduit de Spartakist n° 130 (décembre 1997-janvier 1998), journal du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, section allemande de la LCI.

Pour les marxistes, qui comprennent que l'Etat bourgeois doit être détruit par une révolution socialiste, la lutte pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier est une question de principe. C'est exactement pour cette raison que nous n'acceptons aucun soutien financier de l'Etat capitaliste. Ceci n'est pas le cas de la « Ligue pour une internationale communiste révolutionnaire » (LICR) et sa section autrichienne ArbeiterInnenstandpunkt (AST, Point de vue ouvrier; en Allemagne Gruppe Arbeitermacht [GAM, Groupe Pouvoir Ouvrier]). L'Alliance viennoise de publications alternatives a édité une

documentation sur Internet d'après laquelle le bimensuel ArbeiterInnenstandpunkt ainsi que la revue théorique en allemand de la LICR Revolutionärer Marxismus, sont subventionnés par l'Etat autrichien ! Quand nous avons confronté un membre d'AST à l'université de Vienne là-dessus durant notre campagne d'abonnement de cette année, il a fièrement confirmé avoir reçu de l'argent de l'Etat.

En novembre 1996, le SPÖ social-démocrate autrichien avait empêché avec succès une tentative de son partenaire de coalition chrétien-démocrate ÖVP d'annuler la subvention des publications de l'AST/GAM et autres journaux « de la gauche alternative » comme n'étant pas « digne d'un soutien ». Le SPÖ tient les rênes du gouvernement depuis des décennies : celui qui paie les violons choisit la musique.

capitulation devant la social-démocratie pro-impérialiste, qui depuis 1917 a cherché à détruire la révolution d'Octobre. De l'Australie à l'Europe, partout où les partis sociaux-démocrates mettent en œuvre l'offensive capitaliste, on trouve Workers Power derrière eux. En Grande-Bretagne, ils ont soutenu le Parti travailliste de Tony Blair et aux élections françaises en mai dernier, ils ont appelé ouvertement à voter pour l'alliance de collaboration de classes entre le Parti socialiste, le Parti communiste et diverses formations bourgeoises – un front populaire. En Australie, WP appuie l'emprise du Parti travailliste raciste sur les luttes des exploités et des opprimés, en prétendant que les illusions des ouvriers dans l'ALP ne peuvent « être détruites qu'en mettant les travaillistes à l'épreuve du pouvoir », c'est-à-dire, voter travailliste à tout prix.

En fin de compte, l'antisoviétisme de WP exprime son acceptation sur parole des « titres démocratiques » de sa « propre » bourgeoisie. En effet, ils sont profondément imbus des valeurs de la classe dirigeante australienne, notamment son profond chauvinisme anti-femmes. Au cours d'une grande manifestation ouvrière le 12 novembre à Melbourne, un

dirigeant de Workers Power dénommé Lloyd a réagi par d'infâmes épithètes misogynes à un débat politique soulevé à propos de leur position sur l'ex-Union soviétique et sur leur travaillisme, traitant par deux fois nos camarades de « s... ». Cela est une illustration que la direction de Workers Power usera des moyens les plus grotesques pour tracer une ligne de sang afin d'empêcher toute discussion politique. Nous ne tomberons pas dans ce piège – nous continuerons à mener des débats politiques ouverts parce que c'est par le choc des opinions et la mise à l'épreuve, dans l'action, de programmes concurrents que les partis léninistes se forgent.

Workers Power est une fausse organisation trotskyste qui nie en pratique la nécessité de construire un parti révolutionnaire d'avant-garde pour amener à la classe ouvrière l'authentique conscience de classe – la compréhension que sa mission historique est de prendre le pouvoir d'Etat en son propre nom. WP nie idiotement les effets dévastateurs de la destruction de l'Etat ouvrier soviétique en disant que « les pires effets contre-révolutionnaires de ces défaites ont déjà été vécus dans la précédente période, et ne sont pas devant ». C'est facile à dire pour

L'AST devait recevoir du gouvernement pas moins de 135 000 schillings autrichiens (66 000 francs) pour l'année fiscale 1996. Avec l'Etat autrichien corrompu comme payeur, qui s'étonnerait que la première page actuelle d'AST sur les élections présidentielles soit : « Ne pas se dégonfler : le SPÖ doit avoir un candidat ! »

Il y a deux ans, le SPÖ a introduit les lois racistes sur l'immigration les plus draconiennes en Europe, fournissant ainsi au FPÖ nazi de Haider des adeptes en masse. Faisant écho au SPÖ, l'AST et le GAM enjolivent ce dangereux führer fasciste en le qualifiant de « populiste de droite », de même qu'ils ont déjà dans les années 80 blanchi le criminel de guerre nazi et ancien président autrichien Kurt Waldheim.

La ligne de partage entre les révolutionnaires et les réformistes est leur attitude vis-à-vis de l'Etat bourgeois. En acceptant de l'argent du gouvernement, la section autrichienne de la LICR singe la social-démocratie réformiste, dont le programme et la pratique consistent à administrer l'Etat capitaliste dans l'intérêt de la bourgeoisie.

eux, confortablement assis en Occident !

Au contraire, nous autres de la LCI reconnaissons que nous sommes dans une nouvelle période de l'histoire mondiale, une période conditionnée par des défaites colossales pour le prolétariat. Comme Léon Trotsky l'a écrit dans son article de 1937, « Bolchévisme contre Stalinisme » : « Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par ce reflux : elle doit aller contre le courant. Si un rapport de forces défavorable ne permet pas de conserver des positions politiques précédemment conquises, elle doit au moins se maintenir sur les positions idéologiques car c'est en effet en elles que se concentre l'expérience chèrement payée du passé. Une telle politique passera sans doute pour du "sectarisme" aux yeux des sots. En réalité, elle est l'unique moyen de préparer un nouveau bond en avant gigantesque avec le prochain flux historique. »

Les membres de Workers Power qui cherchent la clarté marxiste et une perspective révolutionnaire pour aller de l'avant, le combat pour de nouvelles révolutions d'Octobre, feraient bien d'entreprendre une sérieuse investigation de la politique trotskyste de la Ligue communiste internationale. ■

Irak...

Suite de la page 11

impérialistes, du fait de leur soutien politique au gouvernement capitaliste de front populaire de Jospin/Gayssot. Ainsi le PCF qui, à longueur d'articles dans *l'Humanité* témoigne de son soutien intégral à la position de sa propre bourgeoisie. Par exemple le 18 février, dans son éditorial, le PCF déclare que « La France joue, jusqu'à présent, par la voix du président de la République [...] et par celle du gouvernement, un rôle bénéfique ». Et un incident survenu vendredi 20 février au cours d'une manifestation à Paris appelée par le « Forum irakien en France » illustre la détermination servile du PCF à soutenir son propre impérialisme : ces crétiens hypocrites sont en train de s'aligner avec l'impérialisme rapace et ses fauteurs de guerre en casques bleus que sont les « gardiens de la paix » des Nations Unies, pour « donner une chance à la paix » en Irak. Mais en même temps, le dirigeant du PCF Roland Wlos attaque sauvagement les vrais communistes dans les rues de Paris. Wlos, rendu furieux par notre pancarte qui dénonçait « A bas le gouvernement raciste Jospin/Gayssot/Chevènement ! Asile pour les Kurdes ! », s'est précipité et l'a déchirée. Bien sûr, nous n'allons pas demander

« des sanctions » à la bourgeoisie contre un homme « violent » et « fou » comme Roland Wlos, mais en tant que trotskystes révolutionnaires, nous condamnons et nous opposerons à la syphilis qu'est la violence stalinienne dans le mouvement ouvrier en nous battant pour le débat politique ouvert dans la gauche.

Des nationalistes irakiens présents soutenaient cette censure car eux aussi voient en Jospin/Gayssot leurs alliés contre l'impérialisme US. Mais, lorsqu'en décembre dernier 900 Kurdes du nord de l'Irak et de la Turquie ont essayé de fuir les attaques du régime turc en tentant de trouver refuge en Italie, des contingents massifs de CRS ont été envoyés par ce gouvernement de front populaire pour leur fermer la porte de la France au nez. La LCI a alors diffusé une déclaration publique exigeant « Droit d'asile pour les Kurdes et tous les réfugiés de la terreur réactionnaire ! A bas la "forteresse Europe" raciste ». La défense de l'Irak signifie concrètement en France une lutte intransigeante contre notre propre gouvernement. Nous luttons pour une révolution ouvrière socialiste et sommes engagés à construire le parti léniniste pour la diriger.

En dénonçant auprès des manifestants, le 20 février, cette censure par le PCF pour le compte du gouvernement capita-

liste nous avons aussi avancé le programme de la révolution permanente en opposition à la direction de la manifestation qui prétendait exiger « la démocratie et les droits de l'Homme en Irak ». Nous comprenons qu'en Irak les tâches démocratiques ne peuvent être résolues que par le prolétariat irakien se hissant au pouvoir en son nom propre sous la direction d'un parti révolutionnaire, ce qui signifie de chasser le régime irakien et Saddam Hussein, responsables d'une répression sauvage contre la classe ouvrière, les organisations de gauche, les Kurdes et les autres minorités. Nécessairement internationaliste, cette révolution devra s'étendre aux autres pays de la région ainsi qu'aux métropoles des pays capitalistes avancés. **A bas les cheikhs, les colonels, les dictateurs et les dirigeants sionistes ! Pour une république socialiste du Kurdistan unifié ! Pour une Fédération socialiste du Moyen-Orient !**

Quant aux organisations pseudo-trotskystes en France, elles s'illustrent toutes par le refus de défendre l'Irak. Voix des travailleurs (VdT), vient de publier un article en première page de son journal (« Bras de fer des USA contre l'Irak : la bourgeoisie américaine contre les peuples et sa propre classe ouvrière », *VdT* n° 28, 5 février) dans lequel elle a réussi le tour de force de ne pas dire un mot sur la

France ! C'est si facile de débâter contre le grand méchant américain et de la fermer sur son propre impérialisme ! Pas étonnant sachant que ces gens-là ont effectivement voté, aux législatives de 1997 dans la ville du Havre, pour le PCF, une des composantes du front populaire. Lutte ouvrière (LO) appelle à être « solidaires » avec le peuple irakien ; et elle va même jusqu'à désigner Jospin comme « allié et complice » de l'impérialisme américain (*LO*, 30 janvier), mais c'est contre les menées des dirigeants... « américains » que LO appelle dans son numéro du 20 février ! Normal pour une organisation qui a contribué, par son vote, à mettre au pouvoir le front populaire (partout où le Front national était présent au deuxième tour). Quant à la fraction minoritaire au sein de LO, elle est sur ce point comme sur les autres indiscernable de la majorité : la minorité s'inquiète que « L'impérialisme américain s'impose [...] aux puissances impérialistes de seconde zone » (*LO*, 20 février).

Nous, trotskystes, qui n'avons jamais appelé à voter pour ce gouvernement, disons : **L'ennemi principal est dans notre propre pays ! Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste ! Impérialistes/ONU hors du Golfe arabo-persique ! Rompez avec le front populaire raciste de Jospin-Gayssot-Chevènement !**

Algérie...

Suite de la page 20

entraînant les femmes, les paysans sans terre, les ouvriers agricoles, les masses de jeunes chômeurs, doit renverser le régime APN/FLN et balayer le FIS réactionnaire» (*le Bolchévique* n° 112, juillet-août 1991).

Les ouvriers algériens et la révolution permanente

En comparant la brutalité du conflit actuel en Algérie avec ce qui s'est passé dans la Guerre d'indépendance de 1954-62, les idéologues de l'impérialisme français cherchent à tirer un trait d'égalité entre la guerre civile sordide qui oppose les despotes militaires aux réactionnaires islamistes avec la lutte héroïque du peuple algérien contre le colonialisme français. Ceci pue l'arrogance d'une puissance impérialiste encore piquée au vif par sa défaite humiliante infligée par ses anciens esclaves coloniaux. Depuis la première opération militaire du FLN en novembre 1954, il a fallu plus de sept ans aux masses algériennes, et au prix de plus d'un million de morts, pour chasser le gouvernement colonial de leur pays. Cependant, quand l'indépendance a été finalement acquise en 1962, elle a mis au pouvoir le FLN nationaliste-bourgeois, qui était engagé à maintenir le capitalisme et qui aspirait à être la nouvelle classe dirigeante s'imposant à son « propre » peuple.

Une fois au pouvoir, le FLN a agi en tant que serviteur des intérêts impérialistes, prêchant le « socialisme du tiers-monde » tout en imposant un régime militaire de fer aux ouvriers et paysans. Vers la fin des années 80, le FLN avait perdu l'autorité qu'il avait acquise en dirigeant la guerre contre l'impérialisme français. A l'automne 1988, une grève des ouvriers de l'industrie dans la banlieue d'Alger déclencha des révoltes de jeunes dans la capitale et dans d'autres villes. Les troupes militaires tirèrent sur des centaines de manifestants. Les intégristes profitèrent du désespoir des masses plébéiennes pour se présenter comme l'alternative « radicale » à la « Doula » (Etat) brutale et corrompue. Quand le FIS remporta haut la main le premier tour des élections législatives de décembre 1991, l'armée est sortie pour établir un régime ouvertement militaire, mettant de côté le FLN, qui est aujourd'hui l'ombre de ce qu'il était. En réponse à la pression impérialiste pour « légitimer » le régime, les militaires ont reconstitué un gouvernement « civil » ces dernières années à travers une série d'élections et de plébiscites truqués.

La seule force sociale qui a la puissance de diriger les paysans pauvres, les jeunes chômeurs, les femmes et tous les opprimés dans un assaut révolutionnaire

contre l'ordre capitaliste est le prolétariat. Après l'indépendance, le pays a bâti un secteur industriel moderne assez considérable, en utilisant les revenus pétroliers pour importer des usines entières. Ceci a créé un prolétariat industriel dans les industries lourde et légère et dans le transport, qui - avec les ouvriers du pétrole et du gaz - a une puissance sociale qui dépasse de loin son poids numérique. La classe ouvrière organisée a été une cible privilégiée des assassins intégristes. Si la presse bourgeoise met en relief les assassinats d'un grand nombre de journalistes et d'autres personnalités connues, à peu près 400 militants syndicaux ont été assassinés, de même que des dizaines de militants de gauche.

Depuis l'indépendance, les ouvriers algériens sont ligotés par la direction corporatiste de l'UGTA, fédération syndicale directement liée au régime et qui a été la base principale d'organisation du parti de Zeroual, le Rassemblement national démocratique, au début de 1997. L'UGTA a été créée par des dirigeants syndicaux pro-FLN lors d'une scission en Algérie en février 1956 de la CGT dominée par les stalinien, dont la direction rejetait le combat pour l'indépendance nationale. Avec le FLN, l'UGTA a appelé à plusieurs grèves puissantes, y compris une grève générale en juillet 1956. Ecrasée pendant la répression sauvage de la Bataille d'Alger en 1957, la fédération

Le Président Zeroual (à gauche) et le dirigeant du FIS Abassi Madani. La libération, en juillet 1997, de l'intégriste islamique emprisonné faisait partie d'une tentative de négociation d'un accord.



Economist



La Repubblica

syndicale n'a été reconstituée qu'à la fin de la guerre. Quand le FLN est arrivé au pouvoir en 1962, il a purgé la direction de l'UGTA, interdit les grèves pour les travailleurs du secteur public et imposé une poigne de fer à la classe ouvrière organisée.

Les stalinien algériens ont contribué directement à cela, en travaillant, après l'indépendance, comme propagandistes, administrateurs et bureaucrates de l'UGTA, dans l'appareil du FLN même si leur organisation, le PAGES (Parti de l'avant-garde socialiste), était semi-clandestin. Le PAGES a succédé au Parti communiste algérien qui, s'étant liquidé dans le FLN en 1956, a été interdit dès que le FLN est arrivé au pouvoir. Le PAGES s'est dissout en janvier 1993, à la



Rais, le 29 août, un des nombreux massacres attribués au GIA. Les survivants ont accusé le gouvernement de complicité.

suite de l'effondrement de l'Union soviétique, en laissant ses rejets Ettahaddi et le PADS, qui soutiennent tous les deux les éradicateurs. Ces groupes justifient leur méprisable bloc avec les tortionnaires de l'armée en faisant appel au mythe stalinien/menchévique de la « révolution par étapes », qualifiant les anti-FIS purs et durs du régime d'aile « progressiste » de la bourgeoisie algérienne.

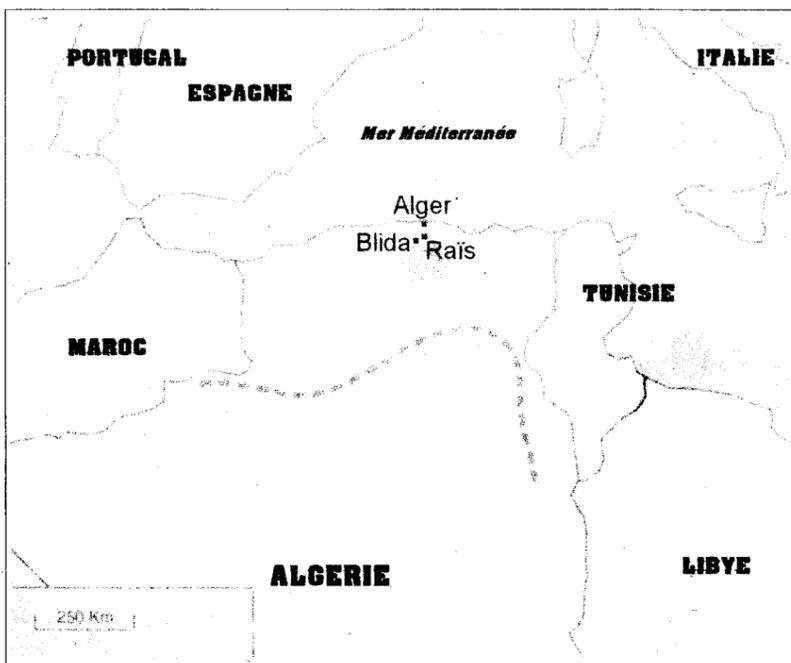
Malgré leur direction corporatiste, les ouvriers algériens ont manifesté sans cesse leur combativité, même dans les

grés sans-papiers dans la CGT, dirigée par les communistes. Cependant, les rassemblements du PCF sont en fait en « solidarité » avec le soutien par l'impérialisme français du régime sanguinaire de Zeroual, comme il s'est aligné exactement derrière sa « propre » bourgeoisie dans les années 1950 en refusant de lutter pour l'indépendance de l'Algérie (voir « Papon, Vichy et l'Algérie », page 18). Et son intérêt pour les ouvriers immigrés est démenti par sa participation - côte à côte avec l'ultra-chauvin Jean-Pierre Chevènement - dans le gouvernement Jospin. Comme dans toute l'Europe de l'Ouest, la France - que ce soit sous l'ancien gouvernement de droite de Juppé ou maintenant sous le « socialiste » Jospin - resserre les barrières racistes contre l'immigration et déporte immigrés et demandeurs d'asile, faisant des ouvriers maghrébins les boucs-émissaires du chômage croissant.

Les réformistes du PCF ne s'opposent ni à faire des immigrés des boucs-émissaires ni à la répression contre eux, mais veulent simplement que cela soit fait de manière plus « humaine ». Tout en ayant du bout des lèvres une rhétorique socialiste, le PCF agite le drapeau tricolore de l'impérialisme français, en lançant les appels protectionnistes au « producteurs français » et exigeant la fermeture des frontières à l'immigration. Pendant la vague de grèves de décembre 1995, les directions du PCF et de la CGT ont aidé à faire en sorte que les grèves ne s'étendent pas au secteur privé, avec son importante main-d'œuvre maghrébine, mais restent limitées aux travailleurs du secteur public qui, de par la loi, doivent être des citoyens français. Au nom de la « laïcité », le PCF - rejoint par les pseudo-trotskystes de Lutte ouvrière - a soutenu l'exclusion raciste par le gouvernement des filles musulmanes des lycées pour le port du *hidjeb*, le foulard islamique. Loin de « lutter contre l'intégrisme », de telles mesures renforcent les diatribes des fascistes contre « l'influence étrangère » et poussent les Maghrébins encore plus dans le ghetto des intégristes.

La lutte contre les intégristes islamistes et l'oppression capitaliste en Algérie est intimement liée à la lutte contre la terreur raciste en Europe. La montée de l'intégrisme islamiste en Algérie est en train d'être utilisée comme prétexte pour intensifier la répression raciste contre l'immense minorité maghrébine en France. En tant que partie intégrante de la lutte pour forger un parti d'avant-garde multi-ethnique pour exproprier la bourgeoisie française raciste, la LTF exige: « Stoppez les déportations! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés! » La LTF appelle les travailleurs des chemins de fer et des aéroports à utiliser leur puissance pour arrêter les expulsions d'immigrés de France.

L'Algérie est une confirmation classique - par la négative - de l'exactitude de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky, qui a été prouvée par l'expérience de la Révolution bolchévique de 1917. Trotsky a expliqué que dans les pays économiquement arriérés, la faible



Carte Workers Vanguard

Les récents massacres se concentrent dans le « Triangle de la mort » au sud d'Alger. La région, située au-dessous de la ligne hachurée, riche en pétrole et en gaz naturel, est devenue un protectorat virtuel de l'impérialisme.

bourgeoisie nationale - reliée par un millier de ficelles à l'impérialisme et apeurée devant sa « propre » classe ouvrière - est incapable de réaliser les buts des révolutions bourgeoises classiques telles que la Révolution française de 1789. Il a écrit que « la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes » (*la Révolution permanente* [1930]). La libération véritable des pays coloniaux et semi-coloniaux ne peut être réalisée qu'à travers le renversement du capitalisme par la révolution socialiste. Pour éviter qu'elle soit étranglée par l'arriération, la pauvreté et l'intervention impérialiste, cette lutte doit nécessairement être reliée à la lutte pour la révolution prolétarienne au cœur des métropoles impérialistes.

Impérialisme, nationalisme et intégrisme islamiste

Depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, les pays semi-coloniaux comme l'Algérie, qui, auparavant, pouvaient souvent manœuvrer entre Washington et Moscou, sont maintenant impitoyablement écrasés par l'état de l'exploitation impérialiste. Au cours des quelques dernières années, le sud algérien a été pratiquement transformé en un quasi protectorat des conglomérats internationaux du pétrole et du gaz - spécialement américains et britanniques - qui ont inondé de milliards de dollars le Sahara algérien, une région auparavant dominée par les entreprises françaises. Toute la région a été déclarée « zone d'exclusion » dont l'accès est interdit aux citoyens algériens sans laissez-passer spéciaux. Il y a partout des pa-



Les dirigeants du FLN Ahmed Ben Bella (à gauche) et Houari Boumediène. Après avoir pris le pouvoir, les nationalistes bourgeois ont entrepris de réprimer les travailleurs, les paysans, les femmes et les minorités ethniques.

trouilles militaires, des barrages et des hélicoptères, et un aéroport international avec annexes entouré de barbelés est réservé aux magnats étrangers du pétrole. La création de cette zone rappelle la tentative du président français Charles de Gaulle de détacher le « pays utile » riche en pétrole pendant la Guerre d'Algérie pour éviter de céder une souveraineté complète au peuple algérien. Après avoir été mis en échec par la lutte héroïque d'indépendance, maintenant ce plan colonialiste est en train de devenir réalité.

Comme le nationalisme bourgeois de l'élite dirigeante s'est manifestement avéré banqueroutier, les réactionnaires du FIS se nourrissent du désespoir et de la frustration alimentés par la crise économique profonde qui ravage le pays, un phénomène visible dans une grande partie du Maghreb et du Proche-Orient. Comme nous l'avons écrit dans l'article « Socialisme international et le voile : Les sociaux-démocrates du « troisième camp » à la traîne des islamistes », (*le Bolchévique* n° 132, mars-avril 1995) : « Bien qu'elle se tourne vers le passé, la vague intégriste islamique est une réponse aux conditions d'oppression de la fin du XX^e siècle. Son essor actuel comme mouvement de masse est le reflet réactionnaire à la fois de

l'absence d'alternative communiste et de l'impasse manifeste du nationalisme. »

Alors que la bourgeoisie américaine pousse hypocritement des cris à propos des « terroristes » islamistes pour justifier des interventions à l'étranger et la répression intérieure, elle a parrainé de nombreux mouvements intégristes dans sa croisade pour détruire l'Union soviétique. Au moment le plus chaud de la Guerre froide dans les années 1950, John Foster Dulles, alors secrétaire d'Etat, a proclamé : « Les religions de l'Orient sont profondément enracinées et ont beaucoup de valeurs précieuses. Leurs croyances spirituelles ne peuvent pas être réconciliées avec l'athéisme et le matérialisme communistes. Ceci crée des liens communs avec nous, et notre tâche est de les trouver et de les développer » (cité dans Paul Barran, « The Political Economy of Growth » [L'économie politique de la croissance], 1957). Après avoir encouragé un bain de sang anticommuniste en Indonésie en 1965, dans lequel les intégristes islamistes ont joué un rôle de premier plan, c'est en Afghanistan, à la suite de l'intervention militaire de l'URSS vers la fin 1979 que les Etats-Unis ont ultérieurement développé de plus près ce « lien » dans leur offensive pour tuer les soldats soviétiques. Le GIA algérien, comme beaucoup d'organisations intégristes dans d'autres pays, a été créé par des vétérans de la « guerre sainte » de la CIA en Afghanistan, où les coupe-jarrets *moudjahidin* ont massacré des enseignants pour le « crime » d'apprendre à lire aux jeunes filles.

Les Etats-Unis ont aussi maintenu des contacts étroits avec les intégristes algériens eux-mêmes. En 1994, le FIS a donné à la CIA des garanties écrites que les contrats de pétrole et de gaz seraient respectés s'il arrivait au pouvoir. L'année dernière, un rapport de la Rand Corporation, mandaté par l'armée américaine, intitulé : « Algeria: The Next Fundamentalist State » [L'Algérie: le prochain Etat islamiste] assurait les dirigeants américains que si le FIS arrivait au pouvoir il « accueillerait vraisemblablement à bras ouverts les investissements américains privés et entretiendrait des rapports commerciaux étroits avec les Etats-Unis » (*CounterPunch*, 1^{er} novembre 1997). Plus récemment, le très bien informé *Middle East Economic Digest* (19 septembre 1997) a publié un article de première page intitulé « Hope: Amid the Misery, Investors Return to Algeria » [L'espoir: au milieu de la misère, les investisseurs retournent en Algérie], qui parlait des nombreux projets d'investissement envisagés par les firmes impérialistes - en attendant une « résolution » de la guerre civile.

Faisant écho aux impérialistes, les sociaux-démocrates abjects du PT lambertiste, dont les cadres en France sont aujourd'hui partie intégrante de la bureaucratie syndicale pro-socialiste, poussent pour un accord avec le FIS. Le PT algérien s'est orienté vers un bloc avec le FIS dès 1991, quand il a soutenu de façon criminelle un appel du FIS à la « grève générale », dans sa première confrontation importante avec le régime. En janvier 1995, le PT a signé une plate-forme commune avec le FIS et plusieurs partis bourgeois et islamistes « modérés », appelant à la « réconciliation » et à des « élections libres et pluralistes ». Ces « socialistes » pro-islamistes ont été récompensés pour leurs services lors de la farce électorale du mois de juin dernier, où la dirigeante du PT, Louisa Hanoune, et trois de ses partisans ont gagné des sièges au parlement avec le soutien en sous-main du FIS, qui a appelé pour un vote « pour les candidats qui sont en faveur de la paix et qui ne sont pas complices des putschistes » (*le Monde*, 11 mai 1997).

Il faut mobiliser le prolétariat pour défendre les femmes et les Berbères !

Parmi les victimes d'une victoire islamiste, les principales seront les femmes



Enorme protestation pro-indépendance, à Alger, en décembre 1960. Les manifestants brandissent les drapeaux interdits du FLN pour défier le colonialisme français.

algériennes. Beaucoup de jeunes élèves filles qui ont refusé de mettre le voile ont déjà été abattues dans les rues ou ont été traînées hors des écoles pour être égorgées ensuite. Les femmes algériennes sont descendues à plusieurs reprises dans les rues en opposition à la menace intégriste. Près des deux tiers des 100 000 personnes qui ont participé à la manifestation anti-FIS de mars 1994 étaient des femmes. Malheureusement, les banderoles derrière lesquelles elles ont marché étaient celles des féministes bourgeoises, des ex-staliniennes et d'autres forces politiques qui soutiennent le régime militaire. Le combat pour les droits des femmes exige une lutte intransigeante non seulement contre les réactionnaires théocratiques mais aussi contre le régime nationaliste-bourgeois.

Une fois arrivé au pouvoir, le FLN a immédiatement démobilisé les milliers de femmes qui avaient combattu courageusement contre le colonialisme français, en ricanant que : « Notre socialisme repose sur les piliers de l'islam et non pas sur l'émancipation des femmes avec leur maquillage, leurs coiffures et cosmétiques, qui génèrent des passions déchaînées nuisibles à l'humanité ». Pendant des années, le FLN a gardé dans ses rangs le dirigeant actuel du FIS Abassi Madani, même lorsqu'il était dirigeant du groupe intégriste El Quyam (Les valeurs) vers la fin des années 60, dont les membres jetaient du vitriol sur le visage des femmes qui portaient des jupes courtes. En 1984, le régime du FLN a imposé un « Code de la famille » institutionnalisant les diktats anti-femmes de la *Chariaa* (loi islamique), interdisant le mariage avec des hommes non musulmans, autorisant la polygamie, rendant le divorce presque impossible pour les femmes et les reléguant à un statut de mineures éternelles qui doivent « obéissance » à leur mari.

En fait, le régime nationaliste a aidé les intégristes à établir une base dans les universités algériennes dans les années 70 en recrutant un nombre important de Frères musulmans d'Egypte et d'ailleurs pour remplacer les enseignants francophones par des arabophones. Cela faisait partie de la campagne d'« arabisation forcée » dirigée particulièrement contre la minorité berbère du pays, concentrée principalement dans la région de Kabylie à l'est d'Alger et qui descend des peuples autochtones qui précédèrent l'occupation arabe de la région. Les Berbères ont joué un rôle exceptionnel dans le mouvement d'indépendance de l'Algérie, et consti-

tuaient une partie importante des cadres dirigeants du FLN jusqu'à la fin des années 1950. Mais l'unité potentielle entre Berbères et Arabes a été sapée par le programme nationaliste du FLN, qui a nécessairement favorisé le peuple arabe dominant. En 1963, le régime a écrasé une révolte régionale en Kabylie, faisant des centaines de victimes. En 1980, le régime a encore réprimé en Kabylie à la suite de l'explosion d'une quasi insurrection dans la région - le « printemps berbère » - après un assaut de la police contre les étudiants de l'université qui protestaient contre une interdiction par le gouvernement de l'enseignement de la langue et de la culture berbères.

Plus récemment, c'est en Kabylie qu'eut lieu la plus grande vague de manifestations anti-FIS qui a balayé l'Algérie il y a plusieurs années, y compris une série de grèves d'une journée et des manifestations de masse en 1994 contre la terreur islamique et pour la reconnaissance officielle du tamazight, la langue berbère. Cependant, les principaux partis basés en Kabylie, le Front des forces socialistes (FFS) bourgeois et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), jouent le rôle d'« opposition loyale » au régime. Le RCD est étroitement lié aux éradicateurs à la tête de l'armée, tandis que le FFS préconise une « réconciliation » avec le FIS.

Le PST, qui regroupe les partisans algériens du Secrétariat unifié, est accroché à la queue de ces forces bourgeoises. Comme le RCD et le FFS, le PST se limite à faire pression sur le régime pour faire du berbère une langue officielle. Les trotskystes appellent à une égalité complète entre toutes les langues utilisées en Algérie - l'arabe, le berbère et le français - mais nous défendons aussi de manière intransigeante le droit des Berbères à l'autodétermination. A ce stade, les différentes régions berbérophones n'ont pas consolidé une nation, même si cela peut arriver au cours d'une répression féroce si les intégristes imbus de chauvinisme arabe arrivent au pouvoir. Le fait que les antagonismes nationaux et ethniques n'ont pas disparu mais se sont aiguisés en quelque sorte sous le régime du FLN, malgré les prétentions des nationalistes de construire une société industrielle moderne, souligne la nécessité de renverser le capitalisme comme pré-condition à l'égalité nationale et au développement économique.

Le PST et le SU pablistes ont été des

Algérie...

Suite de la page 17

partisans loyaux des nationalistes algériens pendant des décennies. Le fondateur de cette tendance et alors son dirigeant, Michel Pablo, a réellement accepté un poste dans le premier gouvernement FLN sous Ahmed Ben Bella. Pablo a aidé à rédiger les décrets de 1963 sur « l'autogestion » qui mirent le holà aux occupations de masse des usines et des grandes propriétés agricoles qui ont secoué l'Algérie post-indépendante, en intégrant les comités ouvriers dans l'appareil d'Etat. Dans les dernières années, le PST s'est attaché centralement à faire pression sur les militaires sanguinaires pour qu'ils accordent une « démocratie » parlementaire, en axant son programme autour de l'appel à des « élections à la proportionnelle ». L'imbécillité complète d'un tel crétinisme parlementaire dans l'Algérie ravagée par la guerre est démontrée par le fait que de telles élections peuvent très bien conduire à une victoire intégriste.

La ligne politique du PST est une répudiation dans la pratique du programme trotskyste de la révolution permanente. Il n'est pas surprenant que ces suivistes s'opposent à toute perspective de mobiliser le prolétariat en lutte pour la défense des droits des Berbères et des femmes, et qu'au contraire ils se liquident dans différentes formations féministes pro-gouvernementales. Rejetant la politique antirévolutionnaire du PST, un groupe de cadres du PST créa, en 1992, la Tendance Plate-forme Trotskyste (TPT) pour lutter pour la perspective de la révolution permanente contre la collaboration de classes des pablistes. Après une étude plus approfondie et un débat programmatique, la TPT s'est déclarée en solidarité avec la Ligue communiste internationale. Plaçant la question de l'oppression des femmes au devant et au centre,

la TPT a déclaré dans son document de fondation de mars 1992: « Le combat pour la libération des femmes, libération qui se réalisera par la révolution, aura comme base la lutte contre toutes les discriminations sexuelles! Contre le voile! A travail égal, salaire égal! Avortement libre et gratuit pour toutes les femmes, y compris les mineures! Pour des crèches ouvertes 24 heures sur 24! »

La question femme en Algérie est stratégique et explosive. Pourtant une grande partie de la gauche – qui a épousé le nationalisme – ne soulève même pas la revendication élémentaire d'abroger le Code de la famille réactionnaire. Les ex-staliniens de Ettahaddi et du PADS appellent seulement à « réformer » cette loi, comme le fait le groupe autour d'*El Massira* (La marche), une scission récente du PST. Entre-temps, le PT lambertiste, qui est grotesquement aux basques du FIS, n'a pas dit un mot sur l'abrogation du Code de la famille dans sa plate-forme pour les élections de juin. La lutte pour l'égalité des sexes et l'égalité ethnique/nationale pose la nécessité d'une attaque contre la base même de l'ordre capitaliste. Sous la direction d'un parti bolchévique agissant en tribunal du peuple, le prolétariat révolutionnaire doit inscrire sur sa bannière la lutte contre la discrimination sexuelle, pour l'abolition du Code de la famille, et pour la séparation de la Mosquée et de l'Etat. Pour la libération des femmes par la révolution socialiste!

Pour la mobilisation indépendante du prolétariat

Exprimant la confiance suicidaire des pablistes dans le régime appuyé sur les militaires, le dirigeant du PST, Salhi Chawki, écarte toute idée d'un « plan machiavélique » impliquant une complicité de l'armée dans les derniers massacres et donne au gouvernement Zeroual



Benito/Sygnm

Les femmes ont été aux premières lignes des manifestations de masse anti-intégristes à Alger et dans d'autres villes en mars 1994.

un certificat de bonne conduite sans réserve: « Il semble que l'armée n'a pas eu de responsabilité dans les derniers massacres, comme l'ont soupçonné beaucoup de gens » (*International Viewpoint*, octobre 1997). Entre-temps, en France, les co-penseurs du PST dans la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, s'accrochent à la bourgeoisie française, en se joignant à l'appel pour une « commission d'enquête » décrite comme « le début de la fin pour les tueurs » (*Rouge*, 13 novembre 1997).

Comme feuille de vigne de gauche à son soutien aux militaires, le PST encourage les différents « groupes d'autodéfense » qui sont tolérés – ou directement mis en place – par le régime et qui servent de véhicule pour le ralliement des groupes politiques pro-gouvernementaux

au camp des généraux. Ainsi, Chawki prétend que « l'augmentation des structures d'autodéfense populaire est le seul acte de dignité civile qui puisse répondre adéquatement à l'horreur que confronte l'Algérie ». Rendant la ligne du PST plus explicite, *El Massira* (janvier 1997) appelle ouvertement les « officiers et les policiers à se placer au service du peuple, non pas le réprimer ».

Même si ces milices irrégulières expriment les besoins réels des villageois des campagnes de se défendre contre les attaques des intégristes, il reste que, même là où elles n'ont pas été créées initialement en collaboration avec l'armée et la police, elles ont vite été placées sous le contrôle total du gouvernement. Cela a été codifié dans les deux dernières années par une série de lois les mettant

Les staliniens français ont trahi la lutte d'indépendance de l'Algérie

Papon, Vichy et l'Algérie

En couvrant le procès en cours de l'ancien fonctionnaire français, Maurice Papon, accusé d'avoir organisé la déportation de Juifs vers Auschwitz sous le régime pro-nazi de Vichy pendant la Deuxième Guerre mondiale, la presse bourgeoise a soulevé ouvertement l'un des épisodes les plus sales de la guerre coloniale de la France contre le peuple algérien. Bien que Papon n'en soit pas maintenant accusé, en octobre 1961, alors Préfet de police, il a organisé le massacre de plus de 300 Algériens qui manifestaient dans les rues de Paris. Pendant plus de trois décennies, ce massacre a été couvert par un voile de secret officiel; ce n'est que dans les quelques dernières années que les médias bourgeois ont commencé à y faire référence. « La bourgeoisie française voudrait bien effacer le souvenir de ce crime abject », a écrit la Ligue trotskyste de France dans un article en 1983. « Mais la classe ouvrière n'oubliera pas ses martyrs » (*le Bolchévique* n° 42, octobre 1983).

Le 17 octobre 1961, les autorités françaises ont systématiquement organisé un pogrom anti-Algériens au cœur de Paris, massacré des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants qui participaient à une manifestation pacifique. Plusieurs ont été tués sur place, d'autres battus jusqu'à perdre conscience et jetés dans la Seine, ou exécutés de sang froid dans les commissariats de police ou encore lynchés sur des arbres dans le Bois de Vincennes. Plusieurs jours après le massacre, on repêchait encore des cadavres dans le fleuve. La version « officielle » disait que seules trois personnes (dont deux Algériens) avaient été tuées, mais des documents divulgués de la police nationale



L'Humanité

17 octobre 1961 : la police parisienne terrorise les immigrés algériens. Plus de 300 manifestants pro-indépendance seront assassinés.

mentionnaient le nombre de 140 morts. Le Front de libération nationale (FLN), après des enquêtes poussées pour identifier les victimes, a établi le nombre total à 327 morts et disparus.

Au milieu d'une série d'articles vantant la soi-disant lutte des staliniens contre la guerre colonialiste en Algérie, un article sur le massacre d'octobre 1961 est récemment paru dans *l'Humanité*, le journal du Parti communiste français (PCF), sous-entendant que le PCF a protesté activement contre le bain de sang. C'est un mensonge, et le PCF le sait. En fait, quand les manifestants algériens qui fuyaient l'attaque de la police ont cherché refuge au siège de *l'Humanité*, le portail leur a été fermé au nez.

Après le pogrom, aucune manifestation n'a été appelée par le PCF ou la CGT qu'il dirigeait. Les dirigeants staliniens n'ont pas rendu visite aux victimes algériennes blessées dans les hôpitaux ni aux familles endeuillées; ils n'ont pas mobilisé les ouvriers pour honorer les funérailles des victimes. Les seules grèves de protestation furent réduites à quelques arrêts de travail d'une demi-heure dispersés dans quelques usines. Le lendemain du massacre, les socialistes se sont précipités pour défendre Papon, en déclarant que « personne ne peut le blâmer » (cité dans *Territoires contemporains : Cahiers de l'IHC* n° 2, 1995). De leur côté, les représentants du PCF se sont assis à côté de Papon à la réunion du Conseil municipal

de Paris, une semaine après le massacre, appelant simplement et sans conviction à « des sanctions contre les responsables » (Michel Levine, *les Ratonnades d'octobre* [1985]). Des années plus tard, en dépit du grand nombre de militants syndicaux qui avaient disparu cette nuit-là, la CGT resservait toujours le mensonge des flics que seulement deux Algériens avaient été tués (Jean Bruhat et Marc Piolot, *Esquisse d'une histoire de la CGT (1895-1965)* [publication de la CGT, 1966])!

Le massacre a été précédé par des mois d'atrocités contre les ouvriers algériens par la police de Paris. Papon avait été transféré d'Algérie avec instruction de reproduire à Paris la torture de masse et les exécutions sommaires en usage dans la colonie. Selon des chiffres officiels, plus de 50 Algériens étaient tués par les flics en France chaque mois, et bien davantage étaient brutalisés dans les chambres de torture de la police. Il y avait un besoin criant d'une manifestation d'action unie par les ouvriers français et algériens contre la terreur raciste. Mais les dirigeants staliniens n'ont rien fait. Encouragé, Papon a ordonné un couvre-feu qui visait sélectivement les Algériens et qui, dans ses termes, était pratiquement identique à un décret contre les Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale. Et pourtant il n'y eut aucune protestation de la part des dirigeants de la classe ouvrière française. Assuré de la docilité des dirigeants réformistes traîtres, le régime du président Charles de Gaulle organisa un bain de sang précautionneusement préparé quand le FLN appela à une manifestation contre le couvre-feu raciste et pour l'indépendance de l'Algérie.

Pendant des années, les staliniens ont aidé la bourgeoisie à effacer de la mémoire le massacre d'octobre 1961 en érigeant un mythe autour d'une manifestation ultérieure dirigée par le PCF dans laquelle neuf Français furent tués lors d'une charge de la police à la station de métro Charonne en février 1962. Alors

Algérie...

Suite de la page 17

partisans loyaux des nationalistes algériens pendant des décennies. Le fondateur de cette tendance et alors son dirigeant, Michel Pablo, a réellement accepté un poste dans le premier gouvernement FLN sous Ahmed Ben Bella. Pablo a aidé à rédiger les décrets de 1963 sur « l'autogestion » qui mirent le holà aux occupations de masse des usines et des grandes propriétés agricoles qui ont secoué l'Algérie post-indépendante, en intégrant les comités ouvriers dans l'appareil d'Etat. Dans les dernières années, le PST s'est attaché centralement à faire pression sur les militaires sanguinaires pour qu'ils accordent une « démocratie » parlementaire, en axant son programme autour de l'appel à des « élections à la proportionnelle ». L'imbécillité complète d'un tel crétinisme parlementaire dans l'Algérie ravagée par la guerre est démontrée par le fait que de telles élections peuvent très bien conduire à une victoire intégriste.

La ligne politique du PST est une répudiation dans la pratique du programme trotskyste de la révolution permanente. Il n'est pas surprenant que ces suivistes s'opposent à toute perspective de mobiliser le prolétariat en lutte pour la défense des droits des Berbères et des femmes, et qu'au contraire ils se liquident dans différentes formations féministes pro-gouvernementales. Rejetant la politique antirévolutionnaire du PST, un groupe de cadres du PST créa, en 1992, la Tendance Plate-forme Trotskyste (TPT) pour lutter pour la perspective de la révolution permanente contre la collaboration de classes des pablistes. Après une étude plus approfondie et un débat programmatique, la TPT s'est déclarée en solidarité avec la Ligue communiste internationale. Plaçant la question de l'oppression des femmes au devant et au centre,

la TPT a déclaré dans son document de fondation de mars 1992: « Le combat pour la libération des femmes, libération qui se réalisera par la révolution, aura comme base la lutte contre toutes les discriminations sexuelles! Contre le voile! A travail égal, salaire égal! Avortement libre et gratuit pour toutes les femmes, y compris les mineures! Pour des crèches ouvertes 24 heures sur 24! »

La question femme en Algérie est stratégique et explosive. Pourtant une grande partie de la gauche – qui a épousé le nationalisme – ne soulève même pas la revendication élémentaire d'abroger le Code de la famille réactionnaire. Les ex-staliniens de Ettahaddi et du PADS appellent seulement à « réformer » cette loi, comme le fait le groupe autour d'*El Massira* (La marche), une scission récente du PST. Entre-temps, le PT lambertiste, qui est grotesquement aux basques du FIS, n'a pas dit un mot sur l'abrogation du Code de la famille dans sa plate-forme pour les élections de juin. La lutte pour l'égalité des sexes et l'égalité ethnique/nationale pose la nécessité d'une attaque contre la base même de l'ordre capitaliste. Sous la direction d'un parti bolchévique agissant en tribunal du peuple, le prolétariat révolutionnaire doit inscrire sur sa bannière la lutte contre la discrimination sexuelle, pour l'abolition du Code de la famille, et pour la séparation de la Mosquée et de l'Etat. Pour la libération des femmes par la révolution socialiste!

Pour la mobilisation indépendante du prolétariat

Exprimant la confiance suicidaire des pablistes dans le régime appuyé sur les militaires, le dirigeant du PST, Salhi Chawki, écarte toute idée d'un « plan machiavélique » impliquant une complicité de l'armée dans les derniers massacres et donne au gouvernement Zeroual



Benito/Sygnia

Les femmes ont été aux premières lignes des manifestations de masse anti-intégristes à Alger et dans d'autres villes en mars 1994.

un certificat de bonne conduite sans réserve: « Il semble que l'armée n'a pas eu de responsabilité dans les derniers massacres, comme l'ont soupçonné beaucoup de gens » (*International Viewpoint*, octobre 1997). Entre-temps, en France, les co-penseurs du PST dans la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, s'accrochent à la bourgeoisie française, en se joignant à l'appel pour une « commission d'enquête » décrite comme « le début de la fin pour les tueurs » (*Rouge*, 13 novembre 1997).

Comme feuille de vigne de gauche à son soutien aux militaires, le PST encourage les différents « groupes d'autodéfense » qui sont tolérés – ou directement mis en place – par le régime et qui servent de véhicule pour le ralliement des groupes politiques pro-gouvernementaux

au camp des généraux. Ainsi, Chawki prétend que « l'augmentation des structures d'autodéfense populaire est le seul acte de dignité civile qui puisse répondre adéquatement à l'horreur que confronte l'Algérie ». Rendant la ligne du PST plus explicite, *El Massira* (janvier 1997) appelle ouvertement les « officiers et les policiers à se placer au service du peuple, non pas le réprimer ».

Même si ces milices irrégulières expriment les besoins réels des villageois des campagnes de se défendre contre les attaques des intégristes, il reste que, même là où elles n'ont pas été créées initialement en collaboration avec l'armée et la police, elles ont vite été placées sous le contrôle total du gouvernement. Cela a été codifié dans les deux dernières années par une série de lois les mettant

Les staliniens français ont trahi la lutte d'indépendance de l'Algérie

Papon, Vichy et l'Algérie

En couvrant le procès en cours de l'ancien fonctionnaire français, Maurice Papon, accusé d'avoir organisé la déportation de Juifs vers Auschwitz sous le régime pro-nazi de Vichy pendant la Deuxième Guerre mondiale, la presse bourgeoise a soulevé ouvertement l'un des épisodes les plus sales de la sale guerre coloniale de la France contre le peuple algérien. Bien que Papon n'en soit pas maintenant accusé, en octobre 1961, alors Préfet de police, il a organisé le massacre de plus de 300 Algériens qui manifestaient dans les rues de Paris. Pendant plus de trois décennies, ce massacre a été couvert par un voile de secret officiel; ce n'est que dans les quelques dernières années que les médias bourgeois ont commencé à y faire référence. « La bourgeoisie française voudrait bien effacer le souvenir de ce crime abject », a écrit la Ligue trotskyste de France dans un article en 1983. « Mais la classe ouvrière n'oubliera pas ses martyrs » (*le Bolchévique* n° 42, octobre 1983).

Le 17 octobre 1961, les autorités françaises ont systématiquement organisé un pogrom anti-Algériens au cœur de Paris, massacré des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants qui participaient à une manifestation pacifique. Plusieurs ont été tués sur place, d'autres battus jusqu'à perdre conscience et jetés dans la Seine, ou exécutés de sang froid dans les commissariats de police ou encore lynchés sur des arbres dans le Bois de Vincennes. Plusieurs jours après le massacre, on repêchait encore des cadavres dans le fleuve. La version « officielle » disait que seules trois personnes (dont deux Algériens) avaient été tuées, mais des documents divulgués de la police nationale



L'Humanité

17 octobre 1961 : la police parisienne terrorise les immigrés algériens. Plus de 300 manifestants pro-indépendance seront assassinés.

mentionnaient le nombre de 140 morts. Le Front de libération nationale (FLN), après des enquêtes poussées pour identifier les victimes, a établi le nombre total à 327 morts et disparus.

Au milieu d'une série d'articles vantant la soi-disant lutte des staliniens contre la guerre colonialiste en Algérie, un article sur le massacre d'octobre 1961 est récemment paru dans *l'Humanité*, le journal du Parti communiste français (PCF), sous-entendant que le PCF a protesté activement contre le bain de sang. C'est un mensonge, et le PCF le sait. En fait, quand les manifestants algériens qui fuyaient l'attaque de la police ont cherché refuge au siège de *l'Humanité*, le portail leur a été fermé au nez.

Après le pogrom, aucune manifestation n'a été appelée par le PCF ou la CGT qu'il dirigeait. Les dirigeants staliniens n'ont pas rendu visite aux victimes algériennes blessées dans les hôpitaux ni aux familles endeuillées; ils n'ont pas mobilisé les ouvriers pour honorer les funérailles des victimes. Les seules grèves de protestation furent réduites à quelques arrêts de travail d'une demi-heure dispersés dans quelques usines. Le lendemain du massacre, les socialistes se sont précipités pour défendre Papon, en déclarant que « personne ne peut le blâmer » (cité dans *Territoires contemporains : Cahiers de l'IHC* n° 2, 1995). De leur côté, les représentants du PCF se sont assis à côté de Papon à la réunion du Conseil municipal

de Paris, une semaine après le massacre, appelant simplement et sans conviction à « des sanctions contre les responsables » (Michel Levine, *les Ratonnades d'octobre* [1985]). Des années plus tard, en dépit du grand nombre de militants syndicaux qui avaient disparu cette nuit-là, la CGT resserrait toujours le mensonge des flics que seulement deux Algériens avaient été tués (Jean Bruhat et Marc Piolot, *Esquisse d'une histoire de la CGT (1895-1965)* [publication de la CGT, 1966])!

Le massacre a été précédé par des mois d'atrocités contre les ouvriers algériens par la police de Paris. Papon avait été transféré d'Algérie avec instruction de reproduire à Paris la torture de masse et les exécutions sommaires en usage dans la colonie. Selon des chiffres officiels, plus de 50 Algériens étaient tués par les flics en France chaque mois, et bien davantage étaient brutalisés dans les chambres de torture de la police. Il y avait un besoin criant d'une manifestation d'action unie par les ouvriers français et algériens contre la terreur raciste. Mais les dirigeants staliniens n'ont rien fait. Encouragé, Papon a ordonné un couvre-feu qui visait sélectivement les Algériens et qui, dans ses termes, était pratiquement identique à un décret contre les Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale. Et pourtant il n'y eut aucune protestation de la part des dirigeants de la classe ouvrière française. Assuré de la docilité des dirigeants réformistes traîtres, le régime du président Charles de Gaulle organisa un bain de sang précautionneusement préparé quand le FLN appela à une manifestation contre le couvre-feu raciste et pour l'indépendance de l'Algérie.

Pendant des années, les staliniens ont aidé la bourgeoisie à effacer de la mémoire le massacre d'octobre 1961 en érigeant un mythe autour d'une manifestation ultérieure dirigée par le PCF dans laquelle neuf Français furent tués lors d'une charge de la police à la station de métro Charonne en février 1962. Alors

sous le commandement du ministère de l'Intérieur. Une des catégories de milices, les « gardes communales », est directement mise en place par l'armée, qui entraîne et paye les membres et leur fournit des armes légères. L'autre catégorie, les « groupes d'autodéfense » mis en place par des villageois, nécessite l'autorisation du préfet de la région et l'accord des services de sécurité. Ces milices irrégulières, chaque catégorie comprenant près de 100 000 hommes, ont plus que doublé la taille des forces armées à la disposition du régime.

Comme le PST/SU, le groupe centriste Pouvoir ouvrier en France, qui est lié à Workers Power en Grande-Bretagne, essaie de donner une couverture de gauche à sa capitulation devant les militaires algériens. Ainsi, *Pouvoir Ouvrier* (septembre-octobre 1997) prétend qu'il est possible de « prendre la direction des comités d'autodéfense contre les violences islamistes et des services spéciaux de l'armée ».

Mais comment, chers centristes, pouvez-vous « prendre la direction » quand les dirigeants sont nommés par le ministre de l'Intérieur ? De plus certaines de ces milices, reflétant l'arriération de la société rurale, sont devenues des instruments de vendettas sanglantes entre villages, clans et émirs (potentats) locaux rivaux. Même Chawki a prudemment admis que les gardes communales « semblent avoir été responsables de quelques autres meurtres collectifs au début de cette année ».

L'autodéfense armée est une question vitale en Algérie. Mais ça doit être basé et intégralement lié à la mobilisation du prolétariat indépendamment de – et en opposition à – l'Etat bourgeois. Un exemple de cela est arrivé durant l'été 1993, quand les dockers ont bloqué le port d'Alger pendant plus d'une semaine, arrêtant la distribution des denrées alimentaires. Nous avons dit que le syndicat aurait dû organiser la distribution des



Cortège de la LTF en 1993 protestant contre les déportations d'immigrés : « Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! »

produits alimentaires – en mobilisant des comités de soutien de femmes pour l'aider – et montrer dans la pratique comment la classe ouvrière peut accomplir les tâches nécessaires d'organisation de la société. En notant que les intégristes auraient vu une telle action basée sur les syndicats comme une menace à leur emprise sur les masses plébéiennes, la LTF a écrit (*Le Bolchévique* n° 125, novembre-décembre 1993) : « Il serait donc nécessaire de créer des milices ouvrières d'autodéfense pour donner aux réactionnaires du FIS un goût de ce qu'est la puissance ouvrière. Mais pour mobiliser ainsi, il faut se débarrasser des dirigeants ouvriers traîtres qui maintiennent le prolétariat sous la coupe de la bourgeoisie. »

L'indépendance complète et inconditionnelle du prolétariat, incarnée par la direction d'un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste, est capitale pour trouver une issue à la terreur et à la tourmente actuelles qui étranglent l'Algérie. Une victoire des intégristes ne sonnerait pas seulement le glas pour les femmes non voilées, les minorités ethniques, les ouvriers combattifs et les militants de gauche en Algérie. Elle serait aussi un

énorme stimulant pour la propagation de la réaction islamiste dans tout le Maghreb, en renforçant le mouvement tunisien Al-Nahda et la guerre de terreur menée par la Djamaa Islamiya (groupe islamique) égyptienne, qui dure depuis cinq ans et qui cible la minorité chrétienne copte et les touristes étrangers (le plus récent étant l'horrible massacre de Louxor qui a fait 62 morts). Comme en Algérie, les régimes bourgeois tunisien et égyptien soutenus par les impérialistes, font régner une répression draconienne sur la population tout en imposant des politiques d'austérité et de paupérisation.

D'un autre côté, une révolution socialiste victorieuse en Algérie n'inaugurerait pas seulement l'émancipation des opprimés dans ce pays, mais elle rapprocherait le jour où tous les régimes despotiques de la région – qu'ils soient islamiques, nationalistes arabes ou sioniste – seront balayés par la classe ouvrière. A cette fin, la question capitale est la formation de partis ouvriers bolchéviques dans toute la région, faisant partie d'une Quatrième Internationale trotskyste reforgee. C'est ce pour quoi lutte la Ligue communiste internationale.

– Adapté de Workers Vanguard n° 680



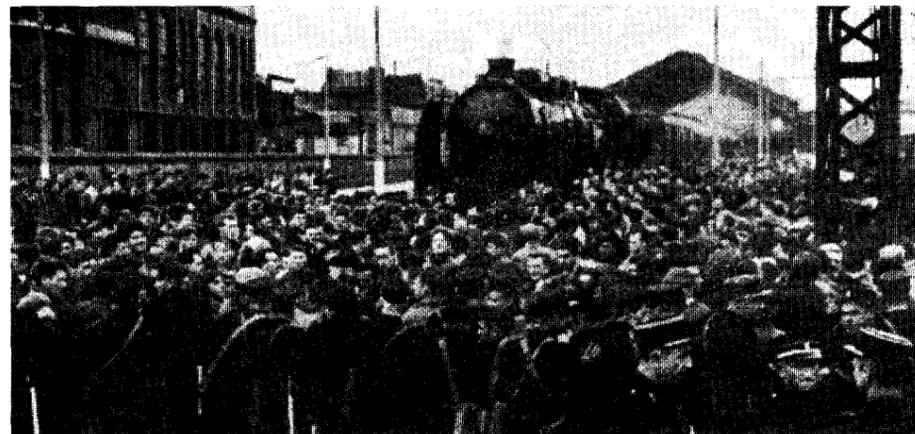
La grève de Talbot en 1983 a souligné le rôle des travailleurs maghrébins combattifs dans les industries françaises stratégiques.

qu'aucun manuel d'histoire dans les lycées français ne traite du pogrom de 1961, la manifestation de Charonne est connue partout – fièrement présentée par les dirigeants stalinien comme étant la quintessence de leur soi-disant combat contre le colonialisme français pendant la Guerre d'Algérie. Mais la manifestation de Charonne n'appelait même pas à l'indépendance de l'Algérie ! Elle a été appelée pour protester contre les attaques terroristes de l'OAS (Organisation de l'armée secrète), un groupe fasciste dirigé par d'ex-officiers de l'armée qui cherchaient à couper court aux négociations de De Gaulle avec le FLN. Devant le million de personnes venues assister aux funérailles des manifestants de Charonne, les orateurs du PCF n'ont même pas mentionné le massacre des Algériens qui avait eu lieu juste quatre mois auparavant.

Déjà dans les années 1930, quand il s'est lancé dans sa politique de collaboration de classes de « front populaire », le PCF s'était opposé à l'indépendance de l'Algérie, appelant au contraire à un empire colonial français plus « démocratique » sous la forme d'une « union libre » entre « les peuples coloniaux et notre peuple » (Jakob Moneta, *le PCF et la question coloniale* [1971]). En mai 1945, les ministres PCF dans le premier gouvernement d'après-guerre sont restés à leur poste quand la bourgeoisie française noya dans le sang un début de révolte nationaliste algérienne à Sétif, tuant des dizaines de milliers de personnes. Pendant la Guerre d'Algérie, les dirigeants du PCF ont occasionnellement prononcé le mot « indépendance », mais leur vraie politique était de faire pression sur les gouvernements bourgeois successifs pour qu'ils « négocient » un accord qui préserverait les « intérêts vitaux » de la bourgeoisie française. C'était tout simplement un appel à un régime néo-colonial en Algérie sous la botte de l'impérialisme français.

De l'automne 1955 à la fin du prin-

temps 1956, la France fut secouée par une vague de mutineries de soldats qui refusaient d'être envoyés en Algérie. Ces révoltes étaient souvent soutenues par des grèves dans lesquelles des milliers d'ouvriers français – rejoints par leurs frères de classe algériens – affrontaient la police anti-émeutes en défense des soldats



Guerre d'Algérie, 1956 – Les travailleurs et les soldats défient les flics pour arrêter un train de transport de troupes.

qui protestaient. Au milieu de ce soulèvement sans précédent, le dirigeant socialiste Guy Mollet fut élu premier ministre à la tête d'une coalition de front populaire incluant le PCF, les Radicaux et d'autres partis bourgeois. Mollet continua à envoyer des centaines de milliers de soldats en Algérie. Bien que ne faisant pas formellement partie du gouvernement, le PCF lui a fourni son soutien le plus ferme, allant jusqu'à voter les « pouvoirs spéciaux » pour le régime en Algérie.

La révolte des ouvriers et des soldats en France a éclaté en même temps que se déroulaient une série de grèves en Algérie – dont plusieurs ont paralysé le pays – centrées sur les dockers très combattifs. Loin de chercher à mobiliser les ouvriers en France pour la solidarité dans la lutte, le PCF fomentait le chauvinisme anti-immigrés en poussant sa ligne de

fermeture des frontières. En mai 1956, au plus fort du soulèvement prolétarien, le PCF dénonça une proposition du gouvernement d'admettre un millier d'ouvriers algériens supplémentaires en France. Face à une telle trahison, la vague de mutineries et de grèves contre la guerre se dissipa.

La France continua à connaître des grèves combattives autour de revendications économiques – et les ouvriers algériens y participèrent pratiquement tous. En 1958, l'économie en ruines et le pays traversé par les mouvements de grèves les plus puissants depuis des décennies, la bourgeoisie se tourna vers le général de Gaulle, idole de la « Résistance » pendant la Deuxième Guerre mondiale, pour résoudre la crise. La réponse du PCF fut de soutenir lamentablement les partis gouvernementaux discrédités qui menaient la Guerre d'Algérie ; les stalinien firent campagne en « défense de la République » et votèrent même la reconduite des fameux pouvoirs spéciaux. Dès que le parlement l'eut élu président, de Gaulle s'en prit immédiatement à la classe ouvrière et intensifia la terreur militaire en Algérie. Peu après, il proclama la Cinquième République semi-bonapartiste.

Trois ans plus tard, en avril 1961, les tensions qui déchiraient le tissu social de la société capitaliste française explosèrent à nouveau quand les troupes françaises en Algérie se révoltèrent contre une tentative de putsch par des officiers opposés aux négociations entre de Gaulle et le FLN. Les soldats du rang occupèrent des bases militaires, arrêtaient leurs officiers et sabotèrent véhicules et communications. Au lieu de saisir l'opportunité pour mobiliser les ouvriers dans une lutte contre la guerre impérialiste, le PCF chercha à s'unir avec de Gaulle contre les officiers réactionnaires. Lorsque Michel Debré, premier ministre de De Gaulle, lança un appel ridicule à la population à se précipiter vers les aéroports afin d'empêcher une attaque (impossible) des putschistes, les stalinien se joignirent à la fraude de l'« unité nationale » ; ils ont envoyé des centaines d'ouvriers pour patrouiller dans les aéroports autour de Paris et ont cyniquement « appelé le gouvernement à armer immédiatement la classe ouvrière » (*l'Humanité*, 25 avril 1961). Près de 12 millions d'ouvriers descendirent dans les rues à l'appel du PCF, mais les stalinien dirigèrent les manifestations seulement contre les officiers putschistes, si bien que même les gaullistes soutenaient les manifestations.

La Guerre d'Algérie provoqua des vagues successives de luttes ouvrières explosives par les ouvriers français et algériens, qui auraient pu mettre à l'ordre du jour la perspective de la révolution socialiste. Mais le PCF détourna à plusieurs reprises cette offensive puissante de la classe ouvrière par sa collaboration de classes traître avec la bourgeoisie. Pendant toute la guerre, les dirigeants du PCF ont cherché avant tout à éviter une défaite humiliante à l'impérialisme français. Aujourd'hui, le PCF continue de jouer au serviteur loyal de la bourgeoisie impérialiste en faisant partie du gouvernement de front populaire antiouvrier et raciste.

– Traduit de Workers Vanguard n° 680

Terreur militaire, réaction islamique, austérité du FMI

La guerre civile saigne l'Algérie

**Pour un parti ouvrier bolchévique !
Pour la révolution permanente !**

Depuis que les massacres macabres se suivent en Algérie, la région au sud d'Alger, la capitale, est maintenant surnommée le « triangle de la mort ». Des centaines de villageois sans défense ont été tués et mutilés et un grand nombre de femmes ont été kidnappées dans les dernières semaines, portant le nombre de victimes à plus de 100 000 morts dans la guerre civile qui oppose depuis cinq ans le régime nationaliste appuyé sur l'armée aux intégristes musulmans.

L'insurrection islamiste a commencé quand l'armée, craignant une victoire électorale du Front islamique du salut (FIS) au début de 1992, a annulé le deuxième tour des élections et a interdit le FIS. Le régime a répondu à la révolte par un état de siège meurtrier. Des unités de commando, connues sous le nom de « ninjas », terrorisent les quartiers populaires des villes et les villages sont soumis à des bombardements au napalm, aux attaques d'hélicoptères et aux feux de l'artillerie. De leur côté, les intégristes islamiques ciblent particulièrement les

res » stable pour l'exploitation des vastes ressources en pétrole et en gaz naturel de l'Algérie, les puissances impérialistes font pression sur le président Liamine Zeroual et les militaires pour former un gouvernement de coalition avec le FIS.

Le 24 septembre, l'Armée islamique du salut (AIS), le bras armé du FIS a, pour la première fois dans la guerre civile, appelé ses partisans à « arrêter les opérations de combat ». La trêve unilatérale a été déclarée deux mois après que Zeroual a ordonné la libération d'Abassi Madani, dirigeant du FIS emprisonné, et il est allégué qu'elle fait partie d'un accord pour intégrer les *moudjahidin* (combattants de la guerre sainte) dans les forces armées de Zeroual. Cependant, le carnage n'en a été qu'intensifié.

Et les islamistes rivaux du Groupe islamique armé (GIA) et les « éradicateurs », purs et durs dans l'armée et la police, sont décidés à saborder tout accord entre Zeroual et le FIS. La dernière vague de massacres, visant principalement



Zeroual/AFP

Les « ninjas », unités de commando du gouvernement, terrorisent les quartiers pauvres des villes algériennes.

femmes non voilées, les syndicalistes, les enseignants et les journalistes.

L'Algérie est aujourd'hui un enfer invivable pour la masse de la population. Au milieu de ce tourbillon d'atrocités des deux côtés, les travailleurs des villes et les paysans pauvres ploient sous les mesures d'austérité dictées par le Fonds monétaire international (FMI) et imposées par le régime soutenu par l'armée. Les salaires ont baissé de plus du tiers dans les trois dernières années, alors que les produits de première nécessité qui étaient subventionnés auparavant par l'Etat sont devenus pratiquement inaccessibles. Une foule de jeunes sans aucun espoir de trouver du travail traîne dans les rues des villes, constituant un auditoire prêt à suivre les appels démagogiques des islamistes. Même le taux de chômage officiel s'élève à 30 pour cent, et 150 000 ouvriers de plus sont menacés de licenciement alors que le gouvernement s'apprête à privatiser des centaines d'entreprises publiques en 1998. Pour assurer un « climat d'affai-

les villages situés dans le fief du FIS au sud d'Alger, a été lancée par le GIA après la libération de Madani. En jurant qu'il n'y aura « ni trêve, ni réconciliation », le GIA a déclaré qu'il va « traquer tous les partisans des tyrans dans les villages », « les éradiquer » et « capturer leurs femmes » (*le Monde*, 28 septembre).

Le bruit a largement couru d'une complicité de l'armée dans les massacres du GIA. Les policiers et les soldats ont refusé d'intervenir dans un certain nombre d'attaques, alors qu'ils pouvaient, de leurs casernes, entendre les cris des victimes. Quand des roquettes ont été lancées sur Blida, un chef-lieu de province et un bastion du FIS, l'armée est restée coite pendant des heures alors que la source de l'attaque était entièrement visible sur les collines alentours. Et dans au moins un massacre, les villageois ont accusé les militaires de complicité directe. Des survivants ont raconté aux journalistes que des chars encerclaient le village au moment où 300 personnes étaient égor-



AFF

Survivants du massacre de septembre dernier à Bentalha, près d'Alger, qui a fait 85 morts. Le nombre des morts a atteint 100 000 en cinq ans de guerre civile entre l'armée et les intégristes islamiques.

gées durant plusieurs heures et que des soldats en uniforme ont tiré sur des villageois qui essayaient de fuir.

Au cours des derniers mois, il y a eu plusieurs récits dans la presse occidentale accusant l'armée d'être elle-même derrière plusieurs de ces massacres. Le 10 novembre, des milliers de personnes ont manifesté à Paris derrière l'appel pour une « commission d'enquête » pour enquêter sur ces accusations. Endossé par le gouvernement français, ce « jour pour l'Algérie » était destiné en fait à faire pression pour une « paix » imposée par les impérialistes en accord avec la politique actuelle de la France qui cherche à mettre le FIS au gouvernement d'Alger.

Dans les conditions de terreur et de répression omniprésentes, où les journalistes et autres observateurs sont tenus à l'écart des lieux des massacres sauf sous escorte militaire, il y a peu de possibilités de connaître la vérité derrière ces atrocités odieuses. Quels que soient les auteurs de ces crimes, il est remarquable qu'ils ont évité toute attaque contre les pipelines sensibles du pétrole et du gaz considérés comme sacro-saints pour les intérêts impérialistes. Une chose est absolument claire : les marxistes n'ont aucun camp à choisir dans ce carnage entre forces réactionnaires, qui sont toutes deux des ennemies mortelles du prolétariat algérien, des femmes, des minorités ethniques comme les Berbères et de tous les opprimés.

Pourtant les partis de la gauche algérienne, caractérisés historiquement par un suivisme servile derrière le Front de libération national (FLN) nationaliste-bourgeois, ont accroché leurs wagons à l'un ou l'autre camp dans cette guerre civile sanglante. Les vestiges du stalinisme algérien - Ettahaddi (défi) et le PADS (Parti algérien pour la démocratie et le socialisme) - marchent au pas derrière les éradicateurs purs et durs. Le Parti socialiste des travailleurs (PST), lié aux

pseudo-trotskystes du Secrétariat unifié (SU) d'Alain Krivine et de feu Ernest Mandel, de la même façon regardent du côté du régime nationaliste, tandis que le Parti des travailleurs (PT), partisan du réformiste français Pierre Lambert, est allé jusqu'à soutenir le FIS. Au bout du compte, ces tendances politiques mettent leur confiance dans les bons offices de la bourgeoisie française et particulièrement son gouvernement actuel dirigé par les socialistes, qui impose l'exploitation néo-coloniale de l'Algérie tout en dirigeant la terreur raciste pernicieuse contre les minorités maghrébines et africaines en France.

La Ligue communiste internationale lutte pour construire des partis trotskystes des deux côtés de la Méditerranée pour balayer l'impérialisme français et ses laquais despotiques d'Alger. Une condition capitale pour cette perspective est l'opposition inconciliable au front populaire de collaboration de classes et raciste dirigé par le premier ministre Lionel Jospin. Le prolétariat multi-ethnique de France doit être mobilisé pour la défense des droits des ouvriers des minorités, dont la position stratégique dans l'automobile et d'autres industries peut servir de tête de pont, entre la France et le Maghreb, pour la révolution socialiste. En prévenant du danger de la possibilité d'un accord entre le régime d'Alger et les intégristes islamiques, la Ligue trotskyste de France (LTF), section de la LCI, a écrit au début de cette confrontation entre le FIS et les militaires : « l'armée, ou une partie de celle-ci, pourrait bien appliquer tout ou partie du programme réactionnaire du FIS. Les forces de répression pourraient ne pas se limiter à emprisonner les dirigeants et agitateurs du FIS et se retourner contre, en particulier, le mouvement ouvrier [...]. La classe ouvrière algérienne doit rentrer dans la lutte sous son propre drapeau, en

Suite page 16